

Département d'histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

*Le recensement de Québec de 1744 : une fenêtre sur le travail
des femmes au Canada sous le régime français*

Par
Marie-France Prévost
Mémoire présenté pour obtenir
la Maîtrise ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke

Septembre 2019

RÉSUMÉ

En 1744, Joseph-André-Mathurin Jacrau, curé de la paroisse Notre-Dame-de-Québec, entreprend un recensement de ses paroissiens. Il consigne plusieurs informations dont la profession pratiquée par ceux-ci. Une diversité de professions est alors déclarée, surtout par des hommes. Effectivement, sur les 1 481 femmes de plus de 16 ans, seulement 23 déclarent alors une profession. Elles pratiquent des métiers de diverses catégories professionnelles : artisanes, cabaretières, commerçantes, sages-femmes de même que des métiers à la journée. Cette source qu'est le recensement nous permet alors d'en apprendre plus sur le travail des femmes à cette époque.

Il est cependant difficile de connaître ce qui différencie ces femmes des autres femmes du recensement. Bien qu'elles sont toutes veuves ou célibataires à cette époque, donc libérées de la tutelle de leur mari ou de leur père, elles sont plusieurs autres avec le même état civil qui ne déclarent pourtant pas de métier au curé Jacrau. Sachant que famille et travail sont étroitement imbriqués et que les femmes, comme les enfants, contribuent à l'économie familiale préindustrielle, on peut se demander pourquoi elles sont si peu nombreuses à déclarer la profession qu'elles pratiquent? Est-ce une transmission familiale, ou plutôt une transmission du mari à son épouse? Quelle est l'ampleur de leur activité professionnelle? Est-ce qu'il existe des documents pouvant prouver une certaine collaboration entre ces femmes et leur époux? Cette étude permet de contribuer à la connaissance des femmes de la Nouvelle-France bien que ce soit à petite échelle puisqu'elle ne porte que sur un petit groupe. Il s'agit pourtant d'une fascinante fenêtre sur le travail féminin au sein de la colonie laurentienne.

REMERCIEMENTS

Le parcours à la maîtrise n'est certainement pas le plus facile à suivre, mais il est assurément un accomplissement dont nous pouvons être fiers. La vie se mettant parfois à travers le chemin, la concentration et la motivation n'ont pas toujours été à leur meilleur, mais le soutien de plusieurs personnes m'a aidé à poursuivre ce beau défi et à l'accomplir.

Je veux d'abord remercier mon directeur de maîtrise, Benoît Grenier pour m'avoir donné l'idée de ce beau sujet de maîtrise qui est demeuré tout aussi passionnant pendant toute la durée de la maîtrise. Je veux également le remercier pour sa patience ainsi que tous ses conseils durant le processus d'écriture de ce mémoire de maîtrise. Son souci du détail ainsi que ses nombreuses connaissances du sujet m'ont permis de développer encore plus mon étude. Je veux aussi remercier Léon Robichaud pour avoir accepté d'être mon lecteur ainsi que pour ses conseils concernant le développement de mon étude et Arnaud Bessière pour avoir accepté d'être mon troisième évaluateur.

Puis, je tiens à remercier les membres du personnel de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, à Sherbrooke, (France et Hélène) pour leur aide dans mes recherches ainsi que leur gentillesse lors des nombreuses journées passées à la recherche des (nombreux) actes nécessaires à la réalisation de mon mémoire.

Je veux également remercier ma famille, principalement mes parents et mes grands-parents qui ont toujours été d'un grand support durant ces dernières années. Je remercie aussi mes deux (vieilles) amies, Daphné et Maryse, qui m'ont aidé et encouragé dans ce processus et lors de périodes plus difficiles.

Finalement, je remercie tous mes amis de l'Université de Sherbrooke. J'ai rencontré des gens merveilleux durant mon parcours universitaire et je suis reconnaissante de vous avoir dans ma vie. Ce réseau de support que nous avons entre nous est formidable et permet de nous dépasser. Vous avez fait de mon expérience universitaire, l'une des plus belles que nous puissions avoir.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS	vii
INTRODUCTION.....	1
Problématique.....	3
Historiographie	5
1. Le travail des femmes dans les sociétés occidentales préindustrielles	5
2. Le travail des femmes en Nouvelle-France : de la théorie à la pratique	12
Hypothèse	20
Concepts et définitions	21
Méthodologie et sources	23
Chapitre I – LE RECENSEMENT DE QUÉBEC DE 1744 : UNE POPULATION DIVERSIFIÉE	33
1. Un portrait de la population de Québec.....	35
1.1 <i>Les métiers pratiqués en 1744.....</i>	<i>36</i>
1.2 <i>Pratiquer deux professions : une réalité fréquente?</i>	<i>40</i>
1.3 <i>Les femmes dans le recensement</i>	<i>43</i>
2. Un portrait des femmes déclarant une profession	50
2.1 <i>Les artisanes</i>	<i>52</i>
2.2 <i>Les cabaretières</i>	<i>55</i>
2.3 <i>Les commerçantes</i>	<i>57</i>
2.4 <i>Les sages-femmes</i>	<i>59</i>
2.5 <i>Les métiers à la journée</i>	<i>60</i>
Chapitre II – LA FAMILLE ET LA REPRODUCTION FAMILIALE	63
1. Des métiers transmis dans la famille?	64
1.1 <i>La profession des parents et de la fratrie</i>	<i>64</i>
1.2 <i>Une continuité de la profession chez les enfants?</i>	<i>68</i>
2. L’homogamie socioprofessionnelle	70
2.1 <i>Le premier mariage.....</i>	<i>71</i>
2.2 <i>Se remarier dans le même cercle socioprofessionnel?</i>	<i>76</i>

3. Le statut socioéconomique.....	80
3.1 <i>Le contrat de mariage : un indice du niveau économique des femmes</i>	81
3.2 <i>Un niveau de vie similaire selon la profession?</i>	87
4. Les réseaux de sociabilité.....	98
4.1 <i>Des liens familiaux, sociaux et géographiques entre les femmes</i>	99
4.2 <i>Les réseaux sociaux et la notoriété de certaines femmes</i>	109
Chapitre III – L’ENTREPRENARIAT ET L’AGENTIVITÉ DES FEMMES	118
1. Procureurs et procuratrices : entre la délégation de pouvoir et l’autonomie.....	119
1.1 <i>Les femmes procuratrices</i>	120
1.2 <i>Les femmes représentées</i>	123
2. L’agentivité ou la précarité économique?	129
2.1 <i>La présence des femmes devant la justice</i>	130
2.2 <i>L’acte de renonciation : une preuve des difficultés économiques de certaines veuves</i>	140
3. Les traces de l’activité économique : études de cas.....	144
3.1 <i>Marie-Angélique Demers : tonnelière.....</i>	145
3.2 <i>Marie-Anne Aubuchon : boulangère.....</i>	149
3.3 <i>Françoise Boucher de Boucherville : négociante.....</i>	153
3.4 <i>Marie-Hélène Lemieux : cabaretière</i>	156
CONCLUSION.....	162
ANNEXE A : LISTE ALPHABÉTIQUE DES FEMMES DÉCLARANT UNE PROFESSION AU RECENSEMENT DE 1744.....	169
ANNEXE B : EXTRAITS DE DEUX VERSIONS DU RECENSEMENT DE 1744.....	171
ANNEXE C : EXEMPLE DE FICHE DE FAMILLE	172
ANNEXE D : GRILLE D’ÉVALUATION DU NIVEAU DE VIE.....	173
ANNEXE E : TABLEAUX PRÉSENCE DES FEMMES DANS LA GESTION DE LEUR COMMUNAUTÉ FAMILIALE (PAR CATÉGORIES PROFESSIONNELLES)	174
BIBLIOGRAPHIE.....	178

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1.1 : Comparaison des caractéristiques des femmes cheffes de famille par rapport à celles qui déclarent une profession.....	48
Tableau 2.1 : Douaire et préciput moyens par catégories professionnelles.....	83
Tableau 2.2 : Douaire et préciput moyens des enfants selon la catégorie professionnelle de leur mère.....	86
Tableau 2.3 : Indice moyen du niveau de vie par catégories professionnelles.....	92
Tableau 2.4 : Niveau de vie des femmes selon la période et leur catégorie professionnelle.....	96
Tableau 3.1 : Présence des femmes devant la cour de justice.....	133
Figure 1.1 : Plan de la ville de Québec en 1744.....	35
Figure 1.2 : Les catégories professionnelles à Québec en 1744.....	37
Figure 1.3 : Les cinq catégories professionnelles les plus nombreuses lorsque deux professions sont pratiquées.....	41
Figure 1.4 : Répartition des femmes selon leur statut dans la maisonnée.....	44
Figure 1.5 : Femmes déclarant une profession par catégorie professionnelle.....	51
Figure 2.1 : Liens entre les cousines Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis.....	99
Figure 2.2 : Situation géographique des femmes au recensement de 1744.....	104
Figure 2.3 : Liens entre Marie-Angélique Demers et Marie-Louise Corbin ainsi qu'entre Marie-Angélique Demers et Marie-Anne Aubuchon	108

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BAnQ : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

DBC : *Dictionnaire biographique du Canada*

CIEQ : Centre interuniversitaire d'études québécoises

PRDH : Programme de recherche en démographie historique de l'Université de Montréal

RHAF : *Revue d'histoire de l'Amérique française*

INTRODUCTION

Au début du XVIII^e siècle, la colonie laurentienne de la Nouvelle-France commence à connaître une certaine stabilité économique et sociale. À cette époque, la population se canadianise¹. De plus, la société urbaine se transforme, entre autres, par la multiplication des services offerts à la population². Avec l'apparition de nouveaux services, un accroissement des métiers est apparent dans les diverses catégories professionnelles dont l'artisanat œuvrant dans le domaine de l'alimentation (comme les boulangers et les bouchers par exemple), mais également dans certaines professions de l'écrit (notaires, écrivains, etc.) ou les auxiliaires de la justice³.

Il est possible de voir ce dynamisme économique de la Nouvelle-France dans le recensement de Québec de 1744. En effet, comme l'affirme Jacques Mathieu, la diversité des services est perceptible à travers la variété des métiers déclarés dans ce recensement⁴. Quelques femmes y déclarent une profession, au total vingt-trois d'entre elles⁵. Elles pratiquent différents métiers allant de journalière à marchande en passant par cabaretière de même que boulangère. Ces informations rappellent l'observation du jésuite Pierre-François-Xavier de Charlevoix qui affirmait, dans un ouvrage paru la même année à Paris, que « [les Canadiens] ont beaucoup d'esprit, surtout les personnes du sexe, qui l'ont

¹ Nous faisons ici référence à la dimension démographique de la canadianisation puisque celle-ci compte maintenant un plus grand nombre d'habitants nés dans la colonie que d'immigrants, voir Hubert Charbonneau et al, *Naissance d'une population. Les Français établis au Canada au XVIII^e siècle*, Paris, INED, 1987, 232 p. Pour avoir plus d'informations sur la dimension culturelle de la canadianisation, voir : Christophe Horguelin, « Le XVIII^e siècle des Canadiens : discours public et identité », dans Philippe Joutard et Thomas Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 209-219.

² Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du nord, XVI^e-XVIII^e siècle*, Québec, Presses de l'université Laval, 2001, p. 167.

³ *Ibid.*, p. 178.

⁴ *Ibid.*, p. 179.

⁵ La liste de ces femmes est présentée à l'Annexe A.

fort brillant, aisé, ferme, fécond en ressources, courageux et capable de conduire les plus grandes affaires. [...] Je puis vous assurer qu'elles font ici le plus grand nombre et qu'on les trouve telles dans toutes les conditions⁶ ». Bien qu'un petit pourcentage des femmes déclare un travail dans le recensement, la présence féminine dans les différents domaines économiques était tout de même perceptible en Nouvelle-France, selon le jésuite et historien.

L'interprétation de la place des femmes en Nouvelle-France se présente souvent par les différents rôles qu'elles assument en tant qu'épouses, c'est-à-dire les tâches domestiques, la reproduction et l'éducation de leurs enfants. Par contre, d'une étude à l'autre, on présente aussi brièvement⁷ ou abondamment⁸ l'aide professionnelle que ces femmes apportent à leur mari dans le commerce, ou le métier, de celui-ci. Cette aide n'est pas attribuable qu'aux femmes puisqu'il était habituel que la famille entière contribue aux diverses tâches professionnelles⁹. En effet, l'unité économique de base, à cette époque, était la famille. Chaque membre de la maisonnée collaborait à la production de biens ou de services rendant, par conséquent, interdépendants le domicile familial et, par exemple, l'atelier ou le commerce du chef de famille¹⁰.

⁶ Pierre-François-Xavier de Charlevoix, *Histoire et description de la Nouvelle-France avec le journal historique d'un voyage fait par ordre du roi dans l'Amérique septentrionale*, vol. 5, Paris, Chez Rolin fils, 1744, p. 254.

⁷ Danielle Gauvreau, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p. 201; Allan Greer, « Women of New France », dans Janet Noel (dir.), *Race and Gender in the Northern Colonies*, Toronto, Canadian Scholars Press, 2000, p. 87-100; Raymonde Litalien, *Québec, capitale de la Nouvelle-France, 1608-1760*, Paris, Belles lettres, 2008, p. 196.

⁸ France Parent, *Entre le juridique et le social : le pouvoir des femmes à Québec au XVII^e siècle*, Québec, Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaire féministe et Université Laval, 1991, coll. « Cahiers de recherche du GREMF », 211 p.; Jan Noel, *Along a River : the First French-Canadian Women*, Toronto, University of Toronto Press, 2013, 337 p.

⁹ Louise Tilly et Joan Wallach Scott, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Édition Rivages, 1987, p. 28.

¹⁰ Mathieu, *op. cit.*, p. 180-195.

Cette économie familiale peut donc expliquer la présence des femmes dans le métier de leur mari. Cependant, il a toujours été difficile de connaître le degré de leurs responsabilités, particulièrement en raison de leur faible présence dans les sources de l'époque, rendant ainsi leur travail invisible comme le soutient l'historienne Michelle Perrot¹¹. De plus, bien que les femmes aient parfois exercé des métiers indépendants de celui de leur mari, ou de leur parenté dans le cas des "filles majeures", les mentions concernant les femmes au travail touchent surtout des veuves qui reprennent le commerce ou le métier de leur mari à son décès¹².

Bien que les veuves apparaissent plus souvent dans les sources témoignant de la participation féminine au travail, elles ne sont pas les seules à contribuer à la vie économique de la colonie. En effet, qu'elles soient mariées, célibataires ou veuves, la majorité des femmes de la Nouvelle-France, si ce ne sont pas toutes les femmes, participaient d'une façon ou d'une autre à un métier, que ce soit de façon indépendante ou auprès d'une autre personne qui était souvent, mais pas exclusivement, un homme de la famille.

Problématique

L'une des questions initiales de cette étude portait sur l'analyse des circonstances ayant entraîné ces vingt-trois femmes à déclarer une profession dans le recensement de 1744. Cependant, il a été impossible de déterminer pourquoi elles ont fait ce choix en raison de l'hétérogénéité de ce groupe et de l'absence de sources à cet effet. Faire le portrait socio-

¹¹ Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 2001 (1998), p. III.

¹² Mathieu, *op. cit.*, p. 208; Josette Brun, *Vie et mort du couple en Nouvelle-France : Québec et Louisbourg au XVIII^e siècle*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, 185 p.; Litalien, *op. cit.*, p. 195.

économique de ces femmes au moment du recensement, mais aussi avant et après celui-ci nous permet tout de même d'en apprendre plus sur le travail des femmes en Nouvelle-France, un sujet qui a encore été peu approfondi et, dans la plupart des cas, les études se sont plutôt intéressées à des métiers¹³ ou à des femmes en particulier¹⁴. Par son originalité, la présente étude propose de contribuer à la connaissance des femmes de la Nouvelle-France et au rôle de la famille dans le travail bien que ce soit à petite échelle puisque nous nous intéressons qu'à un échantillon du travail féminin en Nouvelle-France. Par contre, celui-ci contient l'entièreté des femmes qui déclarent une profession dans le recensement. Elle permet alors d'ouvrir une fenêtre sur le travail féminin dans la colonie laurentienne.

Pour ce faire, nous analysons le contexte socio-familial de ces femmes au moment du recensement. Il est alors important de noter si celles-ci sont des veuves, des épouses ou des femmes majeures en 1744. Qui sont les personnes habitant leur ménage? Ce sont toutes des questions visant à mieux connaître leur contexte familial et, donc, à savoir si celui-ci était propice à l'exercice d'un métier. L'étude de la transmission du métier est aussi révélatrice. Est-ce une profession transmise de génération en génération? Est-ce le métier de leur mari ou, plutôt, est-ce un métier indépendant, un métier dit « féminin » par exemple? L'ensemble de ces informations peuvent permettre de mieux comprendre d'où

¹³ Hélène Laforce, *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1985, 237 p.; Jan Noel, « N'être plus la déléguée de personne : une réévaluation du rôle des femmes dans le commerce en Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3 (2009-2010), p. 209-241; Suzanne Gousse, *Les couturières de Montréal au XVIIIe siècle*, Québec, Septentrion, 2013, 280 p.

¹⁴ Lilianne Plamondon, « Une femme d'affaires en Nouvelle-France : Marie-Anne Barbel, veuve Fornel », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2 (1977), p. 165-185; Benoît Grenier, *Marie-Catherine Peuvret, 1667-1739 : veuve et seigneuresse en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, 2005, 257 p.; Réal Fortin, *Louise de Ramezay et son moulin à scie : mythe et réalité*, Québec, Septentrion, 2009, 211 p.

provient cette occupation et ce qu'elle en devient par la suite. Est-ce que l'un ou plusieurs de leurs enfants poursuivent leur travail?

L'étude de leur situation socioéconomique et des liens entre ces femmes ainsi qu'avec des personnes notables permettent de nous en apprendre plus sur les réseaux sociaux desquels elles proviennent ou dans lesquels elles ont évolué. Ne pouvant pas réellement étudier l'ampleur de leur présence dans les activités professionnelles de la famille, nous avons tout de même étudié leur présence, ainsi que leur absence, dans les différents documents touchant à leur famille que ce soit devant le notaire ou devant la cour de justice.

Toutes ses interrogations nous ont aidé à dresser un portrait de ces femmes actives dans la sphère économique de la colonie. Ils permettent d'évaluer les enjeux familiaux touchant la pratique d'un travail, entre précarité économique et affirmation de soi, mais aussi la singularité de ces femmes ainsi que les caractéristiques pouvant les unir.

Historiographie

1. Le travail des femmes dans les sociétés occidentales préindustrielles

Alice Clark est certainement l'une des pionnières de l'histoire du travail des femmes à l'époque moderne. Dans son livre, paru pour la première fois à Londres en 1919, celle-ci affirme que les femmes ont un rôle économique central au sein de leur famille et ainsi, elles seraient égales à leur époux. Elle fait partie des historiennes qui considèrent que les femmes avaient une meilleure place dans la société et dans leur famille avant l'arrivée

du capitalisme et de l'industrialisation¹⁵. Cette thèse, de l'époque de la première vague du féminisme en Angleterre, pose les bases d'une interprétation de l'histoire des femmes et du travail féminin qui sera reprise par certaines historiennes plusieurs décennies plus tard, en particulier aux États-Unis où cette question a fait couler beaucoup d'encre.

1.1 Le travail des femmes dans les colonies américaines

Elisabeth Williams Anthony Dexter est la première historienne à s'intéresser au travail des femmes dans les colonies américaines. Elle publie, dès 1931, une thèse sur l'Amérique coloniale avant 1776. Elle est l'une des historiennes qui introduit l'idée selon laquelle la période préindustrielle était un âge d'or pour les femmes vivant dans les colonies américaines. Elle soutient que leur situation s'est détériorée au début du XVIII^e siècle¹⁶.

L'une des premières historiennes à critiquer cette thèse d'un âge d'or est Mary Beth Norton dans son article de 1979 dans lequel elle déconstruit cette thèse et affirme que le faible ratio de femmes dans la colonie, l'un de leurs principaux arguments, pouvait plutôt être un désavantage pour celles-ci¹⁷. Puis, Laurel Thatcher Ulrich étudie les différents rôles des femmes du nord de la Nouvelle-Angleterre au XVII^e siècle notamment celui de *deputy husband*¹⁸. Elle décrit ce dernier ainsi : « A wife was expected to become expert in the management of a household and the care of the children, but she was also asked to assist in the economic affairs of her husband, becoming his representative and even his surrogate

¹⁵ Alice Clark, *Working Life of Women in the Seventeenth Century*, Londres/New-York, Routledge, 1992, 328 p.

¹⁶ Elisabeth Williams Anthony Dexter, *Colonial Women of Affairs: Women in Business and the Professions in America Before 1776*, New York, A.M. Kelley, 1931, 223 p.

¹⁷ Mary Beth Norton, « The Myth of the Golden Age », dans Carol Ruth Berkin et Mary Beth Norton, *Women of America : A History*, Boston, Houghton Mifflin Co., 1979, p. 37-47.

¹⁸ Laurel Thatcher Ulrich, *Good Wives: Image and Reality in the Lives of Women in Northern New England, 1650-1750*, New York, Vintage Books, 1991 (1982), 296 p.

if circumstances demanded it¹⁹ ». Elles ont donc un rôle important au sein de la famille, mais demeurent sous la tutelle de leur mari, ce dernier prenant toutes les décisions. L'historienne Alice Kessler-Harris affirme, quant à elle, que le travail salarié, à cette époque, ne concernait principalement que les domestiques, les femmes travaillant plutôt au sein de la maisonnée.²⁰

Dans un article de 1994, l'historienne Gloria Main traite du travail et du genre en Nouvelle-Angleterre. Elle réalise une étude comparée des types d'emplois occupés par les hommes et les femmes de même que les salaires qu'ils recevaient. Comme Laurel Thatcher Ulrich, Gloria Main considère que les épouses n'étaient pas les égales de leur mari, mais qu'elles avaient tout de même une certaine liberté principalement après la Guerre de Sept Ans²¹. D'autres historiennes cherchent à infirmer la thèse d'un âge d'or dont Deborah A. Rosen qui affirme que leur statut légal limitait leurs possibilités de participer au marché économique²².

Ellen Hartigan-O'Connor a analysé les activités économiques de tous les jours des femmes provenant des différentes classes sociales et ce, dans les sociétés urbaines de Charleston et de Newport des années 1750 à 1820. Elle considère que la place des femmes dans l'économie coloniale a été minimisée sans toutefois mentionner un âge d'or. Elle explique qu'elles avaient une place centrale dans les transactions et dans les stratégies

¹⁹ *Ibid*, p. 49-50.

²⁰ Alice Kessler-Harris, *Out to Work: A History of Wage-Earning Women in the United States*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2003 (1982), 414 p.

²¹ Gloria L. Main, « Gender, Work, and Wages in Colonial New England », *The William and Mary Quarterly*, vol. 51, n°1 (Jan. 1994), p. 39-66.

²² Deborah A. Rosen, *Courts and Commerce : Gender, Law, and the Market Economy in Colonial New York*, Columbus, Ohio State University Press, 1997, 232 p.

économiques de l'époque, surtout après la Révolution américaine²³. Dans le même ordre d'idées, Linda Sturtz a porté son intérêt sur les femmes propriétaires dans la Virginie coloniale des XVII^e et XVIII^e siècles. Elle démontre que les femmes pouvaient avoir un rôle économique bien important en présentant diverses propriétaires. Cependant, elle nuance son propos en affirmant qu'elles agissaient toujours dans les limites du cadre légal dans lequel elles vivaient²⁴. Dans un article paru très récemment, en 2016, sur les femmes anglo-américaines entre 1630 et 1700, l'historienne Lindsay R. Moore explique qu'elle ne cherche pas à démontrer que la période coloniale est un âge d'or pour les femmes, mais qu'au contraire, les femmes vivant dans les colonies n'avaient aucun avantage ni liberté juridique par rapport à leurs homologues anglaises²⁵.

La thèse de Dexter d'un âge d'or pour les femmes à la période préindustrielle n'est plus du tout consensuelle dans les différents travaux portant sur le travail féminin dans les colonies américaines. Par contre, leur pouvoir économique a été beaucoup étudié et présenté de façon plus ou moins nuancée. Certaines historiennes considéraient même, au contraire de la thèse d'un âge d'or, que la situation des femmes s'est améliorée au fil des années que ce soit après la Guerre de Sept Ans ou après la Révolution américaine.

1.2 Le travail des femmes dans l'Europe préindustrielle

En ce qui concerne l'Europe et particulièrement la France, les historiennes commencent à porter un plus grand intérêt aux femmes en tant qu'actrices de l'histoire à

²³ Ellen Hartigan-O'Connor, *The Ties That Buy : Women and Commerce in Revolutionary America*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2012 (2009), 260 p.

²⁴ Linda L. Sturtz, *Within Her Power : Propertied Women in Colonial Virginia*, New York, Routledge, 2013 (2002), 304 p.

²⁵ Lindsay R. Moore, « Women, Property, and the Law in the Anglo-American World, 1630-1700 », *Early American Studies : An Interdisciplinary Journal*, vol. 14, n° 3 (2016), p. 537-567.

partir de la décennie de 1970 et surtout celle de 1980. Joan W. Scott et Louise A. Tilly ont commencé à élaborer un livre qui paraît d'abord en version anglaise en 1978 et ensuite en version française en 1987, *Les femmes, le travail et la famille*²⁶. Cet important ouvrage qui s'inscrit en histoire sociale fait l'étude comparée de l'économie familiale en France et en Angleterre. Elles y abordent notamment la période préindustrielle en s'intéressant aux rôles des femmes dans les changements économiques et démographiques que vivent les familles durant cette période. Elles affirment que les liens entre le travail de ces femmes et leur famille sont très forts et qu'elles devaient s'adapter aux changements de la société²⁷.

Quelques années plus tard, Olwen Hufton, l'une des pionnières en histoire sociale et en histoire des femmes en Grande-Bretagne, souligne que, bien que les femmes soient dépendantes, de leur père ou de leur mari, elles avaient un rôle assez important dans l'économie familiale. Elle présente également le cas assez exceptionnel des femmes majeures et célibataires qui doivent travailler pour subvenir à leurs propres besoins²⁸.

Des travaux se sont encore plus spécialisés, au fil des années, s'intéressant, par exemple, à la présence des femmes dans les corporations de métiers au XVIII^e siècle. Sabine Juratic et Nicole Pellegrin ont d'abord traité ce sujet dans un article paru en 1994. Elles affirment que les femmes pouvaient avoir de nombreuses opportunités dans les villes de Paris et Châtellerauld au XVIII^e siècle, mais qu'elles devaient s'adapter aux changements introduits par les transformations du marché²⁹. Cynthia Truant porte aussi

²⁶ Le temps écoulé entre les deux dates de publication de l'ouvrage témoigne du décalage entre l'émergence de l'histoire des femmes aux États-Unis et en France.

²⁷ Tilly et Scott, *op. cit.*

²⁸ Olwen Hufton, « Les femmes et le travail dans la France traditionnelle » dans Eliane Viennot et Danielle Haase Dubosc (dir.), *Femmes et pouvoirs sous l'ancien régime*, Paris, Rivages, 1991, p. 259-275.

²⁹ Sabine Juratic et Nicole Pellegrin, « Femmes, villes et travail en France dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle », *Histoire, économie et société*, vol. 13, n° 3 (1994), p. 477-500.

son intérêt sur les corporations féminines et plus précisément, sur celles des XVII^e et XVIII^e siècles dans la ville de Paris. Elle explique que ces corporations de métiers ont pu aider les femmes à se développer une identité commune entièrement féminine. Ce travail était alors un moyen de subsister, mais aussi leur donnait une certaine autonomie³⁰.

Dans un ouvrage publié en 2001, Scarlett Beauvalet-Boutouyrie a étudié le cas des veuves sous l'Ancien Régime. Elle explique notamment qu'à cette époque, il n'était pas rare qu'une femme devienne veuve à un jeune âge et avec des enfants toujours à sa charge. Elles devaient alors souvent reprendre les activités professionnelles de leur mari après leur décès. Elle précise tout de même que les femmes étaient plus limitées dans l'exercice de leur travail que les hommes³¹.

L'historienne Daryl M. Hafter a réalisé une analyse comparée des femmes au travail dans les villes de Rouen et de Lyon. Elle soutient que leur travail était tout à fait crucial bien qu'il ne fût souvent pas ou très peu payé par rapport aux hommes³². Puis, l'historienne Célia Drouault s'est intéressée aux ouvrières en soie dans la ville de Tours au XVIII^e siècle. Elle affirme que celles-ci étaient tout de même nombreuses et que leurs conditions professionnelles étaient assez favorables notamment en raison de la Coutume qui était en vigueur dans la ville à cette époque.³³

³⁰ Cynthia Truant, « La maîtrise d'une identité ? Corporations féminines à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 3 (1996), consulté le 10 mars 2016, [<http://clio.revues.org/462>].

³¹ Scarlett Beauvalet-Boutouyrie, *Être veuve sous l'Ancien Régime*, Paris, Belin, 2001, p. 277.

³² Daryl M. Hafter, *Women at work in preindustrial France*, University Park, Pennsylvania State University, 2007, 328 p.

³³ Célia Drouault, « La Condition des ouvrières en soie à Tours au XVIII^e siècle », dans Jean-Paul Barrière et Philippe Guignet (dir.), *Les femmes au travail dans les villes en France et en Belgique du XVIII^e au XX^e siècle*, Paris, l'Harmattan, 2009, p. 127-139.

Le récent ouvrage collectif sur le travail des femmes, co-dirigé par les historiennes Daryl M. Hafter et Nina Kushner, regroupe plusieurs textes portant particulièrement sur le pouvoir économique des femmes au XVIII^e siècle en France. Les auteurs tentent de démontrer les moyens dont ces femmes disposaient pour sortir des paramètres légaux leur étant habituellement attribués à l'époque moderne³⁴. Beatrice Zucca Micheletto a concentré son étude sur la ville de Turin au milieu du XVIII^e siècle. Elle mentionne qu'elles avaient probablement conscience de leurs possibilités, mais également des limites du cadre dans lequel elles vivaient³⁵.

Bien que le pouvoir économique ait été l'une des questions les plus étudiées en ce qui a trait au travail des femmes dans l'Europe préindustrielle, certains travaux ont plutôt portés sur la question de la précarité et de l'absence des hommes. Deux historiennes se sont intéressées à cette question dans le contexte breton. Nancy Locklin a d'abord analysé les femmes de même que leur identité. Elle considère que la réalité de ces femmes est bien plus complexe et diversifiée que parfois représentée³⁶. Puis, Emmanuelle Charpentier s'est aussi intéressée à la Bretagne, mais dans le contexte particulier du littoral nord de la péninsule³⁷. Elle étudie, entre autres, la précarité de même que les stratégies de survie des femmes de pêcheurs et de leur entourage. Nancy Locklin et Emmanuelle Charpentier ont

³⁴ Daryl M. Hafter et Nina Kushner (dir.), *Women and work in eighteenth-century France*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2015, 250 p.

³⁵ Beatrice Zucca Micheletto, *Travail et propriété des femmes en temps de crise : Turin, 18^e siècle. Mont-Saint-Aignan*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2014, 249 p.

³⁶ Nancy Locklin, *Women's Work and Identity in Eighteenth-Century Brittany*, Londres, Routledge, 2016, 170 p.

³⁷ Emmanuelle Charpentier, *Le peuple du rivage : le littoral nord de la Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 404 p.

également approfondi cette question de l'absence dans un ouvrage collectif issu d'une journée d'étude tenue à Sherbrooke en 2013³⁸.

Les thèses des historiennes relatives au travail des femmes évoluent au fil des années tout comme l'histoire des femmes en général. La perspective féministe est d'abord très présente dans les ouvrages et cela s'est transformé de plus en plus vers une perspective genrée où les femmes sont davantage étudiées selon leur rôle sexué et en fonction des différences entre les hommes et les femmes. Les travaux passent alors d'une vision d'un âge d'or à une vision plus nuancée où leur place dans la société est analysée selon différents facteurs. Cette évolution est perceptible dans la plupart des champs historiographiques portant sur l'histoire des femmes, notamment celui du travail des femmes en Nouvelle-France.

2. Le travail des femmes en Nouvelle-France : de la théorie à la pratique

L'historiographie québécoise sur l'histoire des femmes, comme dans le cas de la France, s'est développée récemment. Micheline Dumont est l'une des premières à s'être intéressée à ce champ d'étude au Québec principalement avec son article paru dès 1975. Dans cet article, Dumont constate le vide dans l'historiographie canadienne en ce qui concerne les femmes et insiste sur la nouveauté de cet objet d'étude. Elle considère que le nouvel intérêt pour ce sujet est très lié au mouvement de libération de « la femme » qui a lieu à cette époque³⁹. Les travaux relatifs aux femmes de la Nouvelle-France ont

³⁸ Emmanuelle Charpentier et Benoît Grenier (dir), *Femmes face à l'absence, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Québec, CIEQ, 2015, 68 p.

³⁹ Micheline Dumont-Johnson, « Peut-on faire l'histoire de la femme ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 3 (1975), p. 421-428.

particulièrement porté sur leur statut juridique de même que leur présence dans les milieux socioprofessionnels.

2.1 Le statut et le droit des femmes en Nouvelle-France

Le droit des femmes en Nouvelle-France a d'abord retenu l'attention des historiens juristes principalement sur les enjeux théoriques du droit des femmes. Parmi ces historiens, Jacques Boucher et André Morel ont co-dirigé un ouvrage sur le droit dans la vie familiale. La seconde partie de cet ouvrage porte plus précisément sur la condition de la femme⁴⁰, comme on le disait alors. À la même époque, Yves F. Zoltvany a publié un article sur la Coutume de Paris. Il présente la coutume en tant que telle et comment celle-ci a influencé la société de la Nouvelle-France à partir de son implantation dans la colonie. Il rappelle également le cadre juridique dans lequel les femmes vivent de même que leurs droits en tant qu'épouses⁴¹.

Un débat s'amorce concernant les femmes de la Nouvelle-France au début de la décennie 1980. L'historienne Jan Noel lance ce débat avec la parution de son article « New France : Les femmes favorisées » dans la revue *Atlantis* en 1981. Tout comme Dexter et Clark aux États-Unis, Jan Noel veut démontrer que la période préindustrielle était un « âge d'or » pour les femmes, mais cette dernière se concentre sur les femmes de la Nouvelle-France. Noel va plus loin que de Dexter et Clark puisqu'elle considère que les femmes de la Nouvelle-France étaient aussi favorisées par rapport aux autres femmes de la même époque, pas seulement relativement aux femmes du XX^e siècle⁴². Suzanne C. Boyle est

⁴⁰ Jacques Boucher et André Morel, *Le droit dans la vie familiale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970, coll. « Livre du centenaire du code civil », 302 p.

⁴¹ Yves F. Zoltvany, « Esquisse de la Coutume de Paris », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, n° 3 (1971), p. 365-384.

⁴² Jan Noel, « New France : Les femmes favorisées », *Atlantis*, vol. 6, n° 2 (1981), p. 80-98.

l'une des historiennes qui appuie la thèse de Jan Noel. Dans un article de 1987, elle affirme que les femmes habitant à Sainte-Geneviève, au Pays des Illinois, de 1750 à 1805, profitaient des circonstances démographiques de la nouvelle colonie française où les hommes sont plus nombreux que les femmes⁴³.

Micheline Dumont, interpellée par l'article de Noel, décide de lui répondre dans le numéro suivant de la même revue, en 1982. Dans ce court article, elle affirme que l'historiographie de l'histoire des femmes au Canada est bien trop récente pour que des hypothèses comme celle de Jan Noel soit avancées. Elle critique surtout l'utilisation du terme de « femmes favorisées ». Dumont considère que Noel aurait certainement dû faire des distinctions de plusieurs ordres notamment sur le plan de la périodisation puisque la situation de la Nouvelle-France n'est pas la même tout au long de l'existence de la colonie, mais aussi selon les classes sociales d'où proviennent ces femmes. Elles n'ont pas toutes les mêmes droits ou privilèges parce qu'elles habitent sur le même territoire, affirme Dumont⁴⁴.

France Parent s'est également intéressée au pouvoir des femmes, mais en centrant son travail sur la présence de celles-ci à la Prévôté de Québec au XVII^e siècle. Elle relativise les études des historiens du droit en traitant de l'écart présent entre leur statut légal et leur réalité sociale durant le régime français. Elle détermine qu'il est impossible de généraliser la condition des femmes en Nouvelle-France puisque cela dépend de nombreux facteurs dont leur classe sociale et leur statut juridique⁴⁵. Elle confirme alors l'idée avancée

⁴³ Suzanne C. Boyle, « Did She Generally Decide? Women in Ste. Genevieve, 1750-1805 », *The William and Mary Quarterly*, vol. 44, n° 4 (1987), p. 775-789.

⁴⁴ Micheline Dumont, « Les femmes de la Nouvelle-France étaient-elles favorisées ? », *Atlantis*, vol. 8, n° 1 (1982), p. 118-124.

⁴⁵ Parent, *op. cit.*

par Micheline Dumont en réaction à la thèse de Jan Noel. Quelques années après la parution de son ouvrage, France Parent co-écrit un article avec Geneviève Postolec sur le droit des femmes dans la colonie française. Cette étude cherche alors, de façon assez semblable à la précédente, à analyser et faire la différence entre leur pouvoir et leurs droits. Elles veulent nuancer les affirmations sur les femmes soumises, sans toutefois en faire des femmes « favorisées ». Elles concluent que l'incidence des enjeux sociaux sur la condition juridique des femmes est alors extrêmement complexe⁴⁶.

La thèse de doctorat sur la vie conjugale et le veuvage au XVIII^e siècle de Josette Brun est éditée en 2006. Ce travail s'intègre à l'histoire du genre en analysant les rapports sociaux de sexe à l'intérieur des familles. Elle s'insère aussi au courant historiographique qui vise à infirmer la thèse de la « femme favorisée ». Elle conclut que la condition des femmes dans cette colonie est extrêmement similaire à celle des femmes de la société française ou même anglo-américaine. La société patriarcale de la Nouvelle-France impose un cadre contraignant des rapports sociaux entre les hommes et les femmes. Ces dernières peuvent rarement s'éloigner du cadre légal qui les rendent très souvent dépendantes⁴⁷. Allan Greer, tout comme Josette Brun, considère que bien qu'il y eut des circonstances particulières pour que les femmes sortent de leur cadre quotidien habituel, la réalité était que la société était tout de même ancrée profondément dans le patriarcat⁴⁸.

Le sujet des procuratrices, brièvement étudié par France Parent, a été approfondi par l'historienne Catherine Ferland et l'historien Benoît Grenier dans un article paru en 2013. Ceux-ci ont fait l'étude prosopographique de toutes les femmes qui ont reçu une

⁴⁶ France Parent et Geneviève Postolec, « Quand Thémis rencontre Clio : les femmes et le droit en Nouvelle-France », *Les Cahiers de droit*, vol. 36, n° 1 (1995), p. 293-318.

⁴⁷ Brun, *op. cit.*

⁴⁸ Greer, *loc. cit.*

procuration dans la ville de Québec et sa campagne environnante entre 1700 et 1765. Elle leur a permis de conclure que la participation des femmes au travail du mari est souvent considérable et qu'elles sont souvent plus que des assistantes de leur mari puisqu'ils leur donnent le pouvoir de procuration en leur absence. Cela prouve une présence des femmes dans la gestion du patrimoine et du commerce, mais surtout la confiance entre le mari et la femme ainsi que la nécessité d'une collaboration au sein du couple⁴⁹.

En dépit du débat sur les « femmes favorisées », force est de constater que les thèses actuelles cherchent davantage à nuancer les deux idées de départ, c'est-à-dire que les femmes de la Nouvelle-France ne sont pas favorisées, mais qu'elles ne sont pas non plus totalement dépendantes. Il est également possible de le constater à travers les études portant précisément sur le travail des femmes en Nouvelle-France.

2.2 Le travail des femmes en Nouvelle-France : des études biographiques aux études sur les milieux socioprofessionnels

Le travail féminin en Nouvelle-France a d'abord été étudié à partir de femmes exceptionnelles. Micheline Dumont le souligne dans un article où elle mentionne la faible présence des femmes dans le *Dictionnaire biographique du Canada* qui varie entre 3% et 5% dans chacun des volumes. Elle critique le genre biographique puisqu'il « [renforce] l'idée que pour faire partie de l'histoire il faut être exceptionnel⁵⁰ ».

Il est exact que c'est d'abord par l'approche biographique qu'on a vu émerger cette problématique du travail des femmes en Nouvelle-France. En 1977, Lilianne Plamondon

⁴⁹ Benoît Grenier et Catherine Ferland, « Quelque longue que soit l'absence : procurations et pouvoir féminin à Québec au XVIII^e siècle », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 37 (2013), p. 197-225.

⁵⁰ Micheline Dumont, *Découvrir la mémoire des femmes : une historienne face à l'histoire des femmes*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2002, p. 38.

s'est intéressée aux « femmes d'affaires » dont une en particulier, Marie-Anne Barbel. Dans l'article, provenant de sa thèse de maîtrise réalisée en 1974, elle présente le cas de cette « femme d'affaires » qui a travaillé auprès de son mari avant sa mort et qui a ensuite repris son entreprise. Elle explique que ce n'est pas un cas si exceptionnel en raison de la grande participation des femmes dans l'économie de la colonie, mais qu'il est tout de même intéressant d'analyser la contribution de cette femme dans sa communauté familiale puisqu'elle a accru les champs d'activités de l'entreprise de son défunt mari. Elle précise toutefois que c'est une réalité qui touche principalement la bourgeoisie marchande⁵¹.

L'ouvrage de Benoît Grenier sur Marie-Catherine Peuvret a permis d'en apprendre davantage sur la présence des femmes dans la gestion seigneuriale. Il a étudié la vie de cette femme de l'élite, de sa jeunesse jusqu'à la fin de sa vie. Son cas est particulier puisqu'elle se distingue de beaucoup d'autres femmes par son implication à long terme dans la gestion du patrimoine laissé par son époux. Son cas illustre bien comment ces femmes peuvent avoir une place importante dans l'économie familiale, mais aussi coloniale au décès de leur mari⁵², confirmant l'idée supportée par Josette Brun dans sa thèse en 2006⁵³.

L'intérêt toujours grandissant des historiennes vers les « femmes d'affaires » s'observe, entre autres, par la publication de l'article de Josette Brun qui circonscrit son étude à l'Île Royale. Elle en fait le portrait en analysant différents facteurs qui peuvent influencer la participation des femmes dans le commerce que ce soit par nécessité ou par choix. Elle démontre que la très grande majorité des épouses collaborent au commerce de

⁵¹ Plamondon, *loc. cit.*

⁵² Grenier, *op. cit.*

⁵³ Brun, *ibid.*

leur mari et parfois même à la gestion de celui-ci. Certaines deviennent procuratrices en son absence et d'autres reprennent l'entreprise à la mort de leur mari⁵⁴.

Jan Noel a aussi porté son attention au travail des femmes en Nouvelle-France et particulièrement aux types de travail liés au commerce. Dans un article de 2006, elle affirme que l'implication des femmes à l'économie de la colonie est considérable et qu'elles sont très nombreuses à y participer incluant la contrebande, une question reprise par Dhyana Robert dans son récent mémoire de maîtrise⁵⁵. Noel affirme qu'elles participent à plusieurs tâches puisqu'elles doivent s'occuper des tâches ménagères de même qu'elles doivent soutenir leur mari dans ses tâches professionnelles. Elle conclut même qu'il est nécessaire de revoir les précédentes interprétations concernant la condition des femmes en Nouvelle-France, dont sa propre interprétation. Elle considère que leur situation n'était peut-être pas aussi exceptionnelle qu'elle le pensait auparavant par rapport aux femmes d'autres territoires⁵⁶. Puis, en 2010, elle publie un autre article sur les femmes dans le commerce de la Nouvelle-France⁵⁷. Dans ce dernier, l'historienne affirme que les femmes sont extrêmement présentes dans le commerce de diverses façons, des petites ventes au marché au commerce en temps de guerre. Elles seraient si présentes, affirme-t-elle, que « les exceptions n'étaient pas celles qui négociaient, mais celles qui ne le faisaient pas⁵⁸ ».

Bien que les « femmes d'affaires » aient été les premières à être analysées par les historiennes, d'autres métiers les ont intéressées. C'est le cas des métiers dit féminins dont

⁵⁴ Josette Brun, « Les femmes d'affaires en Nouvelle-France au 18^e siècle : le cas de l'Île Royale », *Acadiensis*, vol. 27, n° 1 (1997), p. 44-66.

⁵⁵ Dhyana Robert, « La contrebande à Montréal, 1729-1752 : passages, pratiques et protagonistes », Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2016, 126 p.

⁵⁶ Jan Noel, « ''Nagging wife'' revisited: women and the fur trade in New France », *French Colonial History*, vol. 7 (2006), p. 45-60.

⁵⁷ Noel, « N'être plus la déléguée de personne ».

⁵⁸ *Ibid*, p. 241.

les domestiques étudiées par Francine Barry dans le recensement de 1744. Elle explique que c'était un grand secteur du travail des femmes, mais qu'il n'était pas exclusivement féminin⁵⁹, comme le démontrent les travaux d'Arnaud Bessière⁶⁰. Un autre métier féminin incontournable en Nouvelle-France était celui de sage-femme. Hélène Laforce dresse un portrait de la sage-femme au fil des années, de la création de sa pratique à la disparition de ce métier au Québec. Elle met de l'avant l'importance de ce travail dans la société de la Nouvelle-France. L'historienne considère que ce travail leur donnait une certaine forme d'autonomie⁶¹.

Un récent ouvrage de Suzanne Gousse est paru en 2013 concernant les couturières de Montréal au XVIII^e siècle. Elle démontre, à partir de l'analyse de sources originales, que les couturières étaient surtout des épouses qui travaillaient dans un cadre familial. Ces femmes provenaient essentiellement de la petite noblesse et de la bourgeoisie puisque ce n'était pas toutes les femmes qui pouvaient se permettre les coûts de l'apprentissage⁶².

Les études sur le travail des femmes en Nouvelle-France se sont d'abord concentrées sur des femmes exceptionnelles. Par la suite, elles se sont diversifiées en étudiant des groupes socioprofessionnels comme les domestiques, les sages-femmes et les couturières. Ces travaux démontrent une présence importante des femmes dans l'économie

⁵⁹ Francine Barry, « Familles et domesticité féminine au milieu du 18^e siècle » dans Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 223-235.

⁶⁰ Arnaud Bessière, « La domesticité dans la colonie laurentienne au XVII^e et au début du XVIII^e siècle (1640-1710) », Thèse de doctorat (histoire), UQAM et Université Paris IV – Sorbonne, 2007, 571 p. ; Arnaud Bessière, « L'emploi d'une main-d'œuvre domestique dans les campagnes canadiennes à la fin du XVII^e siècle », *Histoire et sociétés rurales*, n° 36 (2^e semestre 2011), p.59-77 ; Arnaud Bessière, « Les domestiques canadiens, ces oublié(e)s de l'histoire de la Nouvelle-France », *Études canadiennes / Canadian Studies*, n° 82 (2017) p.27-45 ; Arnaud Bessière, « " Faire une bonne et fidèle servante " au Canada sous le régime français », *Histoire sociale*, vol. I, n° 102 (novembre 2017), p. 233-257.

⁶¹ Laforce, *op. cit.*

⁶² Gousse, *op. cit.*

de leur famille ainsi que de la colonie et invitent à une étude globale du travail féminin au Canada sous le régime français.

Hypothèse

En Nouvelle-France, quel que soit le statut matrimonial des femmes, celles-ci participent à la vie économique de leur famille et de la colonie. Cette participation au travail est parfois peu perceptible, mais, dans certains cas, il arrive que quelques femmes soient plus présentes dans les sources. C'est le cas de 23 femmes qui déclarent une profession lors du recensement de la ville de Québec en 1744.

Le moment de vie durant lequel ces femmes déclarent une profession est certainement très significatif. Celles-ci sont des veuves et des femmes majeures et jouissent d'une certaine autonomie juridique. Certaines femmes semblent faire preuve d'agentivité dans une société où les structures sont profondément patriarcales. Elles possèdent donc une certaine forme d'autonomie qui permet de nuancer les limites du cadre juridique en place⁶³, sans pour autant être les femmes « favorisées » de la Nouvelle-France que certaines études mettent de l'avant⁶⁴. D'autres semblent plutôt travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, par précarité économique.

Un petit nombre de femmes pratiquent la même profession, ou un métier provenant du même domaine, que l'un de leurs parents alors que la majorité poursuivent le travail de leur défunt époux. Quelques-unes semblent avoir une profession complètement indépendante. Il est aussi possible de voir une transmission familiale entre les femmes de cette étude et leurs enfants dont certains reprennent la profession de leurs parents. Ce

⁶³ Parent, *op. cit.*

⁶⁴ Noel, *Along a river*, p. 145.

groupe de femmes hétérogène compte des femmes de différentes classes sociales avec des réalités économiques et sociales très différentes. Leur présence dans la gestion des affaires familiales est également inégale, certaines sont très présentes même lors de leur mariage alors que d'autres sont quasi invisibles.

Concepts et définitions

Il est nécessaire de définir trois concepts centraux à notre étude : le travail, l'économie familiale et l'agentivité. Ne prenant sa définition actuelle qu'à partir du XIX^e siècle, le travail commence à être considéré comme une notion positive dès le XVII^e siècle⁶⁵. Il a longtemps été représenté comme une identité et comme une appartenance à une certaine communauté. Cependant, le travail est aussi vu, par certaines personnes, comme une ressource « menée par les individus entre des normes différentes – et souvent conflictuelles -, et selon le cycle de vie, les milieux sociaux et les stratégies en place⁶⁶ ». Malgré les différentes, et nombreuses, définitions du concept de travail, ce sera la définition économique, développée au XIX^e siècle, qui sera utilisée dans la présente étude, une « activité économique des individus [...] organisée en vue de produire des biens et des services répondant aux besoins individuels et collectifs⁶⁷ ».

L'économie familiale est, quant à elle, l'une des composantes économiques les plus importantes des sociétés de l'époque moderne dans laquelle le ménage est présenté comme

⁶⁵ Yannick Fonteneau (2009), « Penser le travail à l'époque moderne (XVII-XIX^e siècles) : introduction et perspectives », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 110, sur le site *OpenEdition*, consulté le 20 novembre 2016, <http://chrhc.revues.org.ezproxy.usherbrooke.ca/1970>, par. 43-47.

⁶⁶ Eleonora Canapari et Beatrice Zucca Micheletto (2011), « Le travail comme ressource : parcours individuels, mobilité et stratégies économiques dans les villes d'Ancien Régime », *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée modernes et contemporaines* [revue], n° 123, sur le site *OpenEdition*, consulté le 20 novembre 2016, <http://mefrim.revues.org.ezproxy.usherbrooke.ca/588>, par. 1.

⁶⁷ « Travail », *Le Petit Robert* [en ligne], <http://pr.bvdep.com.ezproxy.usherbrooke.ca/robert.asp>. (Page consultée le 20 novembre 2016).

« le centre autour duquel s'équilibraient les ressources, le labeur et la consommation⁶⁸ ». La maisonnée (*household* chez les historiens anglophones) était alors une unité économique essentielle autant pour la production que pour la consommation de biens et de services de la colonie. Chaque membre du foyer avait des tâches à accomplir, d'abord pour subvenir aux besoins de la famille, et ensuite, pour rapporter un salaire, en argent ou sous forme de biens. Ces tâches variaient selon les besoins en salaires de la famille et selon la situation géographique. L'économie familiale régnait alors dans la majorité des foyers vivant sous le régime français⁶⁹. Cette économie préindustrielle sera remise en cause avec l'arrivée du mode de production industriel qui va remplacer le mode domestique⁷⁰.

Dans la société patriarcale de la Nouvelle-France, certaines femmes peuvent faire preuve d'agentivité. L'historien Jacques Guilhaumou décrit l'agentivité comme « une puissance d'agir qui n'est pas une volonté inhérente au sujet, plus ou moins attestée, mais le fait d'une individu qui se désigne comme sujet sur une scène d'interpellation marquant la forte présence d'un pouvoir dominant⁷¹ ». Une personne faisant preuve d'agentivité est donc une personne, en position d'infériorité, agissant d'elle-même. Cette définition convient parfaitement à la situation des femmes en Nouvelle-France qui font face au pouvoir patriarcal. Dans ces circonstances, l'agentivité peut être représentée par « une relative autonomie dans les choix des moyens de contrôle de sa vie⁷² ». Ces femmes qui occupent ouvertement une profession ont une certaine autonomie en comparaison du reste

⁶⁸ Tilly et Scott, *op. cit.*, p. 28.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 30-31.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 83.

⁷¹ Jacques Guilhaumou, « Autour du concept d'agentivité », *Rives méditerranéennes*, vol. 41, n° 1 (2012), p. 27.

⁷² *Ibid.*, p.28.

de la population féminine de la Nouvelle-France seulement par le choix de déclarer cette profession.

Méthodologie et sources

Concernant le cadre spatio-temporel, la ville de Québec a été choisie puisque le travail de femmes (outre celui lié à l'agriculture) se retrouve principalement dans les milieux urbains et qu'elle était alors la plus grande ville de la colonie. En effet, Québec comptait 5051 habitants en 1744⁷³ alors que Montréal en comptait environ 3 575 en 1741⁷⁴. Elle est également la seule ville à avoir connu de tels recensements au temps de la Nouvelle-France. Le choix de 1744 s'explique quant à lui par le recensement, lui-même, source principale et point de départ de la recherche. C'est celui qui contient le plus d'informations concernant les catégories professionnelles⁷⁵. En étudiant l'entièreté de la vie de ces femmes, notre étude s'étendra de la fin du XVII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Le cadre chronologique de la Nouvelle-France sera alors légèrement dépassé, mais les changements entraînés par la Conquête n'auront pas beaucoup d'influence sur les femmes puisque leur cadre de vie change peu dans les années allant de 1701 à 1832 selon la chronologie féministe présentée par le Collectif Clio⁷⁶.

La présente étude s'inscrit en histoire sociale et plus spécifiquement, en histoire des femmes et de la famille⁷⁷. En analysant des individus plutôt que des masses ou des groupes

⁷³ Gauvreau, *op. cit.*, p. 26.

⁷⁴ Louise Dechêne, « La croissance de Montréal au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2 (1973), p. 164.

⁷⁵ Gauvreau, *op. cit.*, p. 24.

⁷⁶ Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992 (1982), p. 80.

⁷⁷ Le champ d'étude de l'histoire de la famille a récemment donné lieu à plusieurs synthèses, particulièrement en France. Parmi celles-ci, nous citons : François-Joseph Ruggiu, *L'individu et la famille dans les sociétés urbaines anglaises et française au XVIII^e siècle*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2007, 541 p.; Stéphane Minvielle, *La famille en France à l'époque moderne : XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Colin,

sociaux, puis en documentant les traces laissées par un petit groupe de vingt-trois femmes, l'étude s'intègre au courant de la microhistoire initié, entre autres, par l'historien Carlo Ginzburg. Comme celui-ci le soutient dans son article concernant le paradigme de l'indice, il est possible de comprendre une réalité bien plus profonde par l'analyse d'infimes indices laissés par un petit groupe de personnes⁷⁸. L'approche prosopographique a également été utilisée en étudiant « les caractères communs d'un groupe d'acteurs historiques en se fondant sur l'observation systématique de leurs vies et de leurs parcours⁷⁹ ». Les méthodes de la démographie historique ont aussi été pertinentes pour comprendre la provenance de la profession de ces femmes, mais également les différents indicateurs de leur vie, entre autres, la nuptialité et la fécondité.

Il est certain que l'une des plus grandes limites de cette étude est l'absence des femmes dans une grande majorité des sources qui ont été consultées. « Le silence des sources⁸⁰ » évoqué par l'historienne Michelle Perrot est une réalité qui rend parfois bien difficile l'étude des femmes et, encore plus, l'étude des femmes au travail. N'étant pas, dans la majorité du temps, des cheffes de famille, leur profession n'est que très rarement notée dans les différents actes notariés, ou registres paroissiaux, comme le recensement, précise l'historienne Scarlett Beauvalet-Boutouyrie⁸¹. Puis, les difficultés de la lecture de ces actes trouvés, soit par la graphie de certains notaires ou par la mauvaise qualité des documents, ont rendu très difficile, ou tout simplement impossible, l'analyse de certains

2010, 299 p.; Jérôme Luther Viret, *Le sol et le sang. La famille et la reproduction sociale en France du Moyen Age au XIXe siècle*, Paris, CNRS Éditions, 2014, 491 p.

⁷⁸ Carlo Ginzburg, « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n° 6 (1980), p. 9.

⁷⁹ Pierre-Marie Delpu, « La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale », *Hypotheses*, vol. 18, n° 1 (2015), p. 265.

⁸⁰ Perrot, *op. cit.*

⁸¹ Scarlett Beauvalet-Boutouyrie, *Les femmes à l'époque moderne*, Paris, Berlin, 2003, p. 99.

d'entre eux. Une autre importante limite est l'absence d'études générales sur le travail des femmes en Nouvelle-France. Cela rend difficile d'évaluer ce qui est normal ou hors norme lors de nos observations sur ces femmes.

Notre principale source est le recensement de Québec de 1744 accessible dans l'un des volumes du Programme de recherche en démographie historique de l'Université de Montréal (PRDH)⁸². C'est à partir de ce dernier que notre corpus de vingt-trois femmes a été sélectionné. Il sera nécessaire, par ailleurs, de produire un tableau de toutes les cheffes de famille présentes dans le recensement pour avoir des éléments de comparaison.

Les religieuses sont exclues puisque les communautés religieuses n'ont pas été intégrées au recensement de 1744 par le curé de la paroisse⁸³, mais aussi parce que, dans cette étude, nous nous intéressons qu'aux femmes laïques. Les religieuses ont été largement étudiées en tant que groupe, mais également en tant qu'individu. Les premières « héroïnes » de la Nouvelle-France sont des religieuses ou des dévotes, notamment Jeanne Mance⁸⁴, Marguerite Bourgeoys⁸⁵ ou Marie de l'Incarnation⁸⁶. Les domestiques ont pareillement été exclues de la présente analyse puisqu'une étude a déjà été faite sur les domestiques présentes dans le recensement de 1744⁸⁷. Qui plus est, la domesticité a

⁸² Hubert Charbonneau et Jacques Légaré (dir.), *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures du Québec ancien*, vol. XVIII, Montréal, Université de Montréal, 1980, vol. 18, p. 757-800.

⁸³ Gauvreau, *op. cit.*, p. 26.

⁸⁴ Lionel Groulx, *Jeanne Mance*, Montréal, Comité des fondateurs, 1957, 30 p.; Lorraine Létourneau, *Jeanne Mance*, Montréal, Lidec, 1990, 63 p.

⁸⁵ Lorraine Létourneau, *Marguerite Bourgeoys*, Montréal, Lidec, 1990, 64 p.; Patricia Simpson, *Marguerite Bourgeoys et Montréal, 1640-1665*, Montréal, Ithaca et McGill-Queen's University Press, 1999, 269 p.

⁸⁶ Guy Marie Oury, *Marie de l'Incarnation, 1599-1672*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, 607 p.; Françoise Deroy-Pineau, *Marie de l'Incarnation : Marie Guyart, femmes d'affaires, mystique, mère de la Nouvelle-France, 1599-1672*, Paris, Éditions R. Laffont, 1989, 309 p.

⁸⁷ Francine Barry, « Familles et domesticité féminine au milieu du 18^e siècle », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 223-235.

également fait l'objet d'une thèse⁸⁸. Ce métier est tout de même un pan important du travail féminin qui ne sera pas laissé complètement de côté puisque nous nous appuyons sur les précédentes études pour la présente recherche. Toutefois, l'intégration des domestiques à notre groupe des femmes du recensement aurait créé une surreprésentation des domestiques et influencé les résultats, avec 169 domestiques féminines⁸⁹ pour seulement 23 femmes qui déclarent une variété de professions.

Le choix du recensement comme source principale tient essentiellement de la possibilité d'étudier un petit échantillon de femmes et donc, de pouvoir les étudier en profondeur dans une approche microhistorique. Plusieurs informations sont présentes dans ce type de sources, entre autres, le nom de toutes les personnes présentes, ou mentionnées absentes, dans la maisonnée incluant les domestiques ainsi que l'âge de ces personnes et la profession du chef de maison. Au cours du régime français, cinq recensements ont eu lieu dont trois généraux qui concernent l'ensemble de la colonie (1666, 1667 et 1681). Il y eut ensuite les recensements de 1716 et de 1744 qui ont porté seulement sur la ville de Québec⁹⁰. Ces deux recensements ne portent que sur la paroisse Notre-Dame-de-Québec puisqu'ils sont des initiatives de leur curé. Après le changement de régime, les recensements reprendront sous le gouverneur James Murray⁹¹, tandis que d'autres porteront seulement sur Québec, par exemple en 1792. Ceux-ci se concentrent seulement sur les chefs de famille et le nombre total de personnes par

⁸⁸ Bessière, « La domesticité dans la colonie laurentienne ».

⁸⁹ Barry, *loc. cit.*, p. 226.

⁹⁰ Gauvreau, *op. cit.*, p. 23.

⁹¹ Voir Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France X, le régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France*, Montréal, Éditions Fides, 1999, p. 58.

maisonnée⁹². Le recensement contemporain prend racine au XIX^e siècle, à compter de 1831, mais plus encore de 1851⁹³. C'est le recensement paroissial de 1744⁹⁴ qui a été sélectionné ici puisque, parmi ceux qui se sont concentrés sur la ville de Québec, celui de 1716 ne compte que dix femmes qui ont déclaré une profession⁹⁵. Deux autres versions ont également été utilisées : l'ouvrage d'André Lafontaine dans lequel celui-ci a annoté les recensements de 1716 et 1744⁹⁶ ainsi que la version qui est paru dans *Le Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1939-1940*⁹⁷. Nous nous sommes également intéressés au recensement de 1716 pour déterminer si certaines des femmes ayant déclaré une profession en 1744 étaient présentes à Québec cette année-là, peut-être lors du vivant de leur mari, dans le cas des femmes mariées.

En tenant compte du fait que le recensement à lui seul est une source intéressante en histoire, il est important d'en connaître les limites et de s'intéresser aux autres types de sources en histoire sociale. Parmi ces limites, il y a, entre autres, le fait que le recensement ne représente qu'un moment précis de la population de la ville de Québec⁹⁸. De plus, selon Louise Dechêne, les curés qui recensaient la population semblent prendre de façon

⁹² Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *Recensements paroissiaux de Notre-Dame-de-Québec* [site Web], consulté le 23 novembre 2016, http://www.banq.qc.ca/archives/genealogie_histoire_familiale/ressources/bd/instr_recensement/recensement/.

⁹³ Gwenaël Cartier, « Québec 1608-2008 : 400 ans de statistiques démographiques tirées des recensements », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1 (2008), p. 148-150.

⁹⁴ Des extraits de deux versions du recensement sont présentés à l'Annexe B.

⁹⁵ Gauvreau, *op. cit.*, p. 43.

⁹⁶ André Lafontaine, *Recensements annotés de la ville de Québec, 1716 et 1744*, Sherbrooke, 1983, 426 p.

⁹⁷ Hector Perrier, *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1939-40*, Québec, Rédempti Paradis, 1940, p. 1-154.

⁹⁸ Louise Dechêne, « Quelques aspects de la ville de Québec au XVIII^e siècle d'après les dénombrements paroissiaux », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 75 (1984), p. 17.

occasionnelle seulement les professions des femmes qui sont cheffes de ménage alors qu'ils le font de façon plus systématique lorsque ce sont des hommes⁹⁹.

La base de données du PRDH qui recueille plus de 2 000 000 actes datant entre 1621 et 1849, principalement des baptêmes, mariages et sépultures¹⁰⁰, a été grandement utile pour la réalisation d'autres aspects de cette étude. Tout d'abord, celle-ci nous a permis de réaliser les fiches de famille de chacune des femmes qui ont déclaré une occupation dans le recensement, mais également celle de leurs parents. Les fiches des familles¹⁰¹ de leurs parents ont permis de déterminer si les occupations de ces femmes proviennent d'un réseau professionnel familial. En effet, bien que les femmes reprennent majoritairement l'occupation de leur mari, il est possible que les parents de l'épouse pratiquaient le même travail et donc, que les deux familles des époux pratiquaient la même profession, ce qui serait le reflet d'une homogamie socioprofessionnelle.

En raison des limites du recensement, il est nécessaire de procéder à l'analyse de sources complémentaires. C'est pour cette raison que nous avons fait l'étude des registres paroissiaux de même que des actes notariés, principalement de la région de Québec, mais d'autres paroisses, entre autres, celles de Montréal et de Trois-Rivières. Bien que ces femmes soient dans la région de Québec en 1744, certaines d'entre elles proviennent d'autres milieux, ruraux ou urbains. Nous utilisons à nouveau la base de données du PRDH pour consulter les actes des registres paroissiaux notamment les actes de baptême, de mariage, de sépulture ainsi que les recensements dans lesquels les femmes de notre corpus

⁹⁹ *Ibid.*, p. 5.

¹⁰⁰ Université de Montréal, *Programme de recherche en démographie historique* [en ligne], <https://www.pr dh-igd.com/fr/les-actes> (page consultée le 20 novembre 2016).

¹⁰¹ Un exemple de fiche de famille a été reproduit à l'Annexe C.

sont présentes soit en tant que sujet ou en tant que fille, mère, marraine ou autre. Ces actes paroissiaux se sont avérés très utiles pour déterminer les réseaux de famille et de sociabilité de ces femmes. En effet, par la présence de certaines personnes au baptême de leur enfant ou à leur mariage ainsi que par leur présence lors des baptêmes et des mariages, il a été possible de mieux connaître de quels cercles sociaux elles proviennent et ainsi, déterminer si le métier reflète une homogénéité socioprofessionnelle.

Les actes notariés sont également très utiles à notre étude. Ceux-ci ont été repérés à partir de la base de données de Parchemin¹⁰² où toutes les notices des actes notariés de la colonie ont été saisies sous format informatique des débuts jusqu'en 1789. Nous analysons les actes notariés dans lesquels les femmes sont présentes, mais aussi, pour les épouses, ceux dans lesquels elles ne sont pas présentes directement. Effectivement, il est nécessaire de porter un regard sur les actes notariés du mari, surtout ceux concernant leur occupation dans le cas des couples où les femmes occupent le métier de leur mari après le décès de celui-ci. Cela aide à comprendre le degré de responsabilités de celles-ci dans le métier de leur mari avant qu'elles ne le reprennent. L'époux agit-il en son seul nom ? Est-il fait mention de la présence ou du consentement de son épouse ? Même lorsque les femmes ne sont pas mentionnées dans les actes du vivant du mari, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles ne participaient pas au métier de celui-ci. Les procurations sont extrêmement intéressantes dans cette étude pour analyser le degré de responsabilités que certaines femmes pouvaient avoir avec leur mari. On sait, cependant, que les procurations signées chez le notaire concernent particulièrement deux groupes socioprofessionnels, la

¹⁰² Hélène Lafortune et Normand Robert (dir.), *Parchemin. Banque de données notariales, 1626-1794*, sur le site Société de recherche historique Archiv-Histo, consulté le 20 novembre 2016, <https://www-archiv-histo-com.ezproxy.usherbrooke.ca/index.php>

bourgeoisie marchande ainsi que le groupe seigneurial, les artisans étant sous-représentés¹⁰³. La base de données Pistard, contenant les fonds et collections conservés de la BAnQ dont les archives judiciaires¹⁰⁴, a également été utilisée pour déterminer la présence des femmes de l'étude ainsi que de leur époux dans différentes causes devant les tribunaux de la Nouvelle-France.

Comme le soutient l'historien Jean-Yves Sarazin, l'ensemble du corpus des actes notariés peut aider, entre autres, à connaître le rôle économique des femmes¹⁰⁵. Ainsi, malgré une attention toute particulière à certains types d'actes, telle la procuration, tous les actes notariés ont été analysés de manière à mieux évaluer la présence des femmes dans la gestion de leur communauté familiale durant les différents cycles de leur vie. Les testaments sont aussi très pertinents, particulièrement dans le cas des femmes majeures qui sont parfois moins présentes dans les sources¹⁰⁶. Il en est de même pour les inventaires de biens après décès. Les engagements, surtout d'apprentis, ainsi que d'autres personnels comme les domestiques peuvent aussi aider à connaître le niveau de vie de ces femmes, voire la possession d'un ou plusieurs esclaves. Les marchés d'apprentissage permettent de connaître l'expérience, soit du mari, soit de la femme tout dépendant la personne présente

¹⁰³ Benoît Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), « “Sans exceptions ni réserve quelconques”, Absence des hommes et pouvoir des femmes à Québec au XVIII^e siècle », dans Emmanuelle Charpentier et Benoît Grenier (dir.), *Femmes face à l'absence, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Québec, CIEQ, 2015, p. 35.

¹⁰⁴ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *Pistard. Banque de données*, [en ligne], http://pistard.banq.qc.ca/unite_chercheurs/recherche_simple?p_anqid=201905062055443591&p_nouv_rec_h=N (page consultée le 12 avril 2019).

¹⁰⁵ Jean-Yves Sarazin, « L'historien et le notaire : acquis et perspectives de l'étude des actes privés de la France moderne », *Bibliothèque de l'école des chartes*, tome 160, n° 1 (2002), p. 263.

¹⁰⁶ Jonathan Fortin, « Le célibat féminin à Québec et Montréal au XVIII^e siècle : travail, famille et sociabilité », *Mémoire de maîtrise (Histoire)*, Université de Sherbrooke, 2016, p. 51.

dans cet acte. En effet, il est possible de supposer que les parents qui envoient leur enfant en apprentissage font confiance au maître pour lui apprendre le métier.

Malgré l'absence d'écrits personnels des femmes, nous limitant en ce qui concerne leur représentation dans leur vie familiale et professionnelle, les archives notariales ainsi que les registres paroissiaux, armature de l'histoire sociale, pourront combler, au moins partiellement, le vide relatif à l'histoire du travail des femmes en Nouvelle-France.

Plan

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre vise à présenter la population de Québec en 1744 selon le recensement. Cette mise en contexte présente les différents métiers pratiqués et qui ont été déclarés ainsi qu'un portrait général des femmes présentes dans le recensement. Puis, la situation des femmes, telle que représentée dans le recensement, est dévoilée et ce, selon la catégorie de métiers qu'elles pratiquaient.

Le deuxième chapitre s'intéresse, quant à lui, à la famille de ces femmes ainsi qu'à leur situation socioéconomique. Dans un premier temps, la transmission familiale du métier est d'abord étudiée et ensuite, l'homogamie professionnelle à travers les mariages et remariages de ces femmes. Puis, leur situation socioéconomique est évaluée selon leur contrat de mariage et leur inventaire après-décès. Finalement, leurs réseaux sociaux sont évalués selon les liens qu'elles ont entre elles ainsi qu'avec des notables.

Le dernier chapitre se concentre sur l'entrepreneuriat et l'activité économique des femmes. D'abord, les procurations qu'elles reçoivent et qu'elles octroient sont étudiées. Puis, leur présence devant la justice ainsi que leur nécessité à travers le choix de renoncer

à leur communauté seront développés. Finalement, les cas de quatre femmes seront développés plus en profondeur afin de nous offrir quelques parcours parmi ce groupe.

Chapitre I – LE RECENSEMENT DE QUÉBEC DE 1744 : UNE POPULATION DIVERSIFIÉE

Le travail des femmes en Nouvelle-France est un phénomène difficile à observer dans les sources. Il arrive cependant que nous puissions trouver certaines sources permettant de découvrir un petit groupe de femmes qui déclarent leur profession. C'est le cas dans le recensement de Québec de 1744 dans lequel 23 femmes ont déclaré leur profession. Il est important de porter une plus grande attention à ce recensement, source principale de ce mémoire, pour tenter de mieux comprendre dans quelles structures professionnelles elles travaillent, mais également d'essayer de comprendre pourquoi ces femmes ont déclaré une profession alors que les autres ne l'ont pas fait.

Le recensement nominatif de Québec de 1744 est une initiative entreprise par le curé de la paroisse Notre-Dame de Québec, Joseph-André-Mathurin Jacrau, pour dénombrer ses paroissiens. Joseph-André-Mathurin Jacrau a remplacé le curé Charles Plante après son décès au printemps 1744¹. La date inscrite sur le manuscrit est le 15 septembre 1744, mais il est estimé que celui-ci a plutôt été réalisé pendant l'hiver 1744-1745 et plus précisément, entre les mois de décembre et de mars². Plusieurs versions de ce recensement ont été éditées. Il a d'abord été publié dans le *Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1939-1940*³ puis, André Lafontaine a publié, en 1983, une version annotée de ce recensement⁴. Cette dernière version est l'une des plus utilisée dans

¹ Jean-Marie Lebel, *La paroisse Notre-Dame-de-Québec. Ses curés et leurs époques*, Québec, Septentrion, 2014, p. 119.

² Danielle Gauvreau, *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p. 24.

³ Hector Perrier, *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1939-40*, Québec, Rédempti Paradis, 1940, p. 1-154.

⁴ André Lafontaine, *Recensements annotés de la ville de Québec, 1716 et 1744*, Sherbrooke, S.E., 1983, 426 p.

le présent chapitre en plus de la version que nous utilisons pour la réalisation des différentes statistiques, dont celle réalisée par le Programme de recherche en démographie historique (PRDH)⁵. Le choix d'utiliser ces deux versions provient du fait que le recensement annoté présente des informations supplémentaires en ce qui concerne les différents ménages dont la localisation des enfants absents au moment du recensement. La version du PRDH permet, quant à elle, de mieux analyser les caractéristiques puisque les ménages sont très bien séparés et les informations pour chacune des personnes sont inscrites de façon très précise. Des études ont été réalisées sur les recensements, par Louise Dechêne et Danielle Gauvreau, et le présent chapitre s'appuie à quelques reprises sur celles-ci⁶.

Ce recensement est intéressant puisqu'il est très précis sur certaines informations concernant la population, donnant ainsi un portrait plus exact de celle-ci pendant une période déterminée. D'abord, il recense toutes les personnes présentes et l'absence de certains. Ces absences peuvent être en raison du travail, particulièrement dans les cas des époux absents. Dans la majorité des cas, l'âge et le statut civil des individus sont inscrits, mais il arrive parfois que certaines de ces informations soient manquantes. Le lien de parenté est également inscrit, surtout dans le cas où l'enfant, habitant toujours chez le parent, est célibataire. Il arrive que le lien de parenté soit inscrit dans le cas où un neveu ou une nièce habite la maisonnée, bien que ce ne soit pas systématique. Bien que ce recensement comporte certaines lacunes dont le fait de mentionner quelques personnes à deux reprises, par exemple, pour les domestiques ou les ouvriers, les informations

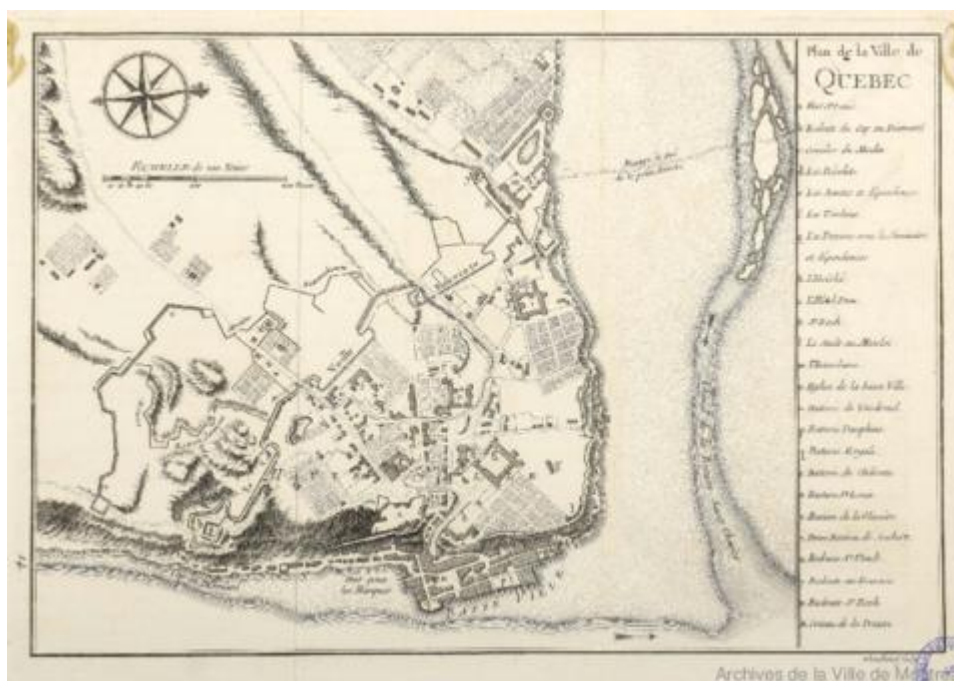
⁵ Hubert Charbonneau et Jacques Légaré (dir.), *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures du Québec ancien*, vol. XVIII, Montréal, Université de Montréal, 1980, vol. 18, p. 757-800.

⁶ Louise Dechêne, « Quelques aspects de la ville de Québec au XVII^e siècle d'après les dénombrements paroissiaux », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 75 (1984), p. 485-505; Danielle Gauvreau, *op. cit.*, 232 p.

présentes permettent de dresser un portrait fiable de la population de Québec au milieu du XVIII^e siècle.

1. Un portrait de la population de Québec

Figure 1.1 : Plan de la ville de Québec en 1744



Source : Ville de Montréal, Section des archives, CA M001, BM005-3-D05-P016.

La population de la ville de Québec connaît une croissance considérable au cours de la première moitié du XVIII^e siècle. Cette croissance est notamment redevable à l'essor du commerce de même qu'à l'activité maritime qui se déroule entre les années 1727 et 1737. Cette conjoncture a entraîné une importante mobilité de la population rurale vers Québec⁷. L'essor du commerce et une augmentation de la demande de main d'œuvre encouragent les habitants de la campagne à se rendre en ville pour y travailler. Cependant, le taux de croissance de la population connaît une chute considérable à partir de 1733. La

⁷ Yvon Desloges et Marc Lafrance, « Dynamique de croissance et société urbaine : Québec au XVIII^e siècle, 1690-1759 », *Histoire sociale*, vol. XXI, n° 42 (novembre 1988), p. 253.

ville est atteinte durement par un taux de chômage élevé, mais surtout par la petite vérole qui augmente le taux de mortalité. En effet, 7% de la ville est dévastée par la maladie. Les années à venir, jusqu'en 1744, sont aussi difficiles. Le taux de croissance de la population stagne et « atteint à peine 1,4% par année et elle n'absorbe plus son excédent de naissance⁸ ». Malgré cela, il y a tout de même une augmentation de la population de la ville de plus du double entre 1707 et 1744, passant de 1 939 à 5 207 habitants⁹.

La croissance économique et la liberté presque absolue en ce qui a trait à la pratique des professions, à l'exception de certains métiers dont les boulangers et les cabaretiers qui sont plus réglementés, crée une grande concurrence sur le marché du travail. Effectivement, les commerçants se disputent la clientèle alors que les artisans doivent diversifier leurs champs d'activités et se spécialiser pour mieux échapper à la compétition. Ainsi, une multiplication des métiers apparaît dans la ville au cours du XVIII^e siècle, une diversification perceptible lors du recensement de 1744¹⁰.

1.1 Les métiers pratiqués en 1744

L'une des informations très intéressantes notée par le recenseur en 1744 est la profession occupée par les chefs de famille et, parfois, par d'autres habitants de la maisonnée. Par rapport aux précédents recensements du XVII^e siècle et à celui de 1716, cette information semble avoir été consignée de façon plus constante. En effet, seulement « un peu plus du quart des hommes restent sans profession connue¹¹ ». Cela donne une idée

⁸ John Hare, Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel, *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boréal, 1987, p. 37.

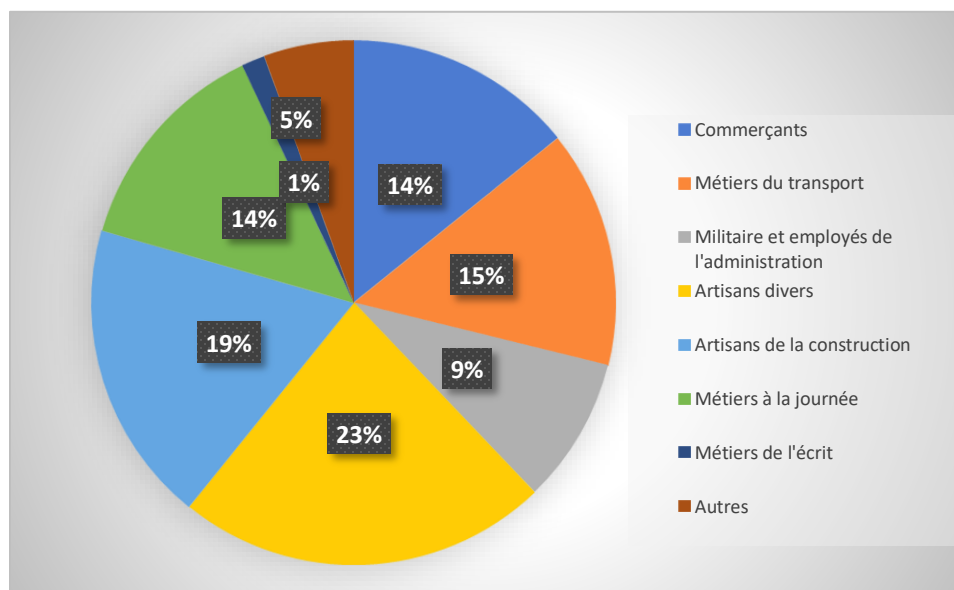
⁹ Desloges et Lafrance, *loc cit.*, p. 253.

¹⁰ *Ibid.*, p. 258-259.

¹¹ Gauvreau, *op. cit.*, p. 13.

des métiers occupés par la population de Québec au milieu du XVIII^e siècle. Ceux-ci sont diversifiés et peuvent être séparés en différentes catégories professionnelles.

Figure 1.2 : Les catégories professionnelles à Québec en 1744



Source : Recensement de 1744

La figure 1.2 présente les différents métiers notés par le recenseur en 1744 et ceux-ci ont été rassemblés en huit catégories distinctes. Ces catégories sont inspirées de celles de Danielle Gauvreau¹², mais également de celles de Louise Dechêne¹³. La catégorie regroupant le plus de personnes est celle des artisans divers. Celle-ci compte tous les artisans ne travaillant pas dans le domaine de la construction. Cette catégorie compte près de 30 métiers différents dont chandelier, tapissier, boulanger, boucher, tonnelier, tanneur, sellier, serrurier, etc. Elle représente 23% des professions au compte de 191 personnes. Les artisans de la construction (incluant la construction navale) suivent de peu, avec 19% et 155 personnes. Ceux-ci pratiquent les métiers de maçon, calfat, charpentier, menuisier, voilier, vitrier, perceur et couvreur. La troisième catégorie regroupant le plus grand nombre

¹² *Ibid.*, p. 71-72.

¹³ Dechêne, *loc. cit.*, p. 490.

de personnes est celle des métiers en lien avec le transport. Cette catégorie inclut les charretiers de même que les navigateurs et les marins. Ils représentent 15% de la population active et sont au nombre de 122 personnes. Effectivement, avec le développement de la colonie et l'importance du commerce intercolonial, le transport devient plus important, autant en ce qui concerne les déplacements maritimes avec les navigateurs et les marins, que les déplacements par voie terrestre avec les charretiers¹⁴.

Puis, à égalité à 14%, il y a les métiers à la journée et les commerçants. Ils sont, respectivement, au nombre de 113 et 118 personnes. La catégorie des métiers à la journée inclut les journaliers, les ouvriers et les manouvriers. La définition la plus près du moment du recensement définit le manouvrier comme un « [ouvrier] qui travaille de ses mains, et à la journée¹⁵ ». Les commerçants sont, quant à eux, des cabaretiers, marchands, négociants, commerçants et des aubergistes. Le choix de placer les cabaretiers dans la catégorie des commerçants est inspiré de Danielle Gauvreau qui les a séparés des artisans puisque leur profession « n'implique pas véritablement de production¹⁶ ». Une différence par rapport à la catégorisation de Gauvreau est que les négociants et les marchands ont été regroupés aux commerçants puisqu'ils sont impliqués dans le commerce et pour éviter un trop grand nombre de catégories. Les militaires de même que les employés de l'administration représentent, quant à eux, 9% de la population qui déclare un métier. Cette catégorie inclut tous les titres militaires dont les soldats, officiers, sergents et bien plus, mais également les différentes professions au sein de l'administration allant de l'huissier au Commandant de

¹⁴ Jacques Mathieu, *Le commerce entre la Nouvelle-France et les Antilles aux XVIII^e siècle*, Montréal, Éditions Fides, 1981, p. 152-153.

¹⁵ *Le dictionnaire de l'Académie française*, article « Manouvriers », Quatrième édition, Tome 2, Paris, Brunet, 1762, p. 89.

¹⁶ Gauvreau, *op. cit.*, p. 72.

Québec. Cette catégorie est aussi inspirée de Danielle Gauvreau, mais, dans ce graphique, deux de ses catégories ont été fusionnées : les officiers militaires et civils de même que les employés subalternes de l'administration¹⁷. Ce choix provient pareillement de la nécessité de ne pas obtenir un trop grand nombre de catégories. Ils sont au nombre de 75 personnes. Finalement, il y a une petite catégorie comptant 12 personnes, celle des métiers de l'écrit. Elle inclut tous les types d'écrivains et les notaires qui, eux, sont au nombre de deux, dont un qui déclare être notaire royal.

La dernière catégorie de ce graphique, « Autres », regroupe plusieurs professions ne pouvant être catégorisées facilement ou dont le nombre de personnes n'est pas assez grand pour former une catégorie. C'est le cas des employés religieux et laïcs de l'Église comme les bedeaux, les sacristains et les chanoines qui ne sont qu'au nombre total de six personnes puis, des apprentis qui sont au même nombre. Il y a également une petite catégorie de quatre personnes qui ne déclarent pas de métiers, mais plutôt des titres honorifiques comme bourgeois, gentilhommes et écuyers. Dans cette catégorie de professions diversifiées, nous comptons aussi deux maîtres d'école, quatre jardiniers, trois cuisiniers et plusieurs autres métiers comme meunier, habitant, ramoneur, etc. pour un total de 46 personnes, ce qui représente 5% de toutes les personnes déclarant une profession.

Nous devons cependant prendre en compte le manque de précision dans la consignation des professions par le recenseur. En effet, le curé semble avoir eu recours « à la simplification des dénominations de métiers¹⁸. » Louise Dechêne donne un exemple en expliquant qu'en 1716, plusieurs métiers du fer comme ferblantier, taillandier et cloutier

¹⁷ *Ibid*, p. 71.

¹⁸ Dechêne, *loc. cit.*, p. 489.

étaient présents, mais qu'en 1744, ces métiers ont disparu pour être probablement tous mis dans la même catégorie, celle des forgerons¹⁹. Il faut aussi noter que ces chiffres ne représentent pas exactement le total de gens déclarant une profession parce que certaines personnes en ont déclaré plus d'une. Ces personnes se retrouvent donc parfois dans deux catégories lorsque leurs métiers font partie de deux catégories professionnelles différentes. Ainsi, il y a plus de professions déclarées que de personnes qui en déclarent. Bien que le recensement présente des lacunes, par exemple dans la prise en notes de certaines informations, cette source demeure extrêmement pertinente pour analyser les structures professionnelles de la ville à une période précise.

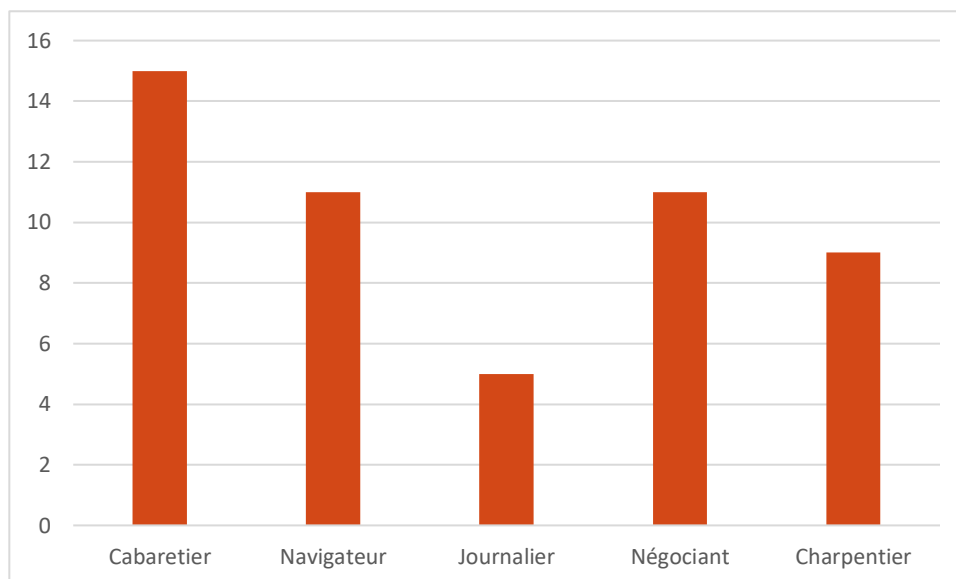
1.2 Pratiquer deux professions : une réalité fréquente?

Dans le recensement, quelques hommes déclarent plus d'une profession. Ceux-ci sont au compte de 41 sur un total de 791 (5,18%) personnes qui en déclarent au moins une. Ce n'est pas une situation particulière puisque, comme l'affirme Jacques Mathieu : « Plusieurs personnes exercent deux fonctions, le cumul leur assurant de quoi vivre ou mieux vivre²⁰ ». La figure 1.3 présente les cinq professions qui sont les plus déclarées lorsque le recenseur a inscrit plus d'une profession à une personne.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France, les Français en Amérique du nord, XVII^e-XVIII^e siècle*, Québec, Presses de l'université Laval, 2001, p. 178.

Figure 1.3 : Les cinq professions les plus fréquentes lorsque deux professions sont pratiquées (1744)



Source : Recensement de Québec de 1744

Sur les 41 hommes déclarant deux métiers, quinze étaient cabaretiers. Cette information est très intéressante puisqu' « il arrive que, requis par une autre occupation (par exemple le commerce de fourrures), les cabaretiers s'en remettent à leur épouse pour exploiter le commerce²¹ ». Ce sont ensuite les métiers de négociant et de navigateur qui ressortent le plus avec onze hommes chacun. Ce n'est pas étonnant, entre autres pour les navigateurs, puisque, à partir de 1727, « Louisbourg remplace Plaisance dans le circuit commercial; en même temps, le commerce des Antilles renaît, assurant ainsi la relance de la construction navale. Tous les métiers reliés de près ou de loin à l'activité maritime et portuaire fleurissent²² ». Tout comme plusieurs autres métiers reliés au commerce maritime, le nombre de navigateurs augmente considérablement. Il passe de 20 hommes en

²¹ Catherine Ferland, *Bacchus en Canada. Boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, 2010, p. 157.

²² Desloges et Lafrance, *loc. cit.*, p. 254-255.

1716 à 75 en 1744²³. En raison de l'augmentation de ce commerce, des artisans décident de faire la profession de navigateur comme métier saisonnier²⁴. Cela semble être le cas pour certains hommes du recensement puisque parmi les onze navigateurs, six pratiquent des métiers de l'artisanat divers et de la construction. Parmi ceux-ci il y en a trois qui pratiquent les deux professions de navigateur et de charpentier. Des cinq autres navigateurs, quatre ont des métiers en lien avec le commerce et un est journalier. Puis, il y a neuf charpentiers et cinq journaliers qui déclarent deux professions au moment du recensement. Ce sont probablement des deuxièmes salaires pour soutenir leur famille puisque ceux-ci sont aussi soldats ou sergents dans certains cas. Puis, les autres sont cabaretier, menuisier, navigateur ou journalier. Ils sont ainsi présents dans une diversité de catégories professionnelles.

Les hommes pratiquaient parfois deux de ces métiers, par exemple l'un est cabaretier et navigateur et deux sont navigateurs ainsi que négociants. Ceux-ci sont comptés à deux reprises dans le graphique ci-dessus. Il arrive souvent que les deux métiers proviennent de deux catégories professionnelles différentes, particulièrement un métier en lien avec le commerce et un en lien avec l'artisanat que ce soit en construction ou d'autres métiers de l'artisanat.

La pratique de deux professions au même moment n'était pas une rareté en Nouvelle-France, les gens devant parfois travailler plus pour survivre²⁵. Bien que ce soit les hommes qui déclarent ces professions, la présence des femmes dans les milieux professionnels est certaine. Leur participation est cependant très peu perceptible dans la

²³ Gauvreau, *op. cit.*, p. 42.

²⁴ Deloges et Lafrance, *loc cit.*, p. 259.

²⁵ Mathieu, *op. cit.*, p. 178.

plupart des sources, par exemple dans le recensement de Québec de 1744 où, parmi un grand groupe de femmes, seulement quelques-unes d'entre elles déclarent une profession.

1.3 Les femmes dans le recensement

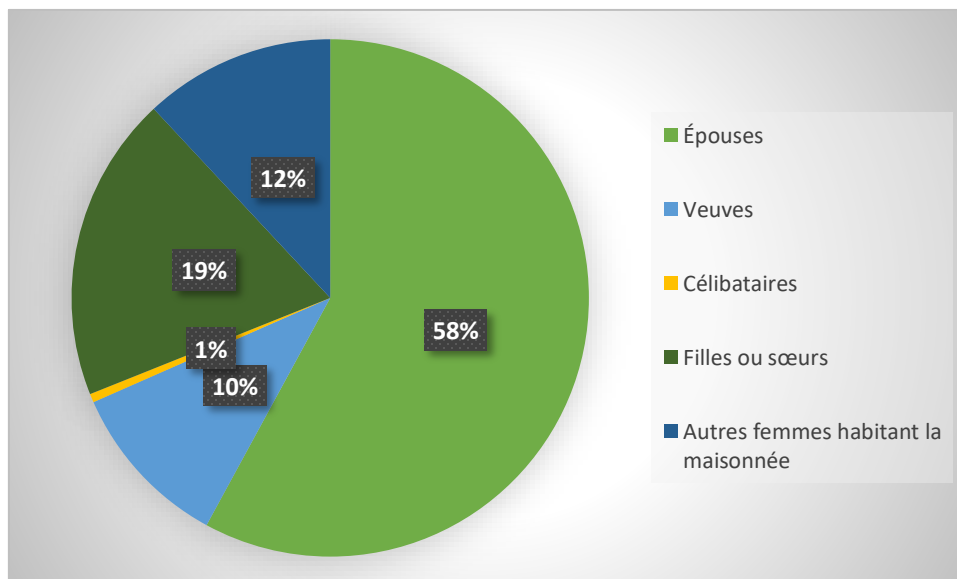
5 051 personnes sont présentes à Québec au recensement de 1744. Ce nombre inclut les hommes et les femmes de même que les enfants. En comptant ces derniers, il y a 2 458 hommes et 2 587 femmes. Six personnes sont de sexe indéterminé²⁶. Bien que les femmes soient plus nombreuses que les hommes, seulement vingt-trois d'entre elles déclarent une profession. On compte 1 483 femmes âgées de 16 ans et plus²⁷ répertoriées dans le recensement alors que les hommes de ce groupe d'âge sont au nombre de 1 248. L'âge était également manquant pour cinq domestiques. Elles n'ont donc pas été prises en compte dans cette figure puisqu'il n'était pas rare que des domestiques soient âgées de moins de 16 ans²⁸. Nous avons fait le choix de les séparer en cinq catégories distinctes tel qu'on peut le voir dans la figure 1.4 ci-dessous.

²⁶ Gauvreau, *op. cit.*, p. 26.

²⁷ Nous avons fait le choix de compter les femmes de 16 ans et plus puisque la plus jeune femme de notre corpus, Charlotte Rancourt, est âgée de 16 ans.

²⁸ Francine Barry, « Familles et domesticité féminine au milieu du 18e siècle », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 231 ; Arnaud Bessière, « " Faire une bonne et fidèle servante " au Canada sous le régime français », *Histoire sociale*, vol. I, n° 102 (novembre 2017), p. 237.

Figure 1.4 : Répartition des femmes de 16 ans et plus selon leur statut dans la maisonnée



Source : Recensement de 1744

La première, la plus nombreuse, recense les 858 épouses du recensement et représente 63% des femmes de plus de 15 ans. La seconde catégorie, au compte de 284 femmes, concerne les jeunes femmes habitant toujours chez leurs parents, ou plus rarement, chez leur frère. Ce sont toutes des femmes qui n'ont jamais été mariées. Puis, au même pourcentage, suivent les veuves, 155 femmes, tandis que les autres femmes qui habitent dans le ménage sont au nombre de 178. Cette dernière catégorie concerne surtout les domestiques, mais également certaines femmes dont le lien avec le ou les chefs de ménage n'est pas indiqué. Il s'agit d'habitantes non identifiées et parfois des pensionnaires. Finalement, la plus petite catégorie, à seulement 1%, concerne les célibataires. Elles ne sont qu'au nombre de huit. Il y a bien sûr d'autres célibataires dans le recensement, mais les femmes de ce statut légal habitent la plupart du temps avec des membres de leur

famille²⁹. Elles entrent alors dans la catégorie des filles ou des sœurs. Puis, certaines célibataires sont tout simplement omises par le recenseur ou il n'est pas fait mention qu'elles sont propriétaires de la maison³⁰. Un exemple est le cas des marchandes et associées Catherine Damien et Angélique Chesnay qui sont présentes dans d'autres sources, mais qui pourtant sont absentes du recensement³¹.

Les sources notariales permettent d'identifier une présence plus significative des femmes dans le monde du travail³². Il est donc intéressant d'observer que seulement vingt-trois femmes déclarent une profession. Il faut aussi noter que la majorité des femmes dans le recensement ne sont pas nécessairement des cheffes de famille et leur statut civil ne leur permet pas de conclure des affaires sans l'autorisation préalable de leur mari ou d'un membre masculin de leur famille lorsque les femmes sont âgées de moins de 25 ans ou qu'elles sont mariées³³.

Cependant, il est certain que d'autres veuves et célibataires pratiquaient une profession sans l'avoir nécessairement déclarée. C'est peut-être le cas pour certaines femmes qui en ont déclaré une au recensement de Québec de 1716 et qui sont toujours vivantes et à Québec en 1744. Elles étaient dix femmes à déclarer une profession en 1716. Sur celles-ci, quatre d'entre elles sont présentes à nouveau dans le recensement. Trois de ces femmes n'en déclarent plus en 1744. Au moment de ce recensement, ces trois femmes

²⁹ Jonathan Fortin, « Le célibat féminin à Québec et Montréal au XVIII^e siècle : travail, famille et sociabilité », *Mémoire de maîtrise (Histoire)*, Université de Sherbrooke, 2016, p. 94.

³⁰ Gauvreau, *op. cit.*, p. 20.

³¹ Benoît Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), « “Sans exceptions ni réserve quelconques”, Absence des hommes et pouvoir des femmes à Québec au XVIII^e siècle », dans Emmanuelle Charpentier et Benoît Grenier (dir.), *Femmes face à l'absence, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Québec, CIEQ, p. 30.

³² Dechêne, *loc. cit.*, p. 487.

³³ France Parent et Geneviève Postolec, « Quand Thémis rencontre Clio : les femmes et le droit en Nouvelle-France », *Les Cahiers de droit*, vol. 36, n° 1, 1995, p. 297.

sont veuves, mais ne sont plus cheffes de famille contrairement au recensement de 1716. Deux habitent avec leur fille, Catherine Fournier anciennement marchande et Thérèse Lessard anciennement boulangère. La troisième femme, Louise Albert ayant déclarée être marchande en 1716, habite avec celle qui était sa domestique en 1716 et l'époux de cette dernière qui est négociant. Il y a alors plusieurs possibilités quant à la raison pour laquelle elles n'en ont pas déclaré. Maintenant plus âgées, peut-être ne pratiquent-elles plus leur profession, mais il est également possible qu'elles aient décidé de ne pas la déclarer. En plus de ne consigner le métier des femmes que de façon occasionnelle, il était très rare que la profession des autres occupants du ménage soit notée par le recenseur ce qui peut expliquer l'absence de mention de profession dans leur cas³⁴. La quatrième femme est Agnès Maufait. Elle déclare être cabaretière en 1716 alors qu'elle est couturière en 1744.

Il en est de même pour les épouses qui travaillent souvent auprès de leur mari et parfois, en association avec celui-ci. Nous pouvons prendre ici l'exemple de Marie-Anne Barbel. Cette femme d'affaires connue des historiens est présente dans le recensement de 1744 et ce, avec son époux, Louis Fornel qui est qualifié de négociant. Malgré qu'il n'y ait aucun indice des affaires professionnelles qu'elle entreprend durant son mariage dans le recensement, il est reconnu que celle-ci était probablement très présente dans les affaires de son mari de son vivant, en raison de la façon dont elle les a reprises après son décès³⁵. Certaines peuvent avoir des professions indépendantes de celles de leur mari. Le cas le plus évident est le statut de marchande publique. Ce statut « permet à cette dernière de faire

³⁴ Dechêne, *loc. cit.*, p. 490.

³⁵ Lilianne Plamondon, « Une femme d'affaires en Nouvelle-France : Marie-Anne Barbel, veuve Fornel », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2, 1977, p. 165-185

commerce séparément et de façon autonome³⁶ ». Par contre, une seule femme a été retrouvée dans les archives avec ce statut, il s'agit de Julienne Minet de Louisbourg qui a reçu l'autorisation de son mari, Claude Mullot, dans un acte notarié³⁷. Il n'y a aucune trace de ce statut particulier à Québec en 1744.

En Nouvelle-France, contrairement à la France, nous ne retrouvons pas réellement d'équivalent au travail « dit féminin » telles les lingères, filassières, bouquetières, etc. En effet, il était possible de trouver des corporations féminines à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles³⁸. Il est tout de même possible de retrouver certaines professions féminines en Nouvelle-France, particulièrement les couturières et les sages-femmes. Bien que le métier de chirurgien prenne de l'importance à partir de la décennie de 1740³⁹, les sages-femmes sont toujours présentes selon l'étude d'Hélène Laforce. Elles sont six à Québec en 1739, seulement cinq années avant le recensement⁴⁰. Parmi celles-ci, elles ne sont que deux à déclarer leur profession en 1744.

En analysant les caractéristiques de ces femmes et en les comparant à celles qui déclarent une profession, il ne semble effectivement pas y avoir beaucoup de différence entre elles, tel qu'on peut le voir dans le tableau 1.5.

³⁶ Josette Brun, *Vie et mort du couple en Nouvelle-France : Québec et Louisbourg au XVIII^e siècle*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 17.

³⁷ *Ibid.*, p. 17.

³⁸ Cynthia Truant, « La maîtrise d'une identité ? Corporations féminines à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 3 (1996), consulté le 10 mars 2016, [<http://clio.revues.org/462>], p. 3.

³⁹ Hélène Laforce, *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1985, p. 84.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 143.

Tableau 1.1 : Comparaison des caractéristiques des femmes cheffes de famille par rapport à celles qui déclarent une profession

Statut civil	Nombre	Âge moyen	Nb enfants moyen	Âge enfant moyen	Aucun enfant	Aucun enfant (%)
Veuves	119	51,70	1,95	17,00	34	28,58 %
Veuves déclarant une profession	18	51,81	2,11	17,37	6	33,33 %
Célibataires	8	49,25	0	0	8	100 %
Célibataires déclarant une profession	2	42	0	0	2	100 %

Source : Recensement de 1744

Ce tableau porte seulement sur les femmes qui sont cheffes de leur maisonnée dans le recensement. Ainsi, cela ne concerne pas toutes les femmes qui déclarent une profession puisque trois d'entre elles habitent toujours chez l'un de leur parent bien que l'une d'entre elles soit veuve et ait trois enfants⁴¹. Nous pouvons voir, dans ce tableau, que l'âge moyen des femmes, particulièrement des veuves, n'est pas très différent entre celles qui déclarent une profession et toutes les veuves. L'âge moyen est de près de 52 ans pour les deux catégories. Cependant, il est important de noter que deux femmes n'ont pas été prises en compte dans cette moyenne puisque leur âge ne figurait pas dans le recensement.

Puis, une différence notable entre l'âge moyen des huit célibataires du recensement et des deux célibataires qui déclarent une profession est perceptible. En effet, l'âge moyen global est de près de 50 ans alors qu'il n'est que de 42 ans pour les femmes majeures

⁴¹ Il s'agit d'Angélique Palin, veuve et mère de trois enfants habitant chez son père très âgé, Louise Lefebvre qui est âgée de vingt-huit ans et de Charlotte Rancourt qui est âgée de seize ans. Cette dernière est mentionnée à deux reprises dans le recensement, chez sa mère qui est veuve et chez son employeur.

déclarant une profession, donnant une différence de huit ans. Il est possible que l'âge soit un facteur important pour les célibataires qui pratiquent une profession. Certains métiers sont plus demandant physiquement et si ces femmes n'ont pas d'enfants pour les aider, il est parfois plus difficile de continuer leur travail.

Les veuves déclarant une profession ont un nombre d'enfants légèrement supérieur à l'ensemble du groupe. Effectivement, pour toutes les veuves, la moyenne d'enfants est d'un peu moins de deux enfants alors que pour les veuves déclarant une profession, le nombre est légèrement supérieur à deux. L'âge des enfants est très similaire entre les deux catégories de veuve, 17 ans et 17,37 ans, ceux des veuves déclarant une profession étant légèrement plus âgé. Les enfants sont donc assez âgés. Il y a des familles avec de très jeunes enfants ainsi que des familles avec des enfants non mariés habitant à la maison qui sont âgés de plus de 30 ans. Nous pouvons prendre l'exemple des filles de plus de 16 ans qui sont dans la deuxième catégorie la plus nombreuse de la figure 1.3 avec près de 300 femmes. Cela fait beaucoup varier la moyenne. Finalement, dans les deux cas, il y a près de 30% des veuves qui n'ont pas d'enfants dans leur ménage au moment du recensement. Ce sont souvent des veuves plus âgées dont les enfants n'habitent plus à la maison, mais il y en a qui n'ont pas eu d'enfant durant leur union ou qui sont décédés en jeune âge.

Il est intéressant de porter notre attention aux types de profession occupés par ces femmes qui n'ont pas d'enfants dans la maisonnée au moment du recensement. Des six femmes qui sont veuves, déclarant un métier et qui n'ont pas d'enfant dans leur foyer, quatre d'entre elles sont cabaretières. Ce n'est pas surprenant en raison de la nature de ce

métier qui est certainement moins physique, mais qui est aussi très réglementé⁴². Les deux autres femmes sont marchande et sage-femme. Notons que ces femmes déclarent leur profession à un moment où leur mari est décédé et que les enfants ont quitté la maison.

Le recensement de Québec de 1744 fournit plusieurs informations permettant de dresser un portrait de la population de la ville au milieu du XVIII^e siècle. Malgré certaines lacunes notamment à préciser certains champs d'activités des métiers, il est possible de voir à quoi pouvaient ressembler les structures professionnelles à cette époque. Malgré l'absence quasi-totale des femmes dans ces structures selon le recensement, nous pouvons deviner leur présence selon certains indices. Ayant leur atelier au sein de la maison, pour les artisans, et leur boutique, pour les commerçants, la participation des femmes aux tâches professionnelles est importante, bien qu'elle soit à différents degrés selon les ménages et qu'il est difficile d'évaluer ce degré de responsabilités. Cela peut se voir par le fait que certains époux déclarent deux professions dont l'une doit être pratiquée à l'extérieur de la région par exemple, mais aussi lorsque des veuves déclarent des professions autrefois pratiquées par leur défunt époux. Rien ne semble vraiment différencier les femmes déclarant une profession des autres femmes du recensement.

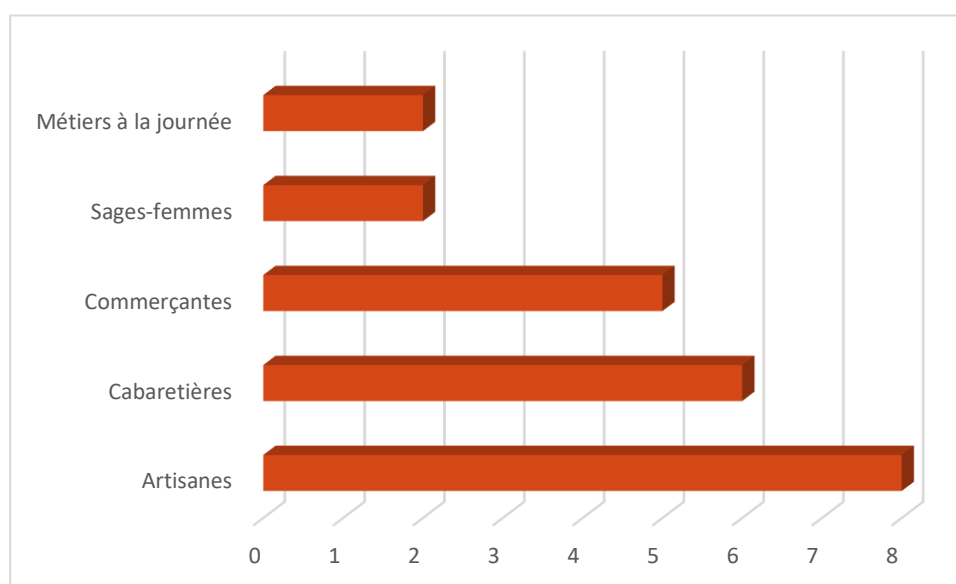
2. Un portrait des femmes déclarant une profession

Parmi toutes les femmes présentes dans le recensement, 23 déclarent une profession. Ces femmes proviennent de différents cercles socioprofessionnels. Quatre d'entre elles sont célibataires alors que les dix-neuf autres sont veuves au moment du

⁴² Le Conseil souverain a notamment mis en place un règlement le 27 mars 1673 obligeant les gens à obtenir une permission du gouverneur pour tenir un cabaret. Plusieurs autres réglementations ont été faits concernant ce métier, voir Philippe Fournier, *La Nouvelle-France au fil des édits : Chronologie reconstituée d'après les principaux édits, ordonnances, arrêts, lois et règlements émis sous le Régime français*, Québec, Septentrion, 2011, p. 131.

recensement. Malgré ce petit nombre, nous avons fait le choix de créer plusieurs catégories professionnelles permettant ainsi plus de précision ainsi qu'une meilleure analyse. La première catégorie est celle des artisanes, la deuxième catégorie regroupe les cabaretières. Celles-ci ont été séparées des commerçantes en raison de leur grand nombre. Il sera intéressant de leur porter attention de façon individuelle. Les commerçantes suivent de près les cabaretières. Il y a finalement deux petites catégories qui incluent d'abord les sages-femmes et ensuite, les métiers à la journée.

Figure 1.5 : Femmes déclarant une profession par catégorie professionnelle



Source : Recensement de 1744

Nous pouvons voir, dans la figure 1.6, que la catégorie professionnelle où il y a le plus grand nombre de femmes est celle des artisanes. Ces huit femmes, sur un total de 23, pratiquent les professions de couturière, boulangère et tonnelière. Par la suite, viennent les cabaretières. Elles sont six femmes à pratiquer ce métier. Il y a ensuite cinq commerçantes dont quatre négociantes et une marchande. Finalement, deux femmes sont sages-femmes

alors que deux autres pratiquent des métiers à la journée, c'est-à-dire journalière et ouvrière⁴³.

2.1 Les artisanes

Les artisanes sont la catégorie professionnelle la plus importante en nombre dans le recensement. Ce sont les couturières qui sont les plus nombreuses. Cinq des huit artisanes sont couturières⁴⁴. Il y a d'abord Marie-Geneviève Pelletier, 64 ans, qui est veuve. Trois de ses enfants habitent la maisonnée en 1744. Ce sont Vincent, Marie-Geneviève et Marie-Anne. Ils ont respectivement 19, 30 et 22 ans. Cependant, il est mentionné que Vincent est absent au moment du recensement. Un jeune enfant de deux ans, François Régis Rageot, est également mentionné. Ce dernier est le neveu de Marie-Geneviève Pelletier et il est "pensionnaire" chez celle-ci bien qu'il soit aussi mentionné dans la résidence de son père qui est veuf⁴⁵.

Marie-Agnès Maufait est veuve et âgée de 59 ans. Ce foyer est intéressant puisque l'autre personne habitant avec Marie-Agnès est sa fille, Louise Lefebvre, qui est aussi couturière. Cette dernière a 28 ans et est célibataire. Marie-Marguerite Cotton est, quant à elle, une femme majeure et célibataire de 48 ans. Une jeune anglaise de 15 ans, Marie, habite avec elle. La dernière couturière est Marie Brindamour Girard. Celle-ci est célibataire et elle est âgée de 36 ans. Elle habite seule comme la majorité des femmes célibataires qui sont cheffes de leur ménage. Les cinq couturières sont bien différentes les

⁴³ Un autre métier souvent pratiqué par les femmes en Nouvelle-France est celui de domestique. Celui-ci a été largement étudié, entre autres par Francine Barry et Arnaud Bessière : Barry, *loc. cit.*; Arnaud Bessière, « La domesticité dans la colonie laurentienne au XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle (1640-1710) », Thèse de doctorat (Histoire), Université du Québec à Montréal et Université Paris IV – Sorbonne, 2007, 571 p. Les domestiques ont donc été exclues de la présente étude.

⁴⁴ Une étude a été réalisée sur les couturières, mais celle-ci s'est concentrée sur les couturières de Montréal : Suzanne Gousse, *Les couturières de Montréal au XVIII^e siècle*, Québec, Septentrion, 2013, 280 p.

⁴⁵ Lafontaine, *op. cit.*, p. 113.

unes des autres tant par leur âge, allant de 28 à 64 ans que par leur statut civil, veuve ou célibataire. Cependant, elles ont toutes un point en commun et c'est le fait que celles-ci soient libérées de la tutelle de leur mari ou de leur père dans le cas des femmes célibataires qui sont maintenant majeures⁴⁶.

Deux femmes déclarent la profession de boulangère. Ce sont Marie-Anne Aubuchon et Marie-Louise Corbin ; elles sont toutes deux veuves. Marie-Anne Aubuchon a 48 ans. Quatre de ses enfants habitent la maisonnée à l'époque du recensement. Ce sont Joseph, Joseph Pierre, Catherine et Louise. Ils ont 27, 13, 15 et 12 ans. Un ouvrier, Jacques Lesieur, est également présent. Il est indiqué, dans le recensement annoté, que celui-ci a été boulanger bien qu'il n'y ait pas d'indication du moment où celui-ci l'était. Une jeune domestique de 22 ans, Charlotte Guillot, et une femme de 32 ans, Thérèse Grandmenil sont aussi présentes. Il est mentionné que cette dernière est pensionnaire⁴⁷.

La deuxième boulangère, Marie-Louise Corbin est âgée de 30 ans. Six enfants habitent le foyer en 1744 : Étienne Charles, François, Baptiste, Joseph Marie, Marie-Josephe et Marie-Charlotte. Ils ont entre six et seize ans. Un homme est également mentionné dans la résidence. Il s'agit de Nicolas Doyon qui déclare la même profession de boulanger. Le ménage de ces deux boulangères est très similaire malgré leur différence d'âge. Elles ont toutes deux des enfants assez âgés pour leur venir en aide de même qu'un ouvrier pour Marie-Anne et un autre homme pour Marie-Louise. Cela indique une présence masculine pour compléter les tâches professionnelles. Effectivement, le métier de boulanger est extrêmement exigeant puisqu'il consiste à accomplir les différentes étapes

⁴⁶ Brun, *loc. cit.*, p. 58.

⁴⁷ Lafontaine, *op. cit.*, p. 196.

de la confection du pain de même que de s'occuper de la vente de celui-ci et, parfois, faire la livraison directement à domicile⁴⁸.

La dernière artisane est Marie-Angélique Demers (veuve Normandeau). Celle-ci déclare la profession de tonnelière. Elle est une veuve âgée de 39 ans. Sept enfants habitent la maisonnée en 1744. Ce sont Augustin, Antoine, André, Pierre, François, Marie-Angélique et Louise. Ils ont entre quatre et dix-sept ans. Trois ouvriers sont présents dans le foyer. Il s'agit de Jean Audy, Pierre Audy et Didace Douville. Pierre Audy épousera la jeune Marie-Angélique Normandeau en 1746⁴⁹. Il est intéressant d'analyser ce ménage puisque Marie-Angélique Demers déclare une profession alors qu'elle a une grande famille avec sept enfants mineurs dont trois sont âgés de moins de dix ans. Les ouvriers la soutiennent probablement dans son métier parce que Marie-Angélique est une veuve qui doit aussi s'occuper de ses nombreux enfants⁵⁰. Ayant des enfants plus âgés, Marie-Angélique peut être soutenue par ceux-ci en ce qui a trait aux plus jeunes enfants.

Les veuves œuvrant dans le domaine artisanal et déclarant leur profession sont toutes entourées d'enfants habitant toujours leur ménage. Certains sont plus âgés comme pour les enfants de Marie-Anne Aubuchon et de Marie-Geneviève Pelletier alors que d'autres sont encore très jeunes dont les enfants de Marie-Angélique Demers. La majorité des célibataires du groupe étudié travaillent dans le domaine artisanal et, plus précisément, en tant que couturière.

⁴⁸ André Lachance, *Vivre à la ville en Nouvelle-France*, Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 2011, p. 271.

⁴⁹ Lafontaine, *op. cit.*, p. 196.

⁵⁰ Dechêne, *loc. cit.*, p. 488.

2.2 Les cabaretières

L'une des professions les plus pratiquées par les femmes est celle de cabaretière. Cela se voit dans le recensement où elles sont au nombre de six sur vingt-trois. Ce n'est pas très surprenant après avoir remarqué que la profession la plus pratiquée par un homme lorsqu'il en déclare deux est celle de cabaretier. Québec, étant une ville portuaire, amenait une importante mobilité masculine. Cela influençait beaucoup sur les cabarets qui étaient très nombreux à cette époque. La grande quantité de cabarets était aussi favorisée par les autorités pour éviter un monopole⁵¹. Les femmes s'occupaient souvent de l'entreprise familiale alors que le mari se concentrait sur son deuxième métier⁵². Ces six femmes qui pratiquaient la profession de cabaretière au recensement de 1744 sont Marie-Hélène Lemieux, Marie Guilbault, Marie-Hélène Lavergne, Marie Rainville, Madeleine Delaunay et Charlotte Vergeat. Elles sont toutes veuves. La plus âgée de ces femmes, Marie-Hélène Lemieux, a 84 ans au moment du recensement. Aucun enfant n'habite le foyer. Elle n'a qu'une autre personne avec elle, une jeune femme âgée de 24 ans nommée Marie-Louise David dont aucun lien de famille n'a été trouvé⁵³. Il est possible que cette jeune femme participe à la gestion du cabaret vu l'âge avancé de Marie-Hélène Lemieux.

Marie Guilbault déclare, quant à elle, être âgée de 77 ans. Deux de ses enfants habitent toujours avec elle. Charles Dubois a 38 ans alors que Thérèse Dubois a en 43. Les deux ne déclarent pas de profession et sont toujours célibataires. Puis, Marie-Hélène Lavergne dit avoir 63 ans au recenseur. Sa fille Suzanne, 17 ans, et son gendre Pierre Maillou, 23 ans habitent également avec celle-ci. Ces deux derniers ne déclarent pas de

⁵¹ Ferland, *op. cit.*, p. 126-127.

⁵² Ferland, *op. cit.*, p. 157.

⁵³ Lafontaine, *op. cit.*, p. 211.

métier, mais il est précisé que celui-ci est charpentier dans le recensement annoté⁵⁴. Marie Rainville a, quant à elle, 54 ans et est seule au moment du recensement. Madeleine Delaunay suit de près, âgée de 51 ans. Deux de ses enfants habitent toujours la maisonnée, François Lanoix, 18 ans, et Geneviève Lanoix, 15 ans. Il est également indiqué que son fils, Joseph, est au Séminaire au moment du recensement⁵⁵. Charlotte Vergeat est la plus jeune des cabaretières avec ses 45 ans. Elle habite seule.

L'âge moyen des cabaretières est d'environ dix ans plus élevé que la moyenne d'âge des veuves, passant à 63 ans au lieu de 52 ans. Il est alors possible que ce soit une profession occupée par des femmes plus âgées, notamment Marie-Hélène Lemieux qui a plus de 80 ans et qui n'habite qu'avec une autre jeune fille de la vingtaine. Pour des questions morales et aussi vu la vente d'alcool, il était probablement mieux vu qu'un cabaret soit tenu par une femme âgée que par une jeune veuve. Effectivement, il était déjà mal vu « de concilier vertu féminine et travail dans un cabaret⁵⁶ ». Il est aussi peut-être plus facile de gérer ce type de commerce à un âge plus élevé que d'autres professions qui demandent une plus grande forme physique et d'être plus manuelles comme certaines professions de l'artisanat. Ces femmes gèrent probablement leur cabaret seules, mais peut-être qu'elles reçoivent aussi du soutien des personnes de leur entourage. Nous pouvons prendre le cas de Marie Guilbault dont deux des enfants adultes habitent toujours avec elle et qui ne déclarent pas d'autres professions.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 228.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 130.

⁵⁶ Ferland, *op. cit.*, p. 157.

2.3 Les commerçantes

Les commerçantes, par leur présence plus importante dans les sources notamment dans les actes notariés, ont été beaucoup plus étudiées que la majorité des autres métiers pratiqués par les femmes. Il s'agit principalement des négociantes et des marchandes⁵⁷.

Il y a, d'abord, quatre négociantes : Marie-Anne Denis, Françoise Boucher de Boucherville, Marie-Louise Raiche et Marie-Anne Cheron. Tout comme les cabaretières, les négociantes sont toutes veuves au moment du recensement. Marie-Anne Denis, âgée de 42 ans, est la plus vieille des quatre femmes. Son fils de 10 ans, Gilles Antoine Berthier, habite avec elle. Deux domestiques sont présents dans la résidence, Henri a 12 ans et Françoise Maranda a 19 ans. Il y a ensuite Françoise Boucher de Boucherville dont l'âge est absent du recensement. Connaissant sa date de naissance, avec l'aide du PRDH, nous savons qu'elle est âgée de 39 ans en 1744. Cette dernière habite dans la maisonnée avec ses quatre enfants : François, Gilles, Catherine et Reine. Ils sont âgés respectivement de huit, six, quatre et trois ans. Cependant, bien que le nom de Gilles soit écrit, il est noté que celui-ci est absent. Il est ensuite précisé, dans le recensement annoté, que sa fille, Marie-Charlotte, est élevée à Montréal chez ses grands-parents⁵⁸. Marie-Louise Raiche a également 39 ans. Deux de ses enfants habitent avec elle. Ce sont François et Jean-Baptiste qui ont 20 et 18 ans.

Finalement, Marie-Anne Cheron, la plus jeune des négociantes, a 34 ans. Cinq enfants habitent avec elle. Ce sont Joseph Louis, Michel Antoine, Marie-Madeleine,

⁵⁷ Nous pouvons, entre autres, penser aux études de Lilianne Plamondon et Josette Brun : Lilianne Plamondon, *loc. cit.*; Josette Brun, « Les femmes d'affaires en Nouvelle-France au 18^e siècle : le cas de l'Île Royale », *Acadiensis*, vol. 27, no 1 (1997), p. 44-66.

⁵⁸ Lafontaine, *op. cit.*, p. 129.

Charlotte et Marguerite. Ils sont âgés entre huit et quatorze ans. Une servante de 18 ans, Françoise Tareau, est présente ainsi qu'une autre jeune femme de 22 ans, Marguerite Depin. Dans le cas des négociantes, en calculant la moyenne d'âge des quatre femmes, cela nous donne 38,5 ans, donc près de 15 ans de moins que la moyenne des femmes en général. Cela peut être influencé seulement par l'âge à laquelle ces femmes sont devenues veuves. Plus jeunes, elles sont aussi entourées de leurs enfants bien que ceux-ci soient plus âgés pour certaine et d'autres bien plus jeunes.

La dernière femme faisant partie de la catégorie professionnelle des « femmes d'affaires » est Louise Douaire de Bondy. Celle-ci se déclare marchande. Peut-on affirmer qu'il y a une différence entre les négociantes et les marchandes? Louise Dechêne affirme que le curé « distingue par ordre d'importance décroissante des "négociants", des "marchands" et des "commerçants", ce qui correspond bien à l'évolution du vocabulaire d'alors⁵⁹ ». Louise Douaire de Bondy est âgée de 84 ans. Une seule autre jeune femme habite dans le foyer. Il s'agit de Marie-Anne Pelletier, âgée de 24 ans. Aucun lien de famille n'est précisé ni son rôle dans le ménage.

Les commerçantes sont bien plus présentes dans les sources que les femmes pratiquant d'autres types de profession, mais le recensement est une source essentielle pour nous aider à faire ressortir certaines de ces autres femmes. C'est le cas, par exemple, de deux sages-femmes qui ont déclaré leur profession au recenseur en 1744.

⁵⁹ Dechêne, *loc. cit.*, p. 489.

2.4 Les sages-femmes

Catherine Bonhomme et Anne Labbé déclarent la profession de sage-femme dans le recensement de 1744. Il est particulier d'observer que ce sont ces deux femmes qui déclarent être sage-femme puisque, selon Hélène Laforce, elles sont des « veuves de la campagne dont la pratique semble quelque peu marginale⁶⁰ ». Catherine Bonhomme est une veuve de 68 ans. Son fils, François, habite dans la maisonnée. Il est âgé de 15 ans. Anne Labbé est également veuve. Elle est âgée de 65 ans et habite seule. Il est surprenant que seulement deux femmes, âgées pour l'époque, déclarent cette profession puisqu'elles sont les seules sages-femmes notées dans le tableau d'Hélène Laforce qui n'ont pas été approuvées et qui ne sont pas des sages-femmes matrones⁶¹. Les sages-femmes approuvées sont celles qui ont « prêté le serment des sages-femmes⁶² ». Les matrones, quant à elles, sont très importantes, formant un groupe d'élite. Elles sont parfois appelées devant la justice pour partager leur expertise et travaillent habituellement en groupe de deux⁶³.

En comparant les femmes du tableau d'Hélène Laforce aux femmes présentes dans le recensement, nous n'avons trouvé que deux de ces cinq autres sages-femmes. L'une d'entre elles, Madeleine Bouchette, est toujours mariée, ce qui peut expliquer qu'elle ne déclare pas de profession. La deuxième, Marie Caron, est veuve, mais elle est aussi âgée, 80 ans. Il est donc probable qu'elle ne pratique plus le métier à cet âge bien qu'Hélène Laforce note que les sages-femmes approuvées pratiquaient souvent jusqu'à très près de leur lit de mort⁶⁴.

⁶⁰ Laforce, *op. cit.*, p. 142.

⁶¹ *Ibid.*, p. 143.

⁶² *Ibid.*, p. 199.

⁶³ *Ibid.*, p. 200.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 199.

D'autres femmes pratiquent un métier indépendant de leur époux, probablement pour subvenir aux besoins de leur famille. C'est le cas des professions occupées par les femmes de la dernière catégorie professionnelles, les métiers à la journée.

2.5 Les métiers à la journée

Deux femmes déclarent des métiers pratiqués à la journée, les métiers de journalière et d'ouvrière. Bien que peu d'hommes ait déclaré une profession de cette catégorie, seulement 111 hommes, deux femmes déclarent ce même type de profession. Louise Dechêne indique que les recenseurs se contentent souvent de n'indiquer que leur état civil et non leur profession⁶⁵. Angélique Palin est veuve et âgée de 40 ans. Celle-ci déclare le statut de journalière. Contrairement à la majorité des femmes présentées auparavant, Angélique n'est pas cheffe de son ménage. Il s'agit plutôt de son père, Mathurin Palin Dabonville, âgé de 93 ans. Trois des enfants d'Angélique habitent avec eux. Jean a 13 ans alors qu'Angélique a 15 ans et que Jeanne a cinq ans.

Puis, il y a finalement Charlotte Rancourt. Elle est la plus jeune de toutes les femmes qui déclarent une profession. Âgée de 16 ans en 1744, elle est ouvrière⁶⁶ dans le ménage de David Corbin, charpentier de navire, et de sa femme Geneviève Gariepy. Nous pouvons penser qu'elle assiste, avec un autre ouvrier, David Corbin dans son métier de charpentier de navire. Elle est également présente dans le foyer de sa mère, Marie-Marguerite Turgeon. Cette dernière est une veuve de 45 ans. Dans ce logis, Charlotte habite avec ses dix frères et sœurs qui sont âgés entre vingt et trois ans. Une autre jeune fille de

⁶⁵ Dechêne, *loc. cit.*, p. 488.

⁶⁶ Le terme d'ouvrière pourrait être un synonyme de domestique, mais, compte tenu que Charlotte Rancourt est la seule femme mentionnée comme ouvrière dans ce recensement et qu'elle est présente dans le ménage avec un autre ouvrier, nous avons fait le choix de la conserver dans le corpus.

quatre ans habite avec la famille, Marthe Bouchard. Charlotte doit probablement travailler pour soutenir financièrement sa mère ainsi que ses frères et sœurs qui sont nombreux et certains sont très jeunes, tout comme Angélique Palin qui doit travailler pour soutenir son père et sa famille après le décès de son époux.

Une certaine variété de professions pratiquées par ces femmes est perceptible. En effet, elles en déclarent neuf différentes alors qu'elles ne sont que vingt-trois. En étudiant les différences et les similarités entre ces femmes qui pratiquent une profession provenant de la même catégorie socioprofessionnelle, il est possible de noter que certains groupes sont composés de femmes plus âgées notamment les cabaretières, alors que pour d'autres, par exemple les commerçantes, les femmes sont plus jeunes. L'âge auquel elles deviennent veuves, mais aussi le type de travail qu'elles occupent peuvent être des influences sur la pratique de leur métier à un certain âge. Certains métiers sont plus demandant physiquement alors que d'autres peuvent être mieux vus lorsque pratiqués par des femmes plus âgées, dont le fait de tenir un cabaret.

Conclusion

Le recensement de Québec de 1744, initiative du curé de la paroisse Notre-Dame-de-Québec, permet de dresser un portrait de la population et des structures professionnelles à un moment précis. Malgré certaines lacunes dont le fait de compter certaines personnes à deux reprises ou le manque de précision en ce qui a trait à certaines professions, le portrait est bien révélateur. Le nombre de personnes déclarant leur métier est plus grand que dans les précédents recensements nous permettant d'analyser plus précisément les types de professions pratiquées à cette époque. L'artisanat est la catégorie la plus importante en nombre, d'abord l'artisanat divers et ensuite, l'artisanat en lien avec la construction. Les

femmes, bien que plus nombreuses, ne déclarent que rarement des professions. Il faut également noter que la majorité de ces femmes sont épouses et que leur travail demeure dans l'ombre de la profession déclarée par leur époux. Ce sont essentiellement des veuves, on ne s'en surprendra pas, qui en déclarent, mais aussi des femmes majeures. Ainsi, elles sont presque toutes cheffes de famille dans le recensement à l'exception d'une couturière travaillant et habitant avec sa mère et des femmes pratiquant un métier à la journée. Ces dernières se compareraient sans doute davantage avec les domestiques.

Ne pouvant déterminer des caractéristiques bien différentes entre toutes les femmes de plus de 15 ans présentes dans le recensement et l'ensemble des femmes qui déclarent une profession, nous pouvons parfois observer des caractéristiques propres à certaines catégories professionnelles. Les artisanes sont toujours le groupe professionnel le plus nombreux comme lorsque nous analysons tous les métiers déclarés en 1744. Cependant, en regroupant les cabaretières aux commerçantes, c'est ce dernier groupe qui devient le plus nombreux. Ce n'est pas étonnant puisque ce sont les femmes qui sont les plus présentes dans les sources de cette époque. Il est cependant plus surprenant que des femmes d'autres catégories professionnelles déclarent leur profession. Ces femmes sont souvent beaucoup plus absentes des sources ne nous permettant pas de connaître leur activité professionnelle ni la provenance de celle-ci. Ces métiers sont souvent transmis dans la famille, soit par leurs parents ou par leur mari. Il arrive même que la profession provienne des parents, mais que le mari la pratiquait aussi. Effectivement, l'homogamie socioprofessionnelle était très présente dans les familles de la Nouvelle-France.

Chapitre II – LA FAMILLE ET LA REPRODUCTION FAMILIALE

La famille est essentielle dans la sphère du travail à la période préindustrielle. Les enfants participent très tôt aux tâches familiales et professionnelles, vers l'âge de cinq ou six ans¹. C'est cependant entre l'âge de 15 et de 25 ans que les enfants deviennent « une main-d'œuvre importante et indispensable² ». Effectivement, durant l'Ancien Régime, la famille « se caractérise [...] par l'unité de ses rôles de production et de reproduction³ ». Ce sont surtout les garçons qui sont initiés au travail de leur père⁴ bien que ce soit toute la famille qui y participe en raison de l'essence même de l'économie familiale⁵. C'est cette structure économique qui a favorisé la transmission d'un métier d'un parent à un ou plusieurs de ses enfants. À défaut, les enfants choisissaient, ou étaient envoyés en apprentissage, dans des métiers se rapprochant de celui de ses parents. Les métiers sont souvent pratiqués en commun avec la famille élargie, c'est-à-dire les membres de leur famille directe, mais aussi parfois leurs gendres ou d'autres membres de la famille plus éloignée⁶. Le travail, à cette époque, est alors une affaire de famille. Pour dresser un portrait des femmes de notre groupe, il est nécessaire de porter notre attention sur la possibilité d'une transmission familial de leur métier entre leurs parents, ces femmes et leurs enfants. Il faut également étudier l'homogamie socioprofessionnelle à travers leurs mariages. Finalement, il est important d'évaluer leur profil socio-économique.

¹ André Lachance, *Vivre, aimer et mourir. Juger et punir en Nouvelle-France : la vie quotidienne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Montréal, Libre expression, 2004, p. 58.

² *Ibid*, p. 62.

³ Danielle Gauvreau, « Nuptialité et catégories professionnelles à Québec pendant le régime français », *Sociologie des phénomènes démographiques*, vol. 19, n° 1, avril 1987, p. 25.

⁴ *Ibid*, p.25.

⁵ Louise Tilly et Joan Wallach Scott, *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Édition Rivages, 1987, p. 30-31.

⁶ André Lachance, *Vivre à la ville en Nouvelle-France*, Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 2011, p. 77.

1. Des métiers transmis dans la famille?

Le travail et la famille étant si étroitement imbriqués, le métier se transmet de père en fils. Bien que cette coutume fût moins fréquente dans la colonie laurentienne qu'en France, le père cherchait souvent à transmettre sa profession à au moins l'un de ses fils⁷. C'est particulièrement le cas chez les artisans. Quelques femmes qui déclarent un métier lors du recensement de 1744 font partie de cette catégorie professionnelle. Il est alors nécessaire de se questionner sur l'origine de cette profession, est-il possible d'observer une transmission de la profession d'un de leur parent à leur fille ou même de celle-ci à ses enfants?

1.1 La profession des parents et de la fratrie

En observant les informations laissées dans les différents documents d'archives, il est plus usuel de trouver des traces de transmission du métier de père à fils. Prenons l'exemple des frères de Marie-Anne Denis qui occupent tous un poste au sein de l'administration de la colonie comme leur père ou encore le frère de Marguerite Cotton, Barthélémy, qui pratiquait la profession de chapelier en suivant les traces de son père. Il faut cependant noter qu'il était rare que la profession d'une femme soit inscrite, surtout en raison de leur faible présence dans les sources⁸. Les sources en lien avec la profession telles les livres de compte ou même les journaux personnels sont encore plus rares⁹. Toutefois, certaines travaillent dans le même domaine que leur père et il est possible de retrouver quelques indices dans les écrits. Marguerite Cotton déclare être couturière en 1744. Son

⁷ Peter N. Moogk, « Apprenticeship Indures : A Key to Artisan Life in New France », *Historical Papers*, vol. 6, n° 1, 1971, p. 71.

⁸ Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 2001 (1998), p. iii.

⁹ Suzanne Gousse, *Les couturières de Montréal au XVIIIe siècle*, Québec, Septentrion, 2013, p. 29.

père est, quant à lui, chapelier. Bien que ce ne soit pas exactement la même profession, toutes deux proviennent du même domaine, la production de vêtements. Marguerite a probablement acquis ses compétences initiales au sein de sa famille puisque nous n'avons trouvé aucun acte d'apprentissage en ce qui la concerne.

Angélique Palin déclare être journalière lors du recensement de 1744 alors que son père a déclaré ce métier la même année lors du mariage de son fils, Antoine Palin Dabonville¹⁰. Le père et la fille habitent ensemble au moment du recensement. Quant à Louise Douaire de Bondy, il n'est pas fait mention que son père était marchand comme elle, mais plutôt de son titre d'écuyer lors du recensement de 1666. Celui-ci est décédé lorsque Louise était âgée de trois ans, en 1667¹¹. Cependant, ses frères, Jacques et Augustin, pratiquent le même métier qu'elle. Donc, les trois enfants de Thomas Douaire qui sont arrivés à l'âge adulte ont tous pratiqué la même profession provenant probablement de leur père qui est décédé à une période où le métier était plus rarement noté dans les actes.

Quelques femmes poursuivent également le travail de leur mère. Nous pouvons prendre l'exemple des deux sages-femmes. Il y a d'abord la mère de Catherine Bonhomme, Marie-Thérèse Levasseur, qui est aussi mentionnée comme sage-femme dans un acte de baptême de 1720¹². La sœur de Marie-Catherine, Marie-Thérèse, est présente dans trois baptêmes dont l'enfant a été ondoyé¹³. Est-ce la sage-femme qui a ondoyé ces enfants? Il

¹⁰ PRDH, Acte de mariage d'Antoine Palin Dabonville et Barbe Geseron Brulot, 26 août 1744, Québec, #165163.

¹¹ PRDH, Acte de sépulture de XX Bondy, 22 juillet 1667, Lieu indéterminé, #94101.

¹² PRDH, Acte de baptême de Joseph Meunier, 14 novembre 1720, L'Ancienne Lorette, #78618.

¹³ PRDH, Acte de baptême de Marguerite Drolet, 29 juin 1735, L'Ancienne Lorette, #171609 ; PRDH, Acte de baptême de Michel Tremblay, 3 avril 1742, L'Ancienne Lorette, #171818 ; PRDH, Acte de baptême de Noël Jean Beaupré, 19 décembre 1742, L'Ancienne Lorette, #171839.

nous est malheureusement impossible d'en avoir la certitude en raison du manque de précision dans les actes. En effet, les registres ont parfois quelques lacunes en ce qui a trait aux détails et il est possible d'observer une inconstance dans la prise en note de ceux-ci chez certains rédacteurs¹⁴. De plus, l'ondoyeur n'est nommé que dans 64,01% des cas¹⁵. Par contre, quand il est mentionné, nous pouvons noter que ce sont principalement les sages-femmes qui font l'ondolement et ce, à partir du début XVIII^e siècle¹⁶.

En ce qui concerne la mère d'Anne Labbé, aussi sage-femme, il n'a pas été possible de trouver d'acte confirmant bel et bien qu'elle pratiquait cette profession. Elle a cependant été très souvent présente en tant que marraine à des baptêmes pour des enfants ne provenant pas de sa famille ni proche ni éloignée, dans une vingtaine de baptêmes plus précisément. Il ne serait pas étonnant que la sage-femme soit choisie comme marraine à quelques occasions puisque celle-ci accouche les femmes de sa région, bien que cette dernière soit parfois élargie compte tenu du manque de sage-femme¹⁷. En raison de l'importance de la rapidité du baptême suivant la naissance, les parents choisissaient souvent un voisin comme parrain ou marraine¹⁸. Nous pouvons alors considérer qu'il y avait une possibilité qu'elle fût sage-femme bien que nous ne puissions en trouver une preuve concrète. Il en est de même pour ses sœurs, Marie et Marie-Madeleine qui sont très présentes dans des baptêmes en tant que marraines, mais dont il n'est fait aucune mention de sage-femme. Ces femmes n'ont aucun lien familial ou social avec les parents des enfants. Marie est présente dans une vingtaine de baptêmes alors que Marie-Madeleine apparaît dans au moins neuf actes

¹⁴ Hélène Laforce, *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1985, p. 32.

¹⁵ *Ibid*, p. 34.

¹⁶ *Ibid*, p. 211.

¹⁷ *Ibid*, p. 140

¹⁸ Geneviève Ribordy, *Les prénoms de nos ancêtres : étude d'histoire sociale*, Québec, Septentrion, 1995, p. 80.

dont un où l'enfant a été ondoyé par la sage-femme, mais sans mention du nom de cette dernière. Sa sœur cadette, Geneviève, est, quant à elle, mentionnée sage-femme dans un acte de baptêmes de 1764 durant lequel elle a ondoyé l'enfant¹⁹. De plus, elle est marraine pour une dizaine de baptême auparavant, mais elle ne l'est pas pour le dernier baptême de 1764 où elle est seulement mentionnée pour son rôle de sage-femme dans la naissance de l'enfant.

Louise Lefebvre poursuit le travail de sa mère, Marie-Agnès Mauffet, qui, toutes deux, déclarent la profession de couturière dans le recensement de 1744. Elles habitent ensemble à ce moment nous laissant imaginer une collaboration mère-fille sur le plan professionnel.

Nous constatons toutefois que ce n'est pas la majorité des femmes déclarant une profession dans le recensement de 1744 qui ont poursuivi le travail de leur parent. Elles sont trois à avoir poursuivi la profession de leur mère. Il s'agit des deux sages-femmes, Catherine Bonhomme et Anne Labbé puis, de la couturière Louise Lefebvre. Elles sont également trois femmes à poursuivre la profession de leur père. Nous pouvons nommer ici Angélique Palin qui déclare la même profession que son père, Louise Douaire de Bondy dont la profession du père est inconnue, mais dont nous pouvons supposer qu'il était aussi marchand et finalement, Marguerite Cotton dont le père est chapelier et elle, couturière. Qu'en est-il de leurs enfants? Sont-ils plus nombreux à suivre leurs traces en matière de travail?

¹⁹ PRDH, Acte de baptême de Joseph Marie Hébert, 19 janvier 1764, St-François (I.O.), #238618.

1.2 Une continuité de la profession chez les enfants?

En Nouvelle-France, les enfants d'artisans étaient souvent envoyés en apprentissage auprès d'autres artisans pratiquant une profession différente de celle de leur père. Sinon, ceux-ci apprenaient la profession de leurs parents en les assistant. Nous pouvons ici mentionner les fils de Marie-Geneviève Pelletier, Charles et Philippe Janson qui sont, tous les deux, tailleurs de pierre comme leur père, Pierre Janson. Cependant, aucune de ses filles ne semblent poursuivre sa profession de couturière. Au contraire, certaines des filles des deux sages-femmes, Catherine Bonhomme et Anne Labbé, semblent suivre les traces de leur mère. Les filles de Catherine, Marie-Catherine et Marie-Anne Meunier, sont présentes dans des baptêmes d'enfants nés de parents inconnus. Il n'est fait aucune mention de sage-femme, mais nous pouvons tout de même poser ici une hypothèse selon laquelle elles auraient agi comme sage-femme pour la mère de ces enfants.

Deux des filles d'Anne Labbé, Élisabeth et Marie-Charlotte Allaire, sont confirmées sages-femmes par Hélène Laforce. Elles seront, en même temps, les sages-femmes officielles de la ville de Québec de 1750 à 1800 alors que leur mère n'était pas sage-femme officielle, mais plutôt une veuve pratiquant le métier de sage-femme en région et qui aurait émigré dans la ville de Québec à la mort de son mari²⁰. Dans le cas d'Élisabeth, elle est indiquée sage-femme dans un baptême de 1755²¹. Elle est ensuite présente dans des baptêmes d'enfants dont les parents sont inconnus comme les filles de Marie-Catherine et aussi d'un enfant qui a été ondoyé à la maison dont elle est marraine²². Marie-Charlotte,

²⁰ Laforce, *op. cit.*, p. 199-200.

²¹ PRDH, Acte de baptême de Louis, 8 décembre 1755, Québec, #246507.

²² PRDH, Acte de baptême de Joachim, 23 décembre 1748, Québec, #164198 ; PRDH, Acte de baptême de Marie Elisabeth, 11 mai 1750, Québec, #244315 ; PRDH, Acte de baptême d'Augustin, 30 octobre 1761, Québec, #248201 pour les enfants nés de parents inconnus. Pour l'enfant ondoyé : PRDH, Acte de baptême de Jean-Baptiste Hamtremk, 31 octobre 1763, Québec, #248773.

quant à elle, est marraine pour de nombreux enfants, plus d'une vingtaine dont au moins la moitié ne sont pas des membres de sa famille. Ces faits nous permettent de mieux confirmer les hypothèses selon lesquelles les sages-femmes sont souvent présentes lors des baptêmes d'enfants nés de parents inconnus et qu'elles peuvent être choisies comme marraine des enfants qu'elles accouchent.

La fille de Marie-Agnès Mauffet, Louise Lefebvre, déclare, comme sa mère, être couturière dans le recensement de 1744. Puis, Augustin, Antoine et André Normandeau, trois des sept enfants de Marie-Angélique Demers se rendant à l'âge adulte, poursuivent la profession de tonnelier de leurs parents. De plus, Pierre Grenet, le fils de Marie-Hélène Lavergne qui déclare être cabaretière en 1744, est mentionné aubergiste dans un recensement de 1745²³. Il n'y a pas vraiment de distinction entre les cabaretiers et les aubergistes. Effectivement, depuis 1680, les clients des cabaretiers, comme ceux des aubergistes, peuvent consommer leur boisson sur place plutôt que de ne pouvoir qu'acheter la boisson pour emporter²⁴. Pierre Grenet est également mentionné négociant et commerçant dans d'autres actes laissant probablement la charge du cabaret à son épouse. Il arrive que les enfants épousent des personnes provenant des mêmes professions que l'un de leurs parents. Nous parlons ici d'homogamie socioprofessionnelle. C'est le cas de la fille de Marie-Hélène Lavergne, Marie-Thérèse Grenet, qui épouse en secondes noces François Rolet. Celui-ci déclare, comme sa belle-mère, être cabaretier au recenseur en 1744. Marie-Louise-Madeleine dit Lallemand, la fille de Louise Douaire de Bondy, épouse le bourgeois et marchand Jean-Baptiste Brooks en 1705²⁵.

²³ PRDH, Acte de recensement de Pierre Grenet et Louise Peltier, 1745, Québec, #187115.

²⁴ Catherine Ferland, *Bacchus en Canada. Boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, 2010, p. 125.

²⁵ PRDH, Acte de mariage de Jean Brousse et Louise Allemand, 8 septembre 1705, Québec, #67777.

Les femmes de ce groupe sont peu nombreuses à exercer un métier en lien avec le travail de leurs parents, surtout les femmes mariées. Cependant, les enfants de ces femmes sont plus nombreux à poursuivre la profession d'au moins un de leurs parents, soit un métier transmis des grands-parents jusqu'aux petits-enfants comme dans le cas des sages-femmes et parfois, des professions autrefois pratiquées par leur père et reprises par leur mère avant d'être transmises à leurs enfants. Nous pouvons ici prendre l'exemple de la famille d'Angélique Normandeau. En ce qui a trait à la provenance de la profession des femmes mariées, il est plus probable que la profession provienne de leur époux, que ce soit leur mari en premières, secondes ou même troisièmes noces.

2. L'homogamie socioprofessionnelle

L'homogamie socioprofessionnelle était très importante en Nouvelle-France²⁶. Dans la ville de Trois-Rivières à la même période, un peu plus de la moitié des mariages réunit des familles provenant des mêmes rangs sociaux, surtout pour les familles de classes plus élevées. En effet, les familles provenant de la noblesse, ou encore de la bourgeoisie, souhaitent éviter les mésalliances²⁷. Chez les autres catégories socioprofessionnelles, par exemple les artisans, l'homogamie socioprofessionnelle était moins contrôlée²⁸. Ces alliances entre les familles des mêmes milieux contribuaient à assurer la stabilité des familles. Danielle Gauvreau a évalué qu'« un peu plus de la moitié seulement des enfants des artisans épousent [...] un conjoint de même origine professionnelle qu'eux²⁹ ». Puis, il arrive que l'épouse soit choisie en raison de ses connaissances professionnelles, par

²⁶ Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France : Les Français en Amérique du Nord XVI^e-XVIII^e siècles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 208-209.

²⁷ Sylvie Savoie, « Difficultés et contraintes dans le choix du conjoint, Trois-Rivières, 1634-1760 », Thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 1994, p. 149.

²⁸ *Ibid*, p. 153.

²⁹ Gauvreau, *loc. cit.*, p. 33.

exemple par la connaissance du métier de son père ou même de son premier époux³⁰. Le choix de l'épouse peut alors être influencé par les compétences que ces femmes possèdent³¹. Est-ce que ces faits reflètent la situation des femmes du recensement en ce qui a trait à leur choix d'époux?

2.1 Le premier mariage

Le mariage des enfants était l'une des plus grandes « transactions » de la famille, particulièrement pour celles provenant des plus hauts rangs sociaux, les nobles et les bourgeois. Pour certaines familles, le mariage est une stratégie où toutes les possibilités sont réfléchies pour s'assurer que le patrimoine se perpétue³². Les nobles, en particulier, tentent de marier leurs enfants à des personnes provenant de leur rang social. Ainsi, ils protègent « leur position de force³³ ». Cependant, en raison de leur faible nombre dans la colonie, il arrivait qu'ils épousent des enfants provenant de la bourgeoisie, dont des enfants de riches marchands³⁴. Il demeurerait tout de même nécessaire de choisir un bon parti puisque le mariage ne représentait pas seulement l'union de deux personnes, mais de deux familles. Il fallait alors prendre en compte les intérêts sociaux et économiques³⁵. Nous pouvons ici mentionner le cas de Françoise Boucher de Boucherville, fille de Pierre Boucher de

³⁰ Rolande Bonnain, « Transmission du métier et du patrimoine en milieu urbain (1800-1860) », dans Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation*, Chicoutimi/Paris, Centre interuniversitaire SOREP, 1990, p.156.

³¹ Benoît Grenier et Catherine Ferland, « "Quelque longue que soit l'absence" : procurations et pouvoir féminin à Québec au XVIII^e siècle », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 37 (2013), p. 221.

³² Pierre Bourdieu, « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 4-5 (1972), p. 1107.

³³ Lorraine Gadoury, *La Noblesse en Nouvelle-France. Familles et alliances*, Ville La Salle, Éditions Hurtubise, 1991, p. 91.

³⁴ *Ibid*, p. 151.

³⁵ André Lachance, *Séduction, amour et mariages en Nouvelle-France*, ville, Montréal, Les Éditions Libre Expression, 2007, p. 95.

Boucherville et petite-fille de Pierre Boucher, anobli par le roi en 1661³⁶. Elle se marie en premières noces à Jean-Baptiste Pommereau. Cadette de la famille, elle est la seule des six filles à se marier, ses cinq sœurs ayant décidé plutôt de se diriger vers la vie religieuse³⁷. Leur père a probablement été très présent dans ces décisions, encourageant la vie religieuse pour ainsi éviter « l'émiettement du patrimoine foncier familial³⁸ ». Bien qu'elle soit la seule fille de sa famille à se marier, celle-ci a fait le choix d'un époux ne provenant pas d'une famille noble. Toutefois, le père de Jean-Baptiste, Jacques-Pierre Pommereau, était marchand bourgeois alors que le premier deviendra négociant quelques années après son mariage. Il est écrivain du roi et aide de magasin lors de son mariage avec Françoise. Celle-ci représente bien ces nobles qui se marient en dessous de leur rang social, concluant ainsi un mariage hypogamique. Françoise n'est pas la seule femme noble qui épouse un roturier. Entre 1735 et 1765, 46,2% des femmes nobles épousaient un homme de catégories socioprofessionnelles inférieures³⁹. Elle ne crée tout de même pas une mésalliance semblable à celle de sa cousine Jeanne-Louise Boucher de Montbrun qui épouse un agriculteur en 1725, Augustin Roy-Desjardins dit Lauzier⁴⁰.

En ce qui concerne les quatre autres femmes ayant déclaré une profession de négociante ou de marchande, il y a une certaine trace d'homogamie socioprofessionnelle. Bien que la profession du père de Louise Douaire de Bondy n'ait jamais été notée dans les

³⁶ Raymond Douville, « BOUCHER, PIERRE », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 14 octobre 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/boucher_pierre_2F.html.

³⁷ Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 117.

³⁸ Isabelle Tanguay, « Destin social d'une famille noble canadienne : les Boucher et leurs alliés (1667-1863) », Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2000, p. 44.

³⁹ Gadoury, *op. cit.*, p. 104.

⁴⁰ Tanguay, *loc. cit.*, p. 28.

archives, il est d'une grande possibilité que celui-ci était marchand-bourgeois tout comme sa fille et ses deux fils. Celle-ci épouse en premières noces Pierre Allemand, aussi marchand-bourgeois. L'homogamie socioprofessionnelle est également présente pour Marie-Anne Cheron qui épouse un négociant tout comme l'était son père. Marie-Louise Raiche, quant à elle, contracte un mariage hypergamique. En effet, son père est menuisier alors qu'elle épouse un marchand qui, lui, a suivi la profession de son père. Par ce mariage, Marie-Louise connaît une ascension sociale; issue d'une famille artisanale, elle épouse un marchand. Finalement, nous avons Marie-Anne Denis dont la provenance de sa profession nous est inconnue. Aucun membre de sa famille, ni son père ni son époux, ne déclare la profession de négociant au courant de leur vie. Il y a tout de même une certaine trace d'homogamie socioprofessionnelle puisque son père fait partie de l'administration coloniale en étant Grand Prévôt alors que Michel Berthier est un important chirurgien du roi et chirurgien-major⁴¹.

Nous ne retrouvons pas une grande homogamie socioprofessionnelle chez les cabaretières et encore moins en ce qui a trait à leur profession déclarée. Il est certain que le métier de cabaretier est souvent un second salaire pour la famille dont la charge revient souvent à l'épouse lorsque le mari est absent pour sa profession. Aucun des parents de ces cabaretières ne le sont ou, du moins, aucun ne le déclare. Cependant, l'époux de Madeleine Delaunay, Louis Enouille, poursuit la même profession que celle pratiquée par son beau-père Pierre Crenet Lebauvais avec qui il vit en 1716, celle de cabaretier. De plus, ce dernier pratique les métiers de soldat et de tonnelier. Il représente bien ces cabaretiers qui

⁴¹ Charles-Marie Boissonnault, « BERTIER (Berthier), MICHEL », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 14 octobre 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/bertier_michel_2F.html.

pratiquent plusieurs professions laissant la charge du cabaret à leur épouse. Celui-ci n'est pas le seul des maris des femmes de notre corpus à pratiquer plus d'une profession. Il en est de même pour l'époux de Charlotte Vergeat, Louis Eve, qui est tailleur d'habit, soldat et brigadier des gardes au cours de sa vie. Puis, Jacques Nolin, le premier époux de Marie Rainville, déclare les deux professions de cabaretier et de navigateur. Finalement, le mari de Marie-Hélène Lavergne, Jean-Baptiste Grenet, est journalier, habitant et tavernier. Il semble alors que le métier déclaré par ces trois femmes provienne de leur époux qui tenait un cabaret en plus de pratiquer une autre profession, laissant probablement une grande part de la responsabilité du commerce à leur épouse.

Quant à Marie-Hélène Lemieux, aussi cabaretière, elle épouse en premières noces René Paquet qui, lui, pratique le métier de menuisier. Elle a donc épousé un artisan tout comme son père l'était. Ce dernier était tonnelier. La profession de Marie-Hélène Lemieux ne provient donc pas de son premier époux qui est décédé en 1699, plus de quarante ans avant le recensement analysé. Il provient probablement de son époux en secondes noces qui sera étudié dans la section suivante.

Sur les huit artisanes du recensement, il n'y en a que cinq qui se marient. En effet, trois des cinq couturières, Marie Brindamour Girard, Marie-Marguerite Cotton et Louise Lefebvre, demeurent célibataires. Les couturières ont un métier qui leur est propre et qui ne provient ni de l'un de leurs parents ou de l'un de leurs époux pour celles qui se marient, Marie-Geneviève Pelletier et Marie-Agnès Maufait.

Nous observons peu d'homogamie dans ce groupe socioprofessionnel, mais cela n'est pas surprenant puisque l'homogamie était moins importante chez ce groupe que pour d'autres. Effectivement, il n'y a que Marie-Louise Corbin qui épouse un artisan comme

l'était son père. Son mari et son père ne pratiquent pas la même profession puisque son père, André Corbin, était taillandier alors que son époux, Augustin Laroche, est boulanger comme elle le deviendra après son décès. Deux autres femmes poursuivent la profession de leur mari à leur décès, Marie-Anne Aubuchon qui continue la profession de boulanger de Jean-Baptiste Tessier et Marie-Angélique Demers qui continue la profession de tonnelier d'Augustin Normandeau. Marie-Agnès Maufait, quant à elle, déclare une profession qui semble être indépendante de son époux, celle de couturière, bien qu'en 1716, celle-ci a déclaré la profession de cabaretière alors qu'Edmond Lefebvre avait auparavant déclaré la profession de maître d'hôtel.

Au contraire des autres femmes, nous pouvons voir de l'homogamie socioprofessionnelle chez les deux sages-femmes de notre groupe, Catherine Bonhomme et Anne Labbé. Toutes deux épousent des habitants alors que leur père est aussi habitant. Anne Labbé semble s'être rendue à Québec après le décès de son époux alors que Marie-Catherine y habitait déjà avant le décès de son mari. Il nous a été impossible d'évaluer l'homogamie socioprofessionnelle chez les femmes pratiquant un métier à la journée dans la mesure où, pour les deux femmes, Angélique Palin et Charlotte Rancourt, aucune information n'était disponible en ce qui a trait à la profession pratiquée par leur époux. Cela révèle probablement un statut socioprofessionnel de faible envergure et donc, très similaire à la catégorie de métiers qu'elles occupent.

Étonnamment, l'homogamie socioprofessionnelle ne ressort pas beaucoup lorsque nous analysons les mariages des femmes ayant déclaré une profession dans le recensement de 1744. Certaines ne déclarent même pas la profession exercée par leur défunt époux. Cependant, quelques femmes vont se remarier. C'est parfois par ce remariage que les

femmes débutent leur profession alors que d'autres se remarient dans le même cercle socioprofessionnel que leur défunt époux.

2.2 Se remarier dans le même cercle socioprofessionnel?

Au décès de leur époux, les femmes peuvent se retrouver dans une situation précaire. Plusieurs facteurs font en sorte que des veuves s'en sortent mieux alors que d'autres vivent une situation plus difficile, étant en quelque sorte des « veuves " pauvres " de prédilection » comme l'affirme Josette Brun⁴². Parfois, par stratégie ou même par nécessité, des femmes décideront de se remarier, perdant leur nouveau statut légal plutôt favorable à nos yeux⁴³. En effet, en devenant veuves, les femmes jouissent d'une capacité juridique complète⁴⁴, mais lorsqu'elles se remarient, elles perdent ce nouveau statut. L'âge des enfants au décès de l'époux et surtout l'âge de ces femmes elles-mêmes sont des facteurs importants en ce qui a trait au remariage ou au maintien de la viduité. Parmi les 20 femmes du corpus qui se marient au moins une fois au cours de leur vie, six d'entre elles se remarient. L'une de ces femmes, Marie Rainville se remarie même une troisième fois.

Marie-Anne Aubuchon et Louise Douaire de Bondy, se remarient à un jeune âge, 25 et 29 ans. Il n'est pas rare que les femmes qui deviennent veuve à un jeune âge se remarient. En effet, 80% des veuves dans la vingtaine se remarient, mais celles qui sont toujours mineures doivent demander à nouveau la permission avant de se remarier, rappelant le caractère juridiquement singulier des veuves mineures⁴⁵. C'est le cas de Marie-Anne Aubuchon qui n'avait que 20 ans lorsqu'elle devient veuve la laissant alors avec ce

⁴² Josette Brun, *Vie et mort du couple en Nouvelle-France. Québec et Louisbourg aux XVIII^e siècle*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 83.

⁴³ France Parent et Geneviève Postolec, « Quand Thémis rencontre Clio : les femmes et le droit en Nouvelle-France », *Les Cahiers de droit*, vol. 36, n° 1 (1995), p. 316.

⁴⁴ Brun, *op. cit.*, p. 58

⁴⁵ *Ibid*, p. 37.

statut particulier. De plus, cette dernière était enceinte au décès de son époux, Jean-Baptiste Tessier. Elle attend tout de même cinq ans avant de se remarier et ce, avec un autre boulanger, Pierre Joly. Louise est un peu plus âgée lorsque son premier époux, Pierre Lallemand, décède. Elle a 27 ans et se remarie moins de deux ans plus tard, à Nicolas Pineau. Dans les deux cas, ces femmes se remarient dans le même cercle socioprofessionnel que celui de leur premier époux. En effet, Marie-Anne était d'abord mariée à un boulanger et se remarie à un autre boulanger, alors que Louise se remarie à un marchand-bourgeois, un statut que son premier époux avait déclaré au cours de sa vie.

Les quatre autres femmes qui se remarient au moins une fois sont Françoise Boucher de Boucherville, Marie Rainville, Marie-Louise Corbin et Marie-Hélène Lemieux. Elles se remarient toutes à un âge beaucoup plus avancé, à plus de 40 ans. Ces remariages sont plus surprenants puisque le taux de remariage des veuves à cet âge est de seulement 42%⁴⁶. Il est difficile d'expliquer les raisons de ces mariages tardifs, surtout qu'ils ont lieu au moins quelques années après le décès de l'époux. Effectivement, le plus petit intervalle entre le décès du premier époux et le deuxième mariage est de trois ans, dans le cas de Françoise Boucher de Boucherville, alors que le plus grand intervalle est de près de neuf ans pour Marie-Louise Corbin. Ces remariages ne sont donc probablement pas imputables aux stratégies professionnelles, puisqu'elles ont déjà travaillé plusieurs années entre leurs deux mariages ni, aux enjeux familiaux pour les mêmes raisons. C'est encore plus étonnant pour Françoise Boucher de Boucherville qui provient d'une famille de la noblesse. En effet, seulement 18,8% des femmes nobles qui deviennent veuves entre l'âge de 40 et 49 ans se remarient⁴⁷. Celle-ci épouse un homme qui semble plus près de son statut

⁴⁶ *Ibid*, p. 38.

⁴⁷ Lorraine Gadoury, *op. cit.*, p. 82.

social que ne l'était son premier époux. Joseph-Michel Legardeur de Croisille de Montesson, n'est pas noble, mais il se qualifie tout de même d'écuyer et il est seigneur de Bécancour. Son grand-père, Pierre Robineau de Bécancour était seigneur de Bécancour, baron de Portneuf et grand voyer de la Nouvelle-France avant son décès en 1729⁴⁸. Cependant, Joseph-Michel n'obtient la seigneurie que dix ans après son mariage avec Françoise, en 1755⁴⁹. Il n'est donc pas seigneur quand il l'épouse, mais il était fils d'une seigneuresse. Françoise ne se remarie pas dans le même cercle socioprofessionnel, son deuxième époux étant officier dans les troupes de la Marine, en plus d'être seigneur. Il a aussi servi à plusieurs reprises d'interprètes entre les Canadiens et les Amérindiens alors que le premier mari était négociant.

Marie-Hélène Lemieux non plus ne se remarie pas dans le même cercle socioprofessionnel. Son premier époux, René Paquet, était menuisier alors que Robert Foucher, avec qui elle se remarie en 1705, est aubergiste. C'est donc de cet époux en deuxièmes noces que provient la profession de cabaretière que Marie-Hélène Lemieux déclare en 1744. Au contraire, la profession de cabaretière de Marie Rainville provient de son premier époux, Jacques Nolin. Elle a pratiqué sa profession pendant plus d'une dizaine d'années, même pendant son deuxième mariage avec Joseph Filteau, de novembre 1736 à janvier 1742. Ce dernier était navigateur comme Jacques Nolin. Elle se remarie donc dans le même cercle socioprofessionnel en ce qui a trait à son premier et son deuxième mariage, mais ce n'est pas le cas pour son troisième. Adrien Leclerc, qu'elle épouse en 1746, est

⁴⁸ C.J. Jaenen, « ROBINAU DE BÉCANCOUR, PIERRE, baron de Portneuf », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 14 octobre 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/robinau_de_becancour_pierre_2F.html.

⁴⁹ Malcom Macleod, « LEGARDEUR DE CROISILLE (Croizille) ET DE MONTESSON, JOSEPH-MICHEL », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 14 octobre 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/legardeur_de_croisille_et_de_montesson_joseph_michel_4E.html.

maître taillandier. Elle se marie donc tout de même avec un homme dont le statut est modeste.

Marie-Louise Corbin, boulangère, se remarie également dans le même cercle socioprofessionnel, épousant à deux reprises un boulanger. Elle se remarie en 1749 soit quelques années après le recensement dans lequel Nicolas Doyon était présent dans la maisonnée de Marie-Louise en tant que boulanger. Marie-Anne Aubuchon et Marie-Louise Corbin, boulangères, se remarient alors toutes deux à un autre boulanger, peut-être en raison de leur connaissance du métier par l'épouse, bien que Marie-Anne n'ait vécu qu'une année avec son premier époux. Nous pouvons penser aussi aux enjeux pragmatiques. Ces femmes peuvent avoir hérité d'équipements en lien avec la profession de leur défunt époux, ou même, de l'autorisation d'exercer le métier de boulanger. En effet, la profession de boulanger était très réglementée en Nouvelle-France notamment en ce qui concerne les produits, mais ceux-ci devaient avoir d'abord l'autorisation d'ouvrir une boulangerie puisque le nombre était limité⁵⁰. Le nombre de boulangerie dans la ville de Québec au début du XVIII^e siècle n'était que de cinq alors qu'il était de quinze en 1744⁵¹. Il faut tout de même mentionner que Marie-Anne Aubuchon provient de Montréal et épouse un boulanger de Québec en deuxième noces alors celui-ci possédait déjà une boulangerie autorisée⁵². Au contraire, Nicolas Doyon travaillait pour sa future épouse, Marie-Louise Corbin, en 1744. Les possessions des veuves, mais aussi leurs connaissances d'un métier peuvent donc être un facteur influent en ce qui a trait aux choix de l'épouse.

⁵⁰ Le 15 février 1677, le nombre de boulangers était limité à trois, voir Philippe Fournier, *La Nouvelle-France au fil des édits : Chronologie reconstituée d'après les principaux édits, ordonnances, arrêts, lois et règlements émis sous le Régime français*, Québec, Septentrion, 2011, p. 147.

⁵¹ Lachance, *Vivre à la ville*, p. 270-272.

⁵² Pierre Joly est le cinquième boulanger à obtenir la permission de tenir une boulangerie dans la ville de Québec le 5 septembre 1710, voir Philippe Fournier, *op. cit.*, p. 309-310.

Bien que les femmes qui déclarent une profession lors du recensement ne se marient pas dans les mêmes cercles socioprofessionnels desquels leur père provient, celles-ci sont en plus grand nombre à se remarier dans ces mêmes cercles que leur premier époux. En effet, sur les six femmes qui se remarient au moins une fois, quatre d'entre elles se remarient avec un homme provenant de la même catégorie que leur premier époux. Ces alliances matrimoniales reflètent parfois des ascensions sociales ou même des mésalliances selon les catégories professionnelles. Le statut socioéconomique des femmes de cette étude peut aussi en révéler davantage sur leur situation et sur leur catégorie professionnelle. Même si elle partage une profession, ces femmes n'ont pas nécessairement le même niveau de vie.

3. Le statut socioéconomique

Les sources utilisées en histoire sociale, particulièrement les contrats de mariage et les inventaires après-décès, sont très révélatrices pour étudier les structures socioéconomiques de la colonie, mais également de groupes sociaux et des individus particuliers. Les archives « [enregistrent] des transactions économiques [...] et des transactions sociales au sens large⁵³ ». Est-ce que les familles provenant des mêmes groupes socioprofessionnels présentent les mêmes niveaux de fortunes? Est-ce que certains groupes se distinguent beaucoup des autres groupes sur une échelle de fortune? Ce sont toutes des questions pour lesquelles les contrats de mariage et les inventaires après-décès peuvent nous éclairer⁵⁴.

⁵³ Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal au tournant du XIX^e siècle : préliminaires à une analyse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, n° 2, septembre 1976, p. 166.

⁵⁴ Louis Lavallée, « Les archives notariales et l'histoire sociale de la Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, n° 3 (décembre 1974) p. 397-398.

3.1 Le contrat de mariage : un indice du niveau économique des femmes

Le contrat de mariage est un document fondamental pour nous aider à mieux comprendre la situation économique des futurs époux. Le montant des douaires et préciputs qui y sont promis sont les principaux éléments que nous évaluons. Le douaire consiste en une pension que la veuve obtient sur les biens de son défunt époux. Cela peut être un douaire coutumier, c'est-à-dire la moitié de ses possessions, ou un douaire préfix quand le montant est stipulé dans le contrat de mariage. Le préciput consiste, quant à lui, à un montant stipulé dans le contrat de mariage qu'obtient le survivant du couple⁵⁵. Des informations supplémentaires nous informent, entre autres, sur les groupes socioprofessionnels desquels ils proviennent et ainsi, nous permettent d'évaluer les possibles alliances entre groupes professionnels ou sociaux⁵⁶. Sur les 23 femmes observées, 20 se marient au moins une fois, mais il y a, en tout, 27 mariages puisque certaines se marient plus d'une fois. Sur ces 27 mariages, 26 contrats de mariage ont été faits devant notaire, une proportion remarquable de près de 100%. Il n'y a que Marie-Hélène Lavergne, cabaretière, qui ne semble pas avoir fait de contrat de mariage avec son époux ou dont le contrat de mariage n'a pas été retrouvé.

Le contrat de mariage est l'acte le plus effectué à cette époque⁵⁷. Il demeure aussi important pour le premier que pour le deuxième ou même le troisième mariage. Sylvie Savoie a noté qu'à Trois-Rivières, aux XVII^e et XVIII^e siècles, les contrats de mariage étaient faits dans 75% des cas pour un premier mariage et 74,6% lors d'un remariage⁵⁸.

⁵⁵ Yves F. Zoltvany, « Esquisse de la Coutume de Paris », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, n° 3 (décembre 1971), p. 370.

⁵⁶ Louis Lavallée, *loc. cit.*, p. 391.

⁵⁷ *Ibid*, p. 387.

⁵⁸ Savoie, *loc. cit.*, p. 159.

Devant ces statistiques, il est d'autant plus remarquable que le taux de contrat de mariage soit de près de 100% dans le cas des femmes étudiées. Toutefois, quelques-uns d'entre eux se sont avérés introuvables alors que d'autres étaient dans un mauvais état tel qu'il n'a pas été possible d'en lire les informations essentielles dont le régime matrimonial ainsi que les montants du douaire et du préciput. Sur les 26 contrats de mariage, il a été possible d'en analyser 21. Selon la Coutume de Paris en vigueur en Nouvelle-France, les futurs époux pouvaient choisir leur régime matrimonial. Il y en avait trois principaux : la communauté de biens, l'exclusion de communauté et la séparation de biens⁵⁹. Toutefois, la communauté de biens était le régime matrimonial le plus fréquemment choisi par le futur couple. Il en est de même pour les couples de notre groupe de même que pour leurs enfants puisqu'ils choisissent tous de s'unir en communauté de biens. En ce qui concerne le douaire, ce montant concerne seulement l'épouse. Si elle est la personne survivante à sa communauté, l'épouse aura droit à un douaire. Il y en a deux types : le douaire coutumier et le douaire préfix. Le premier consiste en la moitié du revenu de l'héritage alors que le douaire préfix est un montant convenu dans le contrat de mariage⁶⁰. Dans le cas des femmes du corpus, il est presque toujours indiqué qu'elles auront le choix entre le douaire coutumier ou le douaire préfix d'un certain montant. Suivent, dans le tableau ci-dessous, les montants moyens de douaire et de préciput prévus dans les contrats de mariages contactés entre 1679 et 1746 selon les catégories professionnelles.

⁵⁹ Bettina Bradbury et Allan Stewart, « Marriage Contracts as a Source for Historians », dans Donald Fyson, Colin M. Coates et Kathryn Harvey (dir.), *Class, Gender and the Law in Eighteenth and Nineteenth-Century Quebec : Sources and Perspectives*, Montréal, Montreal History Group, 1993, cahier 1, p. 34.

⁶⁰ Gousse, *op. cit.*, p. 135.

Tableau 2.1 : Douaire et préciput moyens par catégories professionnelles

Catégories professionnelles	Douaire (Livres)	Préciput (Livres)	Nb de contrats
Artisanes	860	460	5
Cabaretières	683,33	525	6
Commerçantes	4000	1042,86	6
Sages-femmes	225	150	2
Métiers à la journée	4000	1000	1
Ensemble des femmes	1842,50	669,05	20

Source : 20 contrats de mariage des femmes du corpus qui se marient

Les commerçantes reçoivent les plus hauts douaire et préciput parmi toutes les catégories professionnelles. Certaines de ces femmes ont même des douaires bien plus élevés que le douaire moyen des commerçantes de cette étude, mais aussi bien plus élevés que les montants de douaire des marchands de Montréal. Effectivement, ceux-ci avaient un montant de douaire préfix allant de 1000 à 2000 livres entre 1650 et 1701 selon Louise Dechêne⁶¹ et de 1871 livres entre 1740 et 1742 selon Nathalie Pilon⁶². Nous pouvons prendre l'exemple des négociantes Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Cheron qui ont des douaires respectifs de 5000 et 8000 livres⁶³. Bien que Françoise Boucher de Boucherville conclut un mariage hypogamique, celle-ci a un douaire plus élevé de près de 1500 livres par rapport aux autres membres de la deuxième génération des Boucher de Boucherville, le douaire moyen étant à 3583 livres⁶⁴. Il faut aussi noter que

⁶¹ Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1988, p. 421.

⁶² Nathalie Pilon, « Le destin des veuves et des veufs de la région de Montréal au milieu du XVIII^e siècle : pour mieux comprendre la monoparentalité dans le Québec préindustriel », *Mémoire de maîtrise (histoire)*, Université de Montréal, 2000, p. 86-88.

⁶³ BANQ-Q, Greffe du notaire Antoine Loiseau dit Châlons, Contrat de mariage entre Jean-Baptiste Pommereau et Françoise Boucher, 7 mars 1736 ; BANQ-Q, Greffe du notaire Jacques Barbel, Contrat de mariage entre Joseph Poulin et Anne Cheron, 8 août 1730.

⁶⁴ Isabelle Tanguay, *loc. cit.*, p. 107.

l'un des douaires n'a pas pu être compté dans le tableau 2.1, ci-dessus, puisque celui-ci consiste en une rente annuelle de 500 livres. Il s'agit du douaire de Marie-Anne Denis⁶⁵.

Un élément surprenant ressort du tableau. Il s'agit du douaire et du préciput indiqués dans le contrat de mariage d'Angélique Palin, journalière en 1744⁶⁶. En effet, le douaire est de 4000 livres, soit le même montant que le douaire moyen des commerçantes, alors que le préciput est de seulement quelques livres de moins que le préciput moyen de ces dernières. Il est étonnant d'observer une somme si élevée en raison de la catégorie dont provient Angélique. Il nous a toutefois été impossible de déterminer la profession de son époux, Jean-Robert Demitre, provenant peut-être d'une autre catégorie professionnelle. Il est toutefois mentionné qu'il vient de Saint-Malo. En observant les personnes présentes, il n'y a pas une grande liste de témoins. La personne qui ressort le plus est le conseiller au conseil souverain Jean-François Hazeur qui est présent autant pour le contrat de mariage que pour le mariage qui ont lieu la même journée⁶⁷. Avec de tels montants, nous pouvons supposer que celle-ci a eu une ascension sociale lors de son mariage en 1727. Ses deux enfants qui se marient ne feront pas de contrat de mariage, ne nous permettant pas de comparer celui de la mère avec ceux de ses enfants. Ces montants contrastent beaucoup avec les moyennes de douaire et de préciput observés par Nathalie Pilon pour les journaliers de Montréal entre 1740 et 1742 qui ne sont respectivement que de 300 et de 150 livres⁶⁸.

⁶⁵ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Claude Louet, Contrat de mariage entre Michel Berthier et Marie-Anne Denis, 17 septembre 1724.

⁶⁶ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Étienne Dubreuil, Contrat de mariage entre Jean-Robert Démitte et Marie-Angélique Palin, 4 mai 1727.

⁶⁷ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Étienne Dubreuil, Contrat de mariage entre Jean-Robert Demitre et Marie-Angélique Palin, 4 mai 1727 ; PRDH, Acte de mariage de Jean-Robert Demitre et Marie-Angélique Palin, 4 mai 1727, #68540.

⁶⁸ Pilon, *loc. cit.*, p. 86-88.

Les artisanes sont la troisième catégorie professionnelle avec les montants les plus élevés en ce qui concerne le douaire moyen alors que ce sont les cabaretières pour le préciput moyen. Les artisans de Montréal, entre 1740 et 1742, avaient, quant à eux, des douaires et des préciputs moyens inférieurs à ceux des femmes de notre groupe. Les montants étaient de 624 et 297 livres⁶⁹. Les sages-femmes sont au dernier rang avec un douaire moyen de 225 livres et un préciput moyen de 150 livres. Ces montants sont très inférieurs à ceux des autres catégories professionnelles.

Sur les 20 femmes qui déclarent une profession et qui se marient au cours de leur vie, 16 ont au moins un enfant qui se marie. En ce qui concerne les quatre autres femmes, Charlotte Vergeat et Marie-Anne Denis n'ont pas eu d'enfants qui sont parvenus à l'âge adulte. Marie-Anne Cheron a deux filles qui sont rendues à l'âge adulte, mais elles sont demeurées célibataires. Concernant Charlotte Rancourt, nous n'avons que ces deux traces en ce qui concerne cette femme dont son contrat de mariage⁷⁰. Il est indiqué au PRDH qu'elle est décédée « hors Québec », ce qui pourrait expliquer pourquoi nous n'avons pas plus d'information sur sa descendance, si elle a eu des enfants.

Au total, les fiches de familles réalisées révèlent que 60 enfants des femmes de notre groupe se sont mariés. Nous n'avons cependant trouvé des traces que de seulement 41 contrats de mariage. Ce sont donc environ les deux tiers des enfants qui auraient fait un contrat de mariage. Cette donnée est particulière puisque ces mariages ont lieu entre 1698 et 1775 dont environ la moitié sont à une décennie près de 1750, une période où presque tous les couples signaient un contrat de mariage avant la cérémonie. Ce n'est qu'après 1780

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ BANQ-TR, Greffe du notaire Jean Leproust, Contrat de mariage entre Jean-Baptiste Dupré et Charlotte Rancourt, 14 septembre 1760.

que le nombre de contrats de mariage est en déclin par rapport au nombre total d'unions⁷¹. Parmi ces 41 actes, il y en a cinq dont nous n'avons pu trouver les informations nécessaires soient par le manque de lisibilité ou simplement parce que l'acte était introuvable.

Tableau 2.2 : Douaire et préciput moyens des enfants selon la catégorie professionnelle de leur mère

Catégories professionnelles	Douaire (Livres)	Préciput (Livres)	Nb contrat
Artisanes	1384,62	669,23	14
Cabaretières	800	354,33	11
Commerçantes	3000	1500	1
Sages-femmes	418,18	234,09	10
Métiers à la journée			
Ensemble des enfants	955,56	463,19	36

Source : 36 contrats de mariage des enfants des femmes du corpus

Les résultats ne sont pas très différents lorsque nous évaluons les douaires et préciputs moyens des enfants selon les catégories professionnelles déclarées par les mères. Dans le tableau 2.2, ci-dessus, les enfants des commerçantes sont ceux qui affichent les montants les plus élevés, autant pour le douaire que pour le préciput. Cependant, le montant moyen du douaire est légèrement inférieur pour les enfants qu'il ne l'était pour leur mère commerçante. Les montants se rapprochent plus des moyennes des marchands de Montréal entre 1740 et 1742, bien que toujours plus élevés. Il n'a pas été possible d'évaluer de montants pour les enfants des femmes pratiquant un métier à la journée puisque nous n'avons aucune indication que Charlotte Rancourt ait eu des enfants alors que les deux enfants d'Angélique Palin qui se marient n'ont pas fait de contrat de mariage. Au contraire des commerçantes, les montants du douaire et du préciput moyen des artisanes et des

⁷¹ Bradbury et Stewart, *loc. cit.*, p. 32-33.

commerçantes révèlent une augmentation, sauf pour le préciput des enfants de cabaretières qui, lui, baisse d'environ 175 livres. Les enfants des sages-femmes ont, eux aussi, des douaire et préciput plus élevés que ceux de leurs parents.

Les contrats de mariage des femmes de même que ceux de leurs enfants révèlent une différence économique entre les catégories professionnelles où les commerçantes sont les mieux nanties alors que le contrat de mariage d'Angélique Palin, journalière, révèle une surprise avec des montants de douaire et de préciput autant élevés, ou presque, que les commerçantes. Les artisanes et les cabaretières sont ensuite tout près les unes des autres alors que les sages-femmes arrivent au dernier rang avec des familles d'habitants et donc, ayant un niveau économique inférieur aux autres catégories professionnelles. Le niveau économique est parfois difficile à évaluer, surtout avec seulement une source portant sur un moment précis de la vie de ces femmes et de leurs époux ainsi que de leurs enfants. Il indique cependant le niveau de vie que la veuve devrait conserver après le décès de son époux. Il est alors opportun d'utiliser un autre type de source, l'inventaire après-décès, pour évaluer, cette fois-ci, le niveau de vie de ces femmes.

3.2 Un niveau de vie similaire selon la profession?

L'inventaire après-décès est une source extrêmement importante en histoire sociale. Il permet, entre autres, de déterminer le niveau de vie de certaines des femmes selon les possessions qu'elles avaient à la fin de leur communauté qui s'est dissoute, dans la majorité des cas, au décès de l'un des deux époux⁷². Il est nécessaire d'évaluer le niveau de vie de ces femmes puisque celui-ci « permet [...] de quantifier la qualité de vie sans tenir compte de la valeur monétaire des objets, de la richesse ou de l'endettement relatif des individus

⁷² Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal au tournant du XIX^e siècle », p. 176.

concernés⁷³ ». Il faut cependant noter que les détails de l'inventaire peuvent différer d'un notaire à l'autre et qu'il n'était pas rare qu'une partie des objets ne soient pas vraiment recensés dont la nourriture⁷⁴. Certains objets peuvent être omis dont les jeux, mais parfois aussi des objets qui sont considérés « pour mémoire » alors qu'ils peuvent être essentiels dans l'évaluation du niveau de vie⁷⁵.

Le niveau de vie a été déterminé à partir de la plus récente grille proposée par Christian Dessureault et John A. Dickinson⁷⁶ elle-même inspirée de la grille de Micheline Baulant, mais adaptée aux objets retrouvés dans la vie quotidienne en Nouvelle-France⁷⁷. La grille est séparée en cinq catégories qui totalisent un indice calculé sur 100. Chacune vaut 20 points dont le nombre est calculé par une simple règle de trois selon le nombre d'objets appartenant à ces catégories⁷⁸. La première, le « nécessaire », compte onze objets de première nécessité comme le lit, la vaisselle ou même l'éclairage. La deuxième, « vie domestique », inventorie quinze objets de « biens de consommation qui constituent des

⁷³ Miguel Daraïche-Leblanc, « Les marguilliers de la fabrique Notre-Dame de Montréal, 1760-1810 », Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2008, p. 64.

⁷⁴ Paquet et Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal », p. 181.

⁷⁵ Paquet et Wallot, « Les inventaires après-décès : source riche », p. 393.

⁷⁶ Christian Dessureault et John A. Dickinson, « Culture matérielle et niveau de vie dans l'Amérique du Nord coloniale », dans Christian Dessureault, *Le monde rural québécois aux XVIII^e et XIX^e siècles : culture, hiérarchies, pouvoirs*, Montréal, Fides, 2018, p. 231-264.

⁷⁷ Micheline Baulant, « L'appréciation du niveau de vie. Un problème, une solution », *Histoire et mesure*, vol. IV, n° 3-4, 1989, p. 267-302 ; pour en savoir plus sur le niveau de vie et l'évolution de la grille pour les Canadiens, voir, entre autres, Christian Dessureault, « Niveau de vie dans le Richelieu-Yamaska, 1800-1840. Étude préliminaire pour une comparaison France-Québec », dans Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Famille, économie et société rurale et contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècle)*, Chicoutimi/Paris, Centre interuniversitaire SOREP, 1990, p. 185-198 ; John A. Dickinson, « Niveaux de vie des paysans normands et québécois au 18^e siècle », dans Ibid, p. 213-224 ; Christian Dessureault et John A. Dickinson, « Niveau de vie et reproduction sociale dans la plaine de Montréal, 1740-1804 », dans Rolande Bonnain, Gérard Bouchard et Joseph Goy, *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIII^e-XX^e siècles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992, p. 153-167 ; Christian Dessureault, John A. Dickinson et Thomas Wien, « Living Standards of Norman and Canadian Peasants, 1690-1835 », dans Anton J. Schuurman et Lorena S. Walsh (dir.), *Proceeding of the Eleventh International Economic History Conference, Session B4, Material Culture : Consumption, Life-style, Standard of Living, 1500-1900*, Milan, Università Bocconi, 1994, p. 95-112.

⁷⁸ La grille utilisée est reproduite à l'Annexe D.

éléments de base⁷⁹ ». Cette partie compte, entre autres, la pelle à feu, le fer à repasser, le chandelier et la marmite. Vient ensuite la catégorie « confort » qui compte, elle aussi, quinze objets. L'historien Christian Dessureault mentionne que cette catégorie porte sur des objets qui apportent encore plus de confort au sein de la maison par différents moyens, soit pour conserver la chaleur ou accroître l'intimité. Parmi les quinze objets, il y a le fauteuil, le poêle en fer, les rideaux de fenêtre ou même la bassinoire. La quatrième catégorie, « civilisation », liste quinze objets qui se répandent un peu plus au fil des années en Nouvelle-France, mais qui sont toujours assez rares dont les fourchettes, les épices, la décoration intérieure de même que les objets en lien avec la lecture et l'écriture. Finalement, la catégorie « luxe » recense onze objets rares et plutôt coûteux à l'époque : le fait de détenir trois chambres ou plus dans la maison, la possession d'un tournebroche ou d'une poissonnière de même que des objets de différents matériaux plus rares dont la porcelaine, le cristal ou l'argenterie attestent de toute évidence d'un niveau de vie nettement supérieur⁸⁰.

Sur les 23 femmes de notre groupe, il y a eu au moins un inventaire de réalisé pour 14 d'entre elles. Parmi celles-ci, deux (Louise Douaire de Bondy et Marie-Hélène Lemieux) ont un total de trois inventaires. Les deux premiers ont été faits après les décès de leur premier et second époux alors que le troisième suit leur propre mort et a été demandé par les héritiers. Puis, Marie-Anne Aubuchon a eu deux inventaires après-décès suivant la mort de chacun de ses époux. Nous avons donc un total de 18 inventaires après-

⁷⁹ Dessureault et Dickinson, « Culture matérielle et niveau de vie », p. 236.

⁸⁰ *Ibid*, p. 235-237.

décès qui concernent ces femmes. Un nombre qui est tout de même élevé malgré la rareté de ce type d'acte⁸¹.

Il n'est pas étonnant que neuf de ces femmes n'aient pas fait d'inventaires après-décès. Trois d'entre elles demeurent célibataires et n'ont pas de communauté à dissoudre au courant de leur vie. Puis, l'inventaire était un acte notarié très coûteux que seulement une partie de la population pouvait se payer. Il faut également que les femmes possèdent un minimum de biens pour procéder à un inventaire après-décès⁸². L'absence d'inventaires chez ces femmes peut alors révéler une certaine précarité économique bien que ce soit peut-être parfois seulement un choix, surtout si elles ne se remarient pas et qu'il n'y a pas urgence à mettre fin légalement à la communauté des biens. La seule des femmes qui se remarie et pour laquelle aucun inventaire après-décès ne semble avoir été réalisé est Françoise Boucher de Boucherville alors qu'elle était sous le régime matrimonial de la communauté de biens. Il est aussi possible que celui-ci soit demeuré introuvable. Bien que ce soit un document important pour régler les successions, les inventaires ne sont pas toujours faits et encore moins dans les délais prévus. Christian Dessureault et John A. Dickinson parlent ici d'un certain « relâchement dans la pratique notariale⁸³ ». L'inventaire après-décès n'est pas exigé par la loi, mais peut être imposé pour diverses raisons dont la séparation de l'héritage lorsque nécessaire⁸⁴.

Parmi les 18 inventaires après-décès, trois d'entre eux ont été retirés de l'analyse pour différentes raisons. Le premier, celui de la sage-femme Anne Labbé en 1730, semble

⁸¹ Lavallée, *loc. cit.*, p. 396.

⁸² *Ibid.*

⁸³ Dessureault et Dickinson, « Niveau de vie et reproduction sociale », p. 165.

⁸⁴ Paquet et Jean-Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal », p. 177.

être un inventaire après-décès incomplet⁸⁵. Il ne compte que trois pages dont une page seulement qui porte sur les objets inventoriés et aucune autre section n'est présente dans cet acte. C'est étonnant parce que l'inventaire compte habituellement plusieurs sections et quelques dizaines de pages⁸⁶. Le deuxième, celui de la cabaretière Marie-Hélène Lemieux en 1746, est illisible⁸⁷. Il n'est donc pas possible de bien analyser le niveau de vie pour cet inventaire. Le troisième, celui de la négociante Françoise Boucher de Boucherville, ne porte que sur la ferme de celle-ci se situant à Bécancour⁸⁸. Certains actes, plus difficiles à lire que d'autres, n'ont pas pu être lus en totalité. Les inventaires retenus sont alors ceux qui ont pu être lu dans l'entièreté ou, au moins, tous les objets. Ainsi, nous évitons une grille erronée dans laquelle des objets nous auraient échappés par l'impossibilité de les déchiffrer.

⁸⁵ BANQ-Q, Greffe du notaire François Rageot de Beaurivage, Inventaire des biens de la communauté de Anne Labbé, veuve de François Allaire, 21 février 1730.

⁸⁶ Louis Lavallée, *loc cit.*, p. 395.

⁸⁷ BANQ-Q, greffe du notaire Jean-Claude Panet, Inventaire des biens de la communauté des défunts Hélène Lemieux et Robert Foucher dit Saint Aubin, 21 novembre 1746.

⁸⁸ Nous avons considéré que cet inventaire après-décès ne représentait pas son niveau de vie puisque ce n'est pas sa maison principale. Cet acte a donc été retiré de l'analyse : BANQ-TR, greffe du notaire Jean-Baptiste Badeaux, Inventaire des biens de la communauté de Françoise Boucherville, veuve de Michel Montesson, 7 juin 1777.

Tableau 2.3 : Indice moyen du niveau de vie par catégories professionnelles

Catégories professionnelles	Commerçantes	Cabaretières	Artisanes	Toutes catégories
Nombre d'inventaires	4	6	5	15
Nécessaire	20	17,58	19,27	18,79
Vie domestique	13	11,78	11,2	11,91
Confort	9,67	6,44	7,46	7,64
Civilisation	6	3,78	3,73	4,35
Luxe	5,45	1,81	2,18	2,91
Indice moyen	54,12	41,39	43,85	45,60

Source : 15 inventaires après-décès des femmes

Parmi les cinq catégories professionnelles desquelles proviennent les 23 femmes, il n'y en a que trois dont nous avons pu avoir au moins un inventaire après-décès complet et lisible comme nous pouvons le constater dans le tableau 2.3. En ce qui concerne les femmes ayant un métier à la journée, ni Angélique Palin ni Charlotte Rancourt n'ont fait d'inventaire après-décès tout comme Catherine Bonhomme, la deuxième sage-femme de l'étude. Le résultat dans la première catégorie est tout près de 20 sur 20 pour la plupart des catégories professionnelles. En ce qui concerne la catégorie « vie domestique », il y a quelques objets qui se retrouvent dans la presque totalité des maisonnées dont les draps, les nappes, les chandeliers ainsi que la poêle à frire. Certains objets sont moins présents dans les inventaires dont la huche et la crémaillère. Le moyen de chauffage principal des femmes semble surtout être le poêle de fer qui est présent dans onze des quinze inventaires. Un autre élément de la catégorie « confort » qui est très présent dans les inventaires est la présence d'une chambre au sein du foyer. Effectivement, il y a une chambre dans treize des quinze inventaires. En ce qui concerne les deux dernières catégories, ce sont des objets dont la présence est bien plus rare au sein des maisons. Les objets les plus fréquents parmi

ceux-ci sont les fourchettes dans la catégorie « civilisation » ainsi que l'argenterie et la présence de trois chambres ou plus au sein du foyer. Ils sont présents, respectivement, dans neuf, huit et six inventaires.

Les commerçantes ont un niveau de vie plus élevé que les cabaretières et les artisanes. L'indice de niveau de vie des commerçantes de notre groupe se rapproche de celui des marchands étudiés par Claude Pronovost lors de la période 1720 à 1840 qui est de 60,24%⁸⁹. Il faut cependant mentionner que, sur les quatre inventaires de cette catégorie professionnelle, trois concernent la marchande Louise Douaire de Bondy⁹⁰ alors qu'un seul concerne une des quatre négociantes du corpus, Marie-Anne Cheron⁹¹. Leur indice de niveau de vie est alors très élevé étant à 57,1% pour Marie-Anne alors qu'au plus haut, il est à 58,79% pour Louise. Elles sont donc très proche de la catégorie « civilisation » de même que de l'indice de niveau de vie des descendants de la famille noble des Boucher qui est à 58,49% avant 1760 et à 67,97% pour la période qui suit⁹². L'inventaire de Marie-Anne Cheron a été fait après son décès en 1774 alors que l'inventaire avec le meilleur indice pour Louise Douaire de Bondy a été fait en 1724, après le décès de son deuxième époux. Elles ont alors plusieurs possessions qui sont plutôt rares dans les autres maisonnées dont un bassin, un saloir, une fontaine, des rideaux de fenêtre, des tableaux, des tapisseries ainsi qu'une poissonnière.

⁸⁹ Claude Pronovost, *La bourgeoisie marchande en milieu rural (1720-1840)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998, p. 60.

⁹⁰ BANQ-Q, Greffe du notaire François Genaples de Bellefonds, Québec, Inventaire des biens de la communauté de Louise Douaire, veuve de Pierre Allemand, marchand bourgeois, 30 décembre 1692 ; Greffe du notaire Jacques Barbel, Inventaire des biens de la communauté de Louise Douaire, veuve de Nicolas Pinault, marchand bourgeois, 30 mai 1724 ; Greffe du notaire Claude Barolet, Inventaire des biens de la communauté des défunts Marguerite-Louise Douaire et Nicolas Pinaud, 1^{er} août 1746.

⁹¹ BANQ-Q, Greffe du notaire André Genest, Inventaire des biens de la communauté des défunts Marie-Anne Cherron, veuve de Joseph Nicolet.

⁹² Tanguay, *loc. cit.*, p. 126.

Les artisanes ont un niveau de vie légèrement plus élevé que les cabaretières bien que, dans certaines catégories, ce soit les cabaretières qui ont des résultats supérieurs. Marie-Anne Aubuchon, boulangère, est l'artisanne avec le plus bas indice de niveau de vie, à 35,51% en 1713, après le décès de son premier époux, seulement un an après leur mariage⁹³. C'est également celle-ci qui a l'indice de niveau de vie le plus haut à 54,78% en 1743, après le décès de son second époux⁹⁴. Nous voyons ici l'évolution de l'indice de niveau de vie selon la période de vie à laquelle l'inventaire est fait. Le premier a été réalisé lorsqu'elle était encore très jeune et avait probablement très peu de possession alors que le deuxième a lieu trois décennies plus tard et après un second mariage. Le nombre d'années du mariage peut alors être un facteur important. Cependant, ce ne sont pas toutes les femmes provenant d'une même catégorie professionnelle qui ont un même niveau de vie. L'indice de niveau de vie moyen des artisanes, à 43,85, est très semblable à l'indice observé par Dominique Bouchard en ce qui a trait aux artisans du fer de Montréal entre 1730 et 1753. Celui-ci est de 43,4%⁹⁵.

Les cabaretières sont parmi les femmes ayant le niveau de vie qui varie le plus. Madeleine Delaunay est celle dont le niveau de vie est le plus bas pour les cabaretières avec 23,88%⁹⁶ atteignant à peine le niveau de la « vie domestique ». Cependant, il est

⁹³ BANQ-MTL, Greffe du notaire Antoine Adhémar de Saint-Martin, Inventaire des biens de la communauté de Marie-Anne Aubuchon (mineure), veuve de Jean-Baptiste Tessier dit Latessonière, 16 février 1713 ; BANQ-Q, Greffe du notaire Gilbert Boucault de Godefeus, Québec, Inventaire des biens de la communauté de Marie-Anne Aubuchon, veuve de Pierre Joly, boulanger, épouse antérieure de Jean-Baptiste Tessier dit Latessonière, 4 juillet 1743.

⁹⁴ BANQ-Q, greffe du notaire Gilbert Boucault de Godefeus, Inventaire des biens de la communauté de Marie-Anne Aubuchon, veuve de Pierre Joly, boulanger, épouse antérieure de Jean-Baptiste Tessier dit Latessonière, 4 juillet 1743.

⁹⁵ Dominique Bouchard, « La culture matérielle des canadiens aux XVIII^e siècle : analyse du niveau de vie des artisans du fer », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 4 (printemps 1994), p. 486.

⁹⁶ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Antoine Panet, Inventaire des biens de la communauté de feu Madeleine Delaunay, veuve de Louis Enouille dit Lanoix, 20 juillet 1774.

important de noter que cet inventaire a été fait suite à son propre décès. Il arrive souvent que les parents, lorsqu'ils sont très âgés, décident de disperser une partie de leurs biens avant leur mort⁹⁷. C'est le cas de Madeleine qui décide de faire la donation de la moitié de ses biens à l'un de ses fils, Joseph, plus de quinze ans avant son décès⁹⁸. Les cabaretières ayant le plus haut niveau de vie, quant à elles, sont Marie Rainville et Marie-Hélène Lemieux avec des indices respectifs de 56,47%⁹⁹ et 56,11%¹⁰⁰, à un indice plus élevé que la moyenne des commerçantes. Elles se retrouvent alors au niveau de la catégorie « confort ». Toutes deux possèdent tous les objets de la catégorie « nécessité » et presque tous les objets de la deuxième catégorie « vie domestique ». Ce qui les différencie des autres cabaretières est la possession de quelques objets des deux dernières catégories comme les couteaux de table, les fourchettes, l'argenterie et même des indices de lecture dans le cas de Marie Rainville et, pour Marie-Hélène Lemieux, les fourchettes et l'argenterie aussi, ainsi qu'un tournebroche et trois chambres au sein de son foyer. Il faut toutefois prendre en compte la période durant laquelle ces inventaires ont été réalisés. En effet, il est possible de voir une amélioration du niveau de vie des habitants au fil des décennies¹⁰¹. Ainsi, le graphique ci-bas nous permet de mieux analyser le niveau de vie des femmes selon leur catégorie professionnelle, mais également selon la période.

⁹⁷ Paquet et Wallot, « Les inventaires après-décès à Montréal », p. 182.

⁹⁸ Brun, *op. cit.*, p. 71.

⁹⁹ BANQ-Q, Greffe du notaire Jacques-Nicolas Pinguet de Vaucour, Inventaire des biens de la communauté de Marie Rainville, veuve de Joseph Feuilloteau, 10 mars 1742.

¹⁰⁰ BANQ-Q, Greffe du notaire Jacques-Nicolas Pinguet de Vaucour, Inventaires des biens de la communauté de Marie-Hélène Lemieux, veuve de Robert Faucher dit St Aubin, 30 avril 1735.

¹⁰¹ Dessureault et Dickinson, « Culture matérielle et niveau de vie », p. 245.

Tableau 2.4 : Niveau de vie des femmes selon la période et leur catégorie professionnelle

Catégories professionnelles	1692-1704 (nb d'actes)	1713-1724 (nb d'actes)	1730-1739 (nb d'actes)	1742-1749 (nb d'actes)	1774 (nb d'actes)
Commerçantes	43,14 (1)	58,79 (1)		57,45 (1)	57,1 (1)
Cabaretières	27,88 (1)		53,38 (2)	44,9 (2)	23,88 (1)
Artisanes		35,51 (1)	39,15 (1)	48,19 (3)	

Source : 15 inventaires après-décès des femmes

Nous pouvons noter une continuité avec le premier tableau où les commerçantes ont un meilleur niveau de vie que les cabaretières et les artisanes et ce, au cours de toutes les périodes desquelles proviennent les inventaires après-décès. Le niveau de vie reste presque toujours égal à partir de 1713, entre 57% et 58%, atteignant presque le niveau de vie de « civilisation ». L'inventaire le plus bas des commerçantes, à 43,14%, est le premier inventaire de la marchande Louise Douaire de Bondy¹⁰². Il reste tout de même dans une catégorie intéressante, atteignant celle du « confort ». Il est certain que le niveau de vie d'une femme est inférieur lorsque son mari décède à un jeune âge que lorsqu'il est âgé entre 40 et 55 ans¹⁰³. C'est le cas pour Louise Douaire de Bondy qui devient veuve pour la première fois à 25 ans. Ce tableau permet alors de voir l'amélioration du niveau de vie pour toutes les catégories professionnelles, sauf pour les cabaretières qui varient d'une période à l'autre. Cela nous permet de conclure que le niveau de vie des cabaretières est très variable, peut-être en fonction du deuxième métier pratiqué par le mari, si tel est le cas. Puis, durant la période de 1730 à 1739, nous pouvons remarquer que les cabaretières ont un niveau de vie se rapprochant de celui des commerçantes avec un niveau de vie de

¹⁰² BANQ-Q, Greffe du notaire François Genaples de Bellefonds, Inventaire des biens de la communauté de Louise Douaire, veuve de Pierre Allemand, marchand bourgeois, 30 décembre 1692.

¹⁰³ Paquet et Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal », p. 182.

53,38%. Celui-ci diffère beaucoup du niveau de vie moyen des cabaretières qui est de 41,39% dans le tableau précédent. Cela passe alors d'une entrée de la catégorie « confort » à un pourcentage se rapprochant fortement de la « civilisation ».

Il est très intéressant que le niveau de vie de ces femmes, peu importe leur catégorie professionnelle, dépasse, dans la majorité des cas, le niveau de vie des seigneurs roturiers étudiés par Benoît Grenier. Ce ne sont que les cabaretières qui ont parfois un niveau de vie inférieur aux seigneurs. Bien que ceux-ci vivaient au XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, au moins une des colonnes analyse la même période que l'un des actes analysés. Le niveau de vie de 34% des seigneurs¹⁰⁴ est dépassé par la marchande Louise Douaire de Bondy avec son niveau de vie à 43,14% en 1692. Ceux-ci se retrouvent dans les catégories de la nécessité et de la vie domestique alors que Louise Douaire de Bondy atteint le niveau du confort. Les commerçantes se démarquent alors largement des autres groupes que ce soit les femmes de cette étude appartenant aux catégories professionnelles ainsi que les seigneurs des débuts de la colonie.

Le niveau de richesse, selon les contrats de mariage, et le niveau de vie, selon les inventaires après-décès, nous permettent d'évaluer comment vivaient ces femmes à des moments précis de leur vie. Ils permettent aussi de déterminer si certaines femmes se distinguent des chiffres moyens de leur catégorie professionnelle, soit par un niveau plus élevé ou même par un niveau inférieur. Ces informations sont importantes pour examiner des traces d'autonomie ou même leur précarité économique, si tel est le cas. L'inventaire après-décès, document plus rarement réalisé que les contrats de mariage, est alors moins

¹⁰⁴ Benoît Grenier, « Devenir seigneur en Nouvelle-France : mobilité sociale et propriété seigneuriale dans le gouvernement de Québec sous le régime français », Mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 2000, p. 97.

représentatif de l'ensemble de la population¹⁰⁵. Les classes les plus humbles de la population ne peuvent parfois pas se permettre de payer pour la réalisation d'un tel document¹⁰⁶. La prestance sociale de ces femmes pourrait être perceptible à travers les liens sociaux qu'elles entretiennent entre elles ainsi que, parfois, avec des membres de la notabilité.

4. Les réseaux de sociabilité

Les liens sociaux et familiaux étaient très importants à l'époque de la Nouvelle-France. C'est pour cette raison que les stratégies matrimoniales et familiales sont essentielles, pour la mise en place d'un réseau social favorable¹⁰⁷. Les groupes sociaux sont plus définis dès le XVIII^e siècle, mais ils ne ressemblent en rien à la structuration sociale de la France qui connaît un plus vaste éventail de groupes. Certains groupes sont privilégiés dans la société et ont tendance à s'allier entre eux. Il s'agit de la noblesse, de la grande bourgeoisie de même que des membres de l'administration civile¹⁰⁸. Un autre groupe émerge de la croissance du peuplement et de la supériorité sociale de ces personnes : les notables. Ceux-ci sont des personnes qui ont une forte situation sociale. Nous pouvons nommer, entre autres, Gilles Hocquart et Michel Bégon qui ont, tous deux, été Intendant de justice, police et finances en la Nouvelle-France. Des liens avec ces personnes, familiaux ou sociaux, sont très marquants au sein de la société¹⁰⁹. Les réseaux sociaux des femmes seront alors analysés, tant leurs liens familiaux que sociaux entre elles, mais aussi

¹⁰⁵ Paquet et Wallot, « Les inventaires après décès à Montréal », p. 180.

¹⁰⁶ Lavallée, *loc. cit.*, p. 396.

¹⁰⁷ Mathieu, *op. cit.*, p. 208.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 212-213.

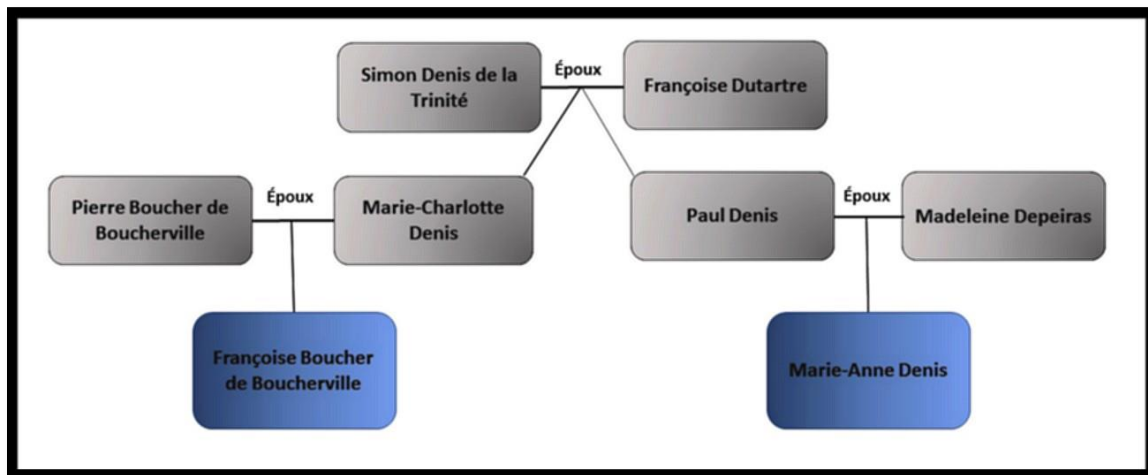
¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 215.

les liens qu'elles peuvent entretenir avec des notables. Ces informations nous permettront d'en apprendre davantage sur les réseaux que peuvent entretenir ces femmes.

4.1 Des liens familiaux, sociaux et géographiques entre les femmes

En analysant les familles des 23 femmes, il a été possible de trouver des liens familiaux entre quelques-unes d'entre elles. Effectivement, certaines de ces femmes sont cousines. Le premier couple de cousines est composé de Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis. La mère de Françoise, Marie-Charlotte Denis, est la sœur du père de Marie-Anne, Paul. Elles pratiquent la même profession de négociante et habitent très près l'une de l'autre comme nous pourrions le voir dans la carte présentée plus bas.

Figure 2.1 : Liens entre les cousines Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis



Sources : Actes de baptême Marie-Charlotte Denis, Paul Denis, Marie-Anne Denis et Françoise Boucher de Boucherville

Marie Rainville et Marie-Louise Corbin sont également cousines. La mère de Marie-Louise, Marie-Charlotte Rainville, est la demi-sœur du père de Marie, Jean. Il est possible de trouver quelques liens entre ces cousines. En effet, Augustin Laroche, futur époux de Marie-Louise, est le parrain du fils de Marie Rainville et Jacques Nolin, Augustin,

en 1722¹¹⁰, moins de deux ans avant son mariage. Ensuite, André Corbin, le père de Marie-Louise, est aussi le parrain pour un des enfants de Marie et Jacques, Marie-Angélique, le 2 août 1729¹¹¹. Elles n'ont donc pas de liens directs, mais des membres de la famille rapprochée de Marie-Louise sont parrains pour des enfants de Marie Rainville, sa cousine. La parenté est alors très importante lors du choix du parrain et de la marraine. Suzanne Gousse affirme que, dans le cas des couturières de son étude, le choix des parrains et des marraines se faisaient à travers la famille étendue dans 25 à 28% des cas¹¹². Les liens sociaux sont pareillement essentiels dans le choix de l'époux comme nous pouvons le voir avec Augustin Laroche qui a déjà des liens avec la famille de Marie-Louise avant leur mariage.

Catherine Bonhomme et Anne Labbé ont un lien familial, mais plus éloigné. Catherine est la tante par alliance d'Anne bien que cette dernière soit plus âgée de six ans que Marie-Catherine. La mère d'Anne, Marie-Marguerite Meunier, est la sœur de l'époux de Marie-Catherine, Mathurin Meunier.

Sortant un peu des liens de famille, nos deux cabaretières éponymes, Marie-Hélène Lemieux et Marie-Hélène Lavergne, sont très proches puisque la première est la marraine de la seconde, ce qui explique assurément l'homonymie. Les liens entre la marraine et sa filleule sont souvent consolidés par la transmission du prénom de la marraine au nouveau-né¹¹³. Cette pratique était cependant moins fréquente en Nouvelle-France qu'en France¹¹⁴. Elle sera ensuite marraine de l'une de ses filles, Hélène Grenet, en 1725¹¹⁵. Cela démontre

¹¹⁰ PRDH, Acte de mariage d'Augustin Nolin, 21 octobre 1722, Québec, #64859.

¹¹¹ PRDH, Acte de baptême de Marie-Angélique Nolin, 2 août 1729, Québec, #66200.

¹¹² Gousse, *op. cit.*, p. 97.

¹¹³ Ribordy, *op. cit.*, p. 80.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 108.

¹¹⁵ PRDH, Acte de baptême d'Hélène Grenet, 21 avril 1725, Québec, #65292.

un lien qui ne s'est pas atténué au fil des années étant dans la vie de l'une et de l'autre. Robert Faucher, futur époux de Marie-Hélène Lemieux, est également parrain pour l'un des enfants de Marie-Hélène Lavergne, Marie-Josephe Grenet, et ce, en 1704¹¹⁶, un an avant son mariage. De plus, elles partagent la même profession et habitent toutes deux dans la basse-ville comme nous pourrions le voir ci-bas. Le fait qu'elles partagent la même profession est particulièrement intéressant en raison de leur lien de compérage. Est-ce que ce lien a pu influencer la jeune Marie-Hélène à suivre les traces professionnelles de sa marraine? Il est certainement possible que l'époux de Marie-Hélène Lavergne, Jean-Baptiste Grenet, tavernier parmi ses quelques métiers, faisait partie des réseaux sociaux de sa famille et de celle de sa marraine. Cette profession, tout de même particulière par la présence marquée des femmes dans la gestion du commerce, dû notamment à l'absence de leur époux ou par leur second métier, est-elle introduite dans une certaine « culture familiale » comme l'apporte Jonathan Fortin en ce qui concerne les célibataires¹¹⁷? C'est tout de même une possibilité par l'autonomie que cette profession peut apporter aux femmes de même que par la proximité de ces deux femmes bien qu'elle ne soit pas familiale. Il est alors possible de considérer une transmission du métier de façon plus élargie que la parenté naturelle, c'est-à-dire par la parenté spirituelle aussi.

Le recensement peut permettre de situer les femmes dans la ville de Québec. Effectivement, en l'absence de base de données comparable à celle pour Montréal, Adhémar¹¹⁸, le recensement est l'une des seules sources qui nous permet d'analyser les

¹¹⁶ PRDH, Acte de baptême de Marie-Josephe Grenet, 5 février 1704, Québec, #62309.

¹¹⁷ Jonathan Fortin, « Le célibat féminin à Québec et Montréal au XVIII^e siècle : travail, famille et sociabilité », Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2016, p. 48.

¹¹⁸ Adhémar. *Base de données du Groupe de recherche sur Montréal. Propriété, bâti et population, 1642-1805*, Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1991-1997.

réseaux de voisinage et de sociabilité. En effet, le recenseur a bien indiqué les rues où les femmes habitaient de même que le chemin parcouru d'une rue à l'autre. Cela permet alors d'établir des liens en ce qui a trait à leur situation géographique. En observant la carte ci-dessous, nous pouvons constater que les femmes sont dispersées dans différentes parties de la ville de Québec.

Bien que la majorité des femmes habite en basse-ville, séparées en deux groupes distincts, deux autres petits groupes sont présents en haute-ville. Cela représente bien la dispersion de la population dans la ville présentée dans le recensement puisque 45% de la population de Québec habite la haute-ville en 1744¹¹⁹. Catherine Bonhomme (sage-femme), Charlotte Vergeat (cabaretière), Marie-Louise Raiche (négociante), Marguerite Cotton (couturière) et Marie-Geneviève Pelletier (couturière) habitent sur les rues des Jardins, de Buade et de la Fabrique alors que Françoise Boucher de Boucherville (négociante), Marie-Anne Girard (couturière), Marie-Anne Denis (négociante), Madeleine Delaunay (cabaretière) habitent les rues Saint-Jean et des Pauvres. Notons que trois des cinq commerçantes habitent en haute-ville alors que 80% des marchands et des négociants habitent la basse-ville en 1744¹²⁰. Il faut cependant préciser que deux de ces trois femmes, les cousines Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis, habitent la rue des Pauvres, ironiquement l'une des rues les plus cossues de la ville. Les occupants de cette rue sont surtout des marchands et des gens de l'État¹²¹.

¹¹⁹ Yvon Desloges, *Une ville de locataires : Québec au XVIIIe siècle*, Ottawa, Environnement Canada, 1991, p. 54.

¹²⁰ John Hare, Marc Lafrance et David-Thierry Ruddel, *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boréal/Musée canadien des civilisations, 1987, p. 63.

¹²¹ Desloges, *op. cit.*, p. 55.

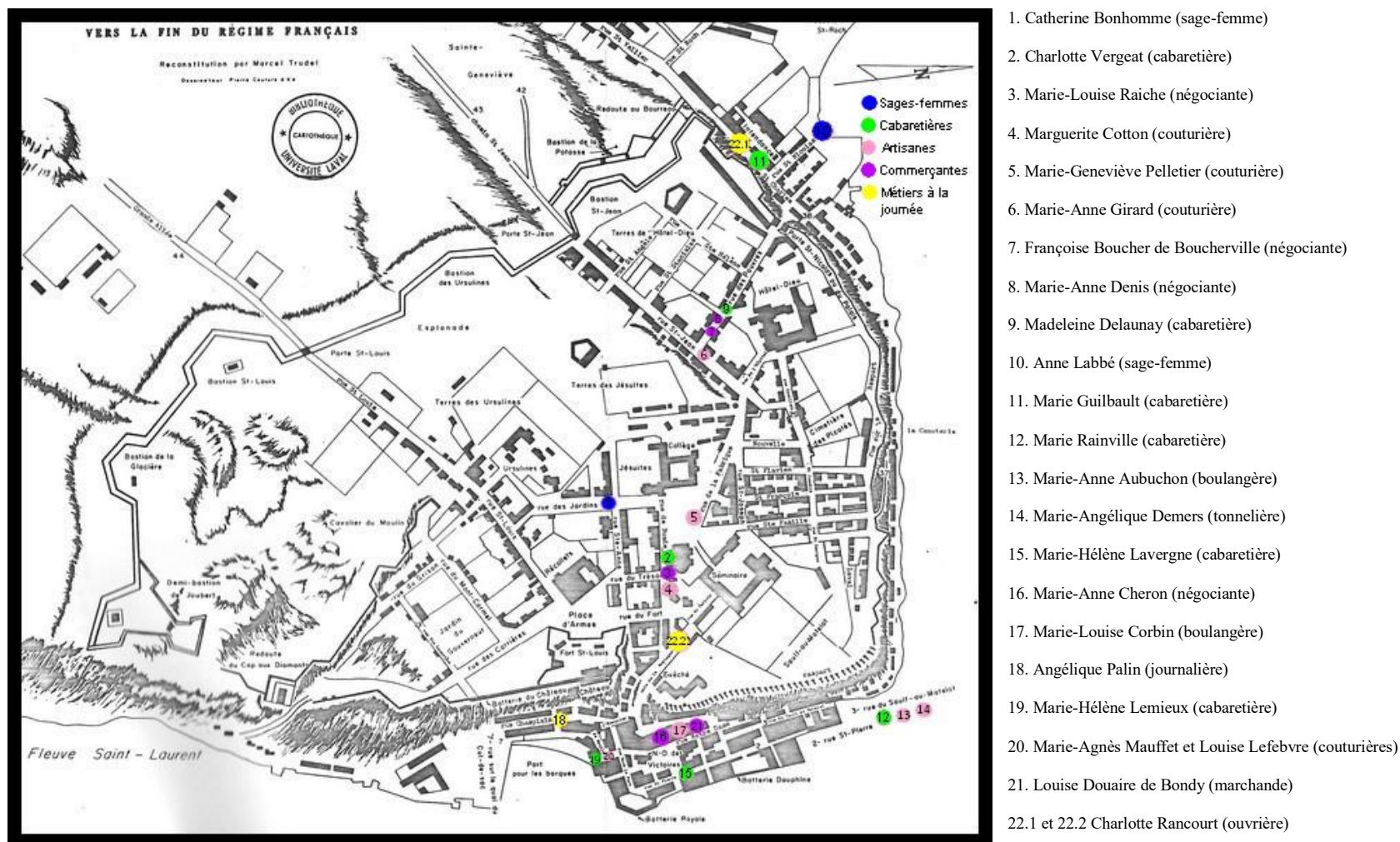
Viennent ensuite deux groupes dans la basse-ville. Il y a un petit groupe dans le quartier du Palais qui est nouvellement peuplé avec seulement 8,3% de la population de Québec qui y habite¹²². Anne Labbé (sage-femme), Marie Guilbault (cabaretière) et Charlotte Rancourt (ouvrière) habitent ce quartier sur les rues Saint-Nicolas et Saint-Charles. Charlotte y est recensée chez son employeur. Ce quartier est essentiellement composé de journaliers et d'ouvriers, mais les trois femmes habitent sur les deux rues qui sont surtout habitées par les gens de l'État¹²³. Finalement, Marie Rainville (cabaretière), Marie-Anne Aubuchon (boulangère), Marie-Angélique Demers (tonnelière), Marie-Hélène Lavergne (cabaretière), Marie-Anne Cheron (négociante), Marie-Louise Corbin (boulangère), Angélique Palin (journalière), Marie-Hélène Lemieux (cabaretière), Marie-Agnès Maufait (couturière), Louise Lefebvre (couturière) et Louise Douaire de Bondy (marchande) habitent les rues Sault-au-Matelot, Champlain, Desmeules, Saint-Pierre et Notre-Dame dans la basse-ville. La mère de Charlotte Rancourt (ouvrière), où elle est également recensée, habite sur la rue de la Montagne qui joint la haute et la basse-ville. Marie-Anne Cheron et Louise Douaire de Bondy, respectivement négociante et marchande, habitent la rue Notre-Dame, l'une des trois rues les plus habitées par les commerçants. En effet, 42% des marchands et des négociants habitent sur cette rue ainsi que les rues Saint-Pierre et Sous-le-Fort, probablement en raison de l'attrait de résider près de leur lieu de travail¹²⁴.

¹²² *Ibid.*, p. 59

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ Hare, Lafrance et Ruddel, *op. cit.*, p. 63.

Figure 2.2 : Situation géographique des femmes au recensement de 1744



Source : Carte de la ville de Québec vers la fin du régime français, Université Laval, service de cartothonèque, Québec.

Bien que la ville de Québec soit moins étendue à l'époque que de nos jours, ces parties de la ville sont très densément peuplées. Alors, bien qu'elles semblent toutes habiter très proches l'une de l'autre sur la carte, il est possible de voir que ce n'est pas toujours le cas avec l'aide du recensement. En effet, certaines de ces femmes ont parfois plus d'une vingtaine de ménages qui les séparent. À ce moment, il est alors plus difficile d'établir un lien géographique entre les femmes. Cependant, il y a quelques petits groupes où les femmes sont voisines ou sinon, elles habitent très près l'une de l'autre. C'est le cas de Charlotte Vergeat et de Marie-Louise Raiche qui sont voisines. En dehors de ce lien géographique, il n'a pas été possible d'établir de liens sociaux entre elles. Puis, Marie-Marguerite Cotton est à trois maisons de Charlotte et Marie-Louise. Un petit lien a pu être établi entre cette dernière et Marie-Louise Raiche. La mère de Marie-Louise, Marguerite Pinard, est la marraine du frère de Marie-Marguerite, Jean-François Cotton en 1699¹. Elles sont alors au moins des connaissances à travers leur famille.

Nous avons ensuite Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis qui ont un seul foyer les séparant. Ces deux femmes partagent alors beaucoup puisqu'elles sont cousines, pratiquement voisines et déclarent la même profession de négociante. Madeleine Delaunay est, quant à elle, la voisine de Marie-Anne, mais aucun lien n'a pu être trouvé. Bien qu'aucun lien ne soit parfois trouvé dans d'autres sources, la proximité géographique de quelques-unes de ces femmes nous laisse croire en une grande possibilité qu'elles se connaissent ou même qu'elles fassent parties des mêmes réseaux sociaux.

D'autres documents peuvent aider à établir des liens entre les femmes de notre groupe, plus particulièrement les registres paroissiaux. La présence de ces femmes, ou

¹ PRDH, Acte de baptême de Jean-François Cotton, 5 février 1699, Québec, #61676.

d'autres membres de leur famille, dans des baptêmes et mariages peuvent nous permettre d'établir des liens entre elles. Jean-Joseph Picard, le mari de Marie-Louise Raiche, est le parrain de la sœur de Marie-Louise Corbin, Marie-Catherine, en 1721². Cela démontre un lien entre les deux familles que nous n'aurions pas vu autrement bien qu'il soit impossible de confirmer un lien direct entre les deux femmes. Dans une situation pratiquement identique, Jean-Baptiste Pommereau, le premier époux de Françoise Boucher de Boucherville, est le parrain du fils d'Augustin Laroche et Marie-Louise Corbin, Jean-Baptiste en 1732³ donc moins de quatre ans avant son mariage.

Ce sont parfois les parents de ces femmes, ou de leur époux, qui sont liés, à travers des baptêmes. C'est le cas de Jean Joly, le père de Pierre Joly et beau-père de Marie-Anne Aubuchon qui est le parrain de la fille de Marie-Hélène Lemieux, Marie-Hélène Paquet, en 1682⁴. Il est toutefois possible que le lien n'ait pas perduré jusqu'en 1744, surtout que Marie-Anne Aubuchon n'arrive que quelques décennies plus tard dans la ville de Québec après le décès de son premier époux. Le père de Marie-Anne Denis, Paul Denis de Saint-Simon, est, quant à lui, le parrain d'une jeune fille avec Louise Douaire de Bondy comme marraine en 1698⁵.

Les mariages peuvent également aider à entrevoir des réseaux sociaux entre différentes personnes. C'est le cas du mariage de Pierre Doyon et Elisabeth Guay en 1743 durant lequel Nicolas Doyon, Augustin Laroche et Louis Enouille sont présents⁶. Ceux-ci sont le mari et le futur mari de Marie-Louise Corbin de même que l'époux de Madeleine

² PRDH, Acte de baptême de Marie-Catherine Corbin, 12 septembre 1721, Québec, #64683.

³ PRDH, Acte de baptême de Jean-Baptiste Laroche, 2 novembre 1732, Québec, #159610.

⁴ PRDH, Acte de baptême de Marie-Hélène Paquet, 7 décembre 1682, Québec, #60077.

⁵ PRDH, Acte de baptême de Françoise-Gabrielle Faucault, 4 mars 1698, Québec, #61552.

⁶ PRDH, Acte de mariage de Pierre Doyon et Elisabeth Guay, 6 février 1743, Québec, #165101.

Delaunay. Puis, parmi les personnes présentes au mariage de Geneviève Doyon, la cousine de Nicolas Doyon, nous comptons ce dernier ainsi que Pierre Joly, le mari de Marie-Anne Aubuchon⁷. Les deux familles de boulanger sont alors présentes dans des événements communs nous permettant d'établir un lien entre eux.

Deux familles ont même plusieurs liens qui les relient comme nous pouvons le voir dans le schéma ci-dessous. Les encadrés en bleus sont ceux des femmes de cette étude alors que les lignes bleues indiquent les liens de compérage qui existent entre ces femmes et leur famille. Il s'agit des familles de Marie-Angélique Demers et de Marie-Louise Corbin. D'abord, Augustin Laroche est le parrain du fils de Marie-Angélique et Augustin Normandeau, Charles-Augustin, en 1730⁸. Ensuite, l'époux de Marie-Angélique et celui en premières noces de Marie-Louise, tous deux prénommés Augustin, sont présents au même mariage en 1734⁹. Puis, Nicolas Doyon, l'époux en secondes noces de Marie-Louise, est le parrain de la petite-fille de Marie-Angélique et Augustin en 1750¹⁰. Il semble donc y avoir alors des liens qui perdurent entre les deux familles. De plus, la marraine de la jeune Angélique Normandeau est Angélique Marchand, l'épouse de Pierre Joly et belle-fille de Marie-Anne Aubuchon, deuxième boulangère du recensement.

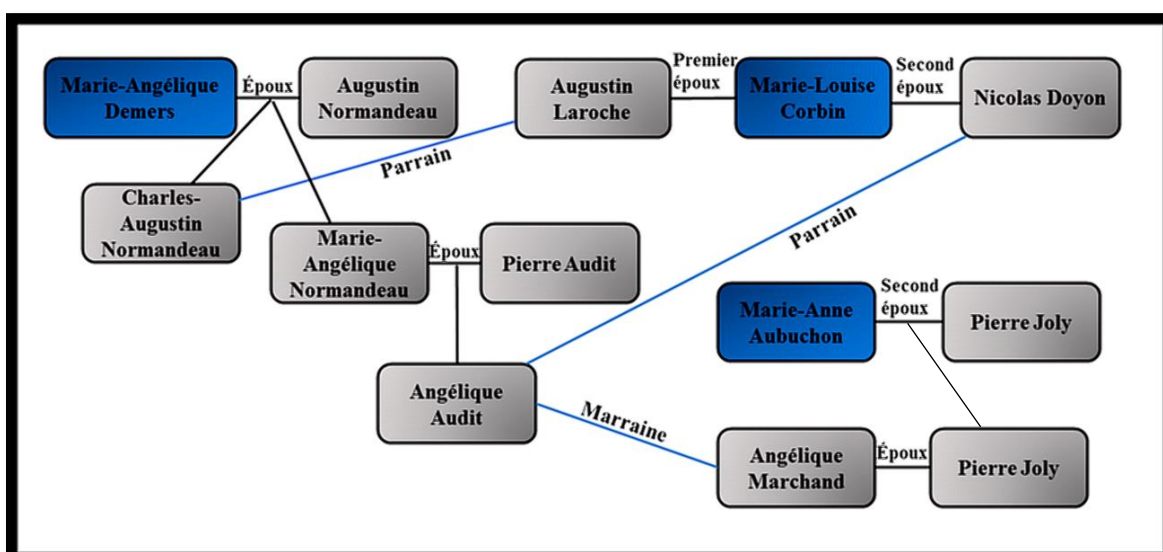
⁷ PRDH, Acte de mariage de François Emmanuel Moreau et Geneviève Doyon, 19 janvier 1726, Québec, #68485.

⁸ PRDH, Acte de baptême de Charles-Augustin Normandeau, 25 octobre 1730, Québec, #159041.

⁹ PRDH, Acte de mariage d'Antoine Uisque St-Germain et Marie-Gabrielle Laroche, 26 janvier 1734, Québec, #164732.

¹⁰ PRDH, Acte de baptême d'Angélique Normandeau, 3 mai 1750, Québec, #244305.

Figure 2.3 : Liens entre Marie-Angélique Demers et Marie-Louise Corbin ainsi qu'entre Marie-Angélique Demers et Marie-Anne Aubuchon



Sources : Actes de baptême de Charles-Augustin Normandeau et Angélique Audit.

Les groupes sociaux sont malheureusement difficiles à percevoir dans les sources qui sont disponibles en l'absence d'écrits du for privé. Il est tout de même intéressant de trouver quelques liens entre elles à travers les registres paroissiaux notamment Marie-Louise Corbin et Marie-Angélique Demers, mais aussi par le recensement dont certains détails peuvent aider à les situer. Ainsi, nous savons que les cousines Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis partagent leur profession, mais aussi la même rue. Ces femmes qui, au premier regard dans le recensement, ne semblent avoir rien en commun autre que le fait de déclarer une profession au recenseur, sont parfois liées, soit par la famille, par la situation géographique ou par les réseaux sociaux. La cabaretière Marie-Hélène Lemieux est même la marraine d'une autre cabaretière du recensement, Marie-Hélène Lavergne. Il est cependant impossible d'évaluer la force de ces liens avec ce type de sources impersonnelles. En plus des liens entre les femmes, il est essentiel de

s'intéresser aux groupes sociaux de celles-ci pour tenter d'en déceler des liens avec la notabilité et ainsi, évaluer une possible distinction sociale chez ces femmes.

4.2 Les réseaux sociaux et la notoriété de certaines femmes

Les réseaux sociaux des femmes de cette étude de même que leur notoriété¹¹ et possiblement leur notabilité peut en révéler beaucoup sur celles-ci. Sur les 23 femmes du corpus, il n'y en a que quelques-unes dont le réseau social compte des personnes notables et donc, donne une certaine notabilité à ces femmes. Il est certain que le type de profession occupée par quelques-unes de ces femmes pouvait nous laisser présager de tels liens. La négociante Françoise Boucher de Boucherville, noble par son père, a un cercle social assez large avec plusieurs personnes notables. L'un de ses liens les plus importants semble être avec Gilles Hocquart, Intendant de justice, police et finances en Nouvelle-France, qui est présent lors de ses deux contrats de mariage¹², mais qui est également le parrain de son fils, Gilles-François Pommereau¹³. Il n'était pas rare qu'une personne de haut rang comme un noble ou un bourgeois soit choisi comme parrain et encore moins qu'il y ait la transmission du prénom¹⁴. Charles de Beauharnois, gouverneur général de la Nouvelle-France et de la Louisiane, est aussi présent lors de son premier contrat de mariage. La présence de ces deux hommes influents démontre l'importance de cette famille à l'époque et donc, une notabilité, bien que Françoise n'épouse pas un noble lors de son premier mariage, mais

¹¹ Alain Laberge s'est intéressé à la notoriété dans le monde rural laurentien préindustriel dans une communication lors du dernier congrès de l'IHAF : Alain Laberge, « La notoriété : une fibre méconnue du tissu social du monde rural laurentien préindustriel (Côte-du-Sud, 1670-1730), *L'histoire dans la cité*, 71^e congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, 18 au 20 octobre 2018.

¹² BANQ-MTL, Greffe du notaire Antoine Loiseau dit Châlons, Contrat de mariage entre Jean-Baptiste Pommereau et Françoise Boucher de Boucherville, 7 mars 1736 ; BANQ-Q, Greffe du notaire Gilbert Boucault de Godefeus, Contrat de mariage entre Joseph-Michel Legardeur de Croisil de Montesson et Françoise Boucher de Boucherville, 24 octobre 1745.

¹³ PRDH, Acte de baptême de Gilles François Pommereau, 8 juin 1738, Québec, #161102.

¹⁴ Ribordy, *op. cit.*, p. 112.

plutôt un négociant. Plusieurs écuyers sont également présents à leur contrat de mariage. De plus, sa notoriété peut se voir par les nombreux baptêmes pour lesquels elle était marraine. Il y en a environ une douzaine dont au moins la moitié ne sont pas des enfants de la famille rapprochée.

Marie-Anne Denis (négociante) semble faire partie des mêmes réseaux sociaux que sa cousine, Françoise Boucher de Boucherville. En effet, Gilles Hocquart est aussi le parrain de l'un de ses fils, Gilles-Antoine¹⁵. Tout comme Françoise, il y a plusieurs personnes présentes à son contrat de mariage¹⁶ ainsi que le jour même du mariage¹⁷. Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil de même que l'Évêque de Québec et Michel Bégon, Intendant de justice, police et finances, sont tous présents au contrat de mariage dont le premier donne son agrément au mariage. Puis, plusieurs écuyers sont présents à celui-ci. Michel Bégon est présent au mariage tout comme Benoît-Mathieu Collet, procureur général au conseil supérieur de Québec. Avant ce mariage, Marie-Anne a été marraine de Mathieu Paul Denis¹⁸, son neveu, avec Mathieu Collet. Ce dernier sera par la suite le parrain de sa fille Marie-Anne avec la femme de Michel Bégon, Jeanne Elisabeth de Beauharnois¹⁹. Sa famille semble alors très proche de ces deux personnes importantes de l'administration coloniale.

Plusieurs autres personnes avec des titres similaires, ou leur épouse, seront parrains des autres enfants de Marie-Anne. Nous pouvons nommer, entre autres, Louis-Guillaume Verrier, procureur au conseil supérieur, qui est parrain de son fils Michel-Louis²⁰ et la

¹⁵ PRDH, Acte de baptême de Gilles Antoine Berthier, 26 décembre 1733, Québec, #159905.

¹⁶ BANQ-Q, greffe du notaire Jean-Claude Louet, Contrat de mariage entre Michel Berthier et Marie-Anne Denis, 17 septembre 1724.

¹⁷ PRDH, Acte de mariage de Michel Berthier et Marie-Anne Denis, 17 septembre 1724, Québec, #68413.

¹⁸ PRDH, Acte de baptême de Mathieu Paul Denis, 16 novembre 1719, Québec, #64391.

¹⁹ PRDH, Acte de baptême de Marie Anne Berthier, 30 septembre 1725, Québec, #65379.

²⁰ PRDH, Acte de baptême de Michel Louis Berthier, 21 août 1729, Québec, #66224.

femme du subdélégué de l'Intendant Théodore-Charles Denis de Vitre, Marie Blaise, qui est la marraine de Marie-Madeleine-Charlotte²¹. Puis, Nicolas Gaspard Boucault, procureur au conseil supérieur, est le parrain de Paul-Gaspard²². Finalement, Henri Hiché, conseiller du roi et procureur au siège de la paroisse et amirauté de Québec est le parrain de son fils Henri-Michel avec l'épouse de Nicolas Gaspard Boucault, Marguerite Buiret, comme marraine²³. La notabilité de Marie-Anne se voit alors à travers son entourage, les personnes choisies pour être les parrains et marraines de ses enfants, mais aussi par les différents baptêmes où elle est présente en tant que marraine. Elle a été marraine plus d'une dizaine de fois dont plusieurs enfants sortant des liens familiaux.

Marie-Anne Cheron, également négociante, vient d'une famille de bourgeois et se marie à un bourgeois également. Sa soeur, Marie-Madeleine, épouse Philippe-Marie d'Ailleboust de Cerry, capitaine de navire et marchand possédant des lettres de noblesse²⁴. De plus, Marie-Anne est marraine en 1750 de leur fille, Madeleine d'Ailleboust. Jean-Baptiste-Nicolas Roch de Ramezay qui est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et commandant en second du lieutenant du roi à l'époque est parrain lors du même baptême²⁵. Il devient quelques années plus tard le lieutenant du roi. Ce n'est pas nécessairement un lien direct entre les deux personnes, mais ils partagent les mêmes réseaux sociaux.

Puis, le seul lien avec la notabilité qui a été possible de trouver pour Louise Douaire de Bondy, marchande, provient de l'acte de sépulture de son défunt époux, Nicolas Pineau,

²¹ PRDH, Acte de baptême de Marie Madeleine Charlotte Berthier, 13 janvier 1728, Québec, #65842.

²² PRDH, Acte de baptême de Paul Gaspard Berthier, 16 juillet 1730, Québec, #158953.

²³ PRDH, Acte de baptême de Henri Michel Berthier, 12 juin 1737, Québec, #160852.

²⁴ PRDH, Acte de mariage de Philippe Marie D'Ailleboust de Cerry et Marie Madeleine Cheron, 27 juin 1735, Charlesbourg, #174028.

²⁵ PRDH, Acte de baptême de Madeleine Dailleboust, 1^{er} septembre 1750, Québec, #244437.

important marchand de la colonie²⁶. En effet, l'Intendant Bégon y est présent de même que le lieutenant du roi. Sa notabilité peut être évaluée également par sa grande présence dans des baptêmes. Elle est marraine pour près de trente enfants au courant de sa vie et ce, pour des enfants ne provenant essentiellement pas de sa famille. Son réseau social doit alors être très élargi surtout qu'elle est marraine pour des enfants de personnes très notables notamment François-Pierre Rigaud de Vaudreuil, gouverneur de Trois-Rivières et chevalier de l'ordre militaire de St-Louis²⁷.

De façon plus discrète, certaines femmes n'ont que quelques liens percevables avec la notabilité. C'est le cas de Marie-Geneviève Pelletier, couturière, dont le parrain et la marraine de leur fils, Louis-Philippe Janson, sont d'importants notables. Il s'agit de Louis-Philippe de Rigaud de Vaudreuil ainsi que de Charlotte de Ramezay, la fille du gouverneur de Montréal, Claude de Ramezay²⁸. En dehors de ce baptême, il n'a pas été possible de trouver d'autres traces de personnes notables dans son cercle social. Le parrain du premier enfant de Marie-Hélène Lemieux est Philippe Gauthier de Comporté, conseiller du roi et prévôt des Maréchaux de France²⁹. Puis, le parrain de l'une des filles de Marie-Hélène Lavergne est Charles-Gaspard Piot de Langloiserie, lieutenant du roi de Québec et Montréal³⁰ alors que le parrain de l'un de ses enfants est Joseph Fleury de la Gorgendière qui est, entre autres, seigneur et agent général au Canada de la Compagnie des Indes³¹.

²⁶ Cameron Nish, « PINAUD (Pinolt, Pineau, Pinault), NICOLAS », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 14 octobre 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/pinaud_nicolas_2F.html.

²⁷ PRDH, Acte de baptême de Louise Françoise Xavier De Rigaud, 27 juin 1742, Québec, #162231.

²⁸ PRDH, Acte de baptême de Louis-Philippe Janson, 31 mars 1714, Montréal, #44239.

²⁹ PRDH, Acte de baptême de René Paquet, 22 septembre 1680, Québec, #59922.

³⁰ PRDH, Acte de baptême de Marie-Thérèse Grenet, 1^{er} juillet 1707, Québec, #62712.

³¹ PRDH, Acte de baptême de Joseph Grenet, 2 octobre 1722, Québec, #64849.

Toutes ces connexions qui lient les femmes de cette étude à des personnes de la notabilité et qui, parfois, attestent de la notabilité de quelques-unes de ces femmes par leurs nombreux liens, les cousines Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis par exemple, sont bien révélatrices. Ils témoignent de l'importance du choix du parrain et de la marraine par les parents. Ce choix, particulièrement lorsqu'il est fait hors de la famille, « permet ainsi de créer un nouveau réseau d'alliance³² ». Le compérage est alors très important et encore plus lorsque les parents peuvent avoir un parrain et une marraine appartenant à un groupe social supérieur, principalement lorsque ceux-ci sont des nobles ou des bourgeois. Il est alors nécessaire que le nom de ceux-ci soient transmis à l'enfant pour témoigner du lien entre le parent spirituel et le nouveau-né³³. Le fait que Louise Douaire de Bondy ait été choisie par un si grand nombre de parents pour être marraine est alors très révélateur de sa position sociale. Marie-Ève Jetté a relevé l'importance des liens de compérage dans l'étude des réseaux de sociabilité des deux marchands qu'elle a étudié³⁴.

Les liens entre les femmes sont parfois très développés. Certaines sont liées par la famille alors que d'autres se retrouvent dans les mêmes événements que ce soit les mariages ou les baptêmes. Des liens de voisinage révèlent aussi une proximité entre quelques-unes des femmes du recensement. Leur situation géographique, pour la majorité en basse-ville, est révélatrice par la proximité qu'elles ont avec les lieux où elles travaillent. Cependant, bien que les marchands soient habituellement concentrés en basse-ville,

³² Ribordy, *op. cit.*, p. 80.

³³ *Ibid.*, p. 112.

³⁴ Marie-Ève Jetté, *Du billet au procès : le crédit et le recouvrement des dettes par Jacques Leber et Charles de Couagne, marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015, p. 23-24.

certaines se retrouvent en haute-ville, en majorité sur la rue des Pauvres. C'est le cas des deux cousines négociantes, Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis. Il est impossible de confirmer la force des liens entre les femmes qui habitent près l'une de l'autre, mais nous pouvons tout de même conclure qu'il est très probable qu'une partie de ces femmes se connaissent bien et partagent le même réseau social. Celui-ci inclut parfois des personnes de la notabilité. Ce sont les commerçantes qui ont le plus de liens avec des notables, celles-ci pouvant certainement elles-mêmes être considérées comme tel. D'autres femmes, dont la couturière Marie-Geneviève Pelletier, ont plutôt des liens discrets avec la notabilité avec la présence d'un homme important au baptême d'un de leurs enfants, par exemple.

Conclusion

La famille est au cœur des activités professionnelles et sociales. La transmission du métier dans le noyau familial rapproché ou éloigné explique souvent la provenance des professions des gens. Cependant, dans le cas des femmes déclarant un métier au recensement, il semble que, pour la majorité, leur profession ne provienne pas de leurs parents. La transmission du métier se fait donc très rarement par les femmes, sauf dans les cas des sages-femmes qui semblent suivre les traces de leur mère, tout comme le feront quelques-unes de leurs filles. Nous pouvons aussi noter le cas des couturières mère et fille, Marie-Agnès Maufait et Louise Lefebvre. Il y a ensuite certaines femmes qui demeurent dans le même cercle socioprofessionnel, mais dont la profession semble plutôt venir de l'époux, en premières ou secondes noces. L'homogamie socioprofessionnelle n'est pas très présente dans les mariages de ces vingt femmes. Quelques-unes d'entre elles épousent des hommes provenant du même groupe socioprofessionnel que leur père, mais l'homogamie

socioprofessionnelle s'observe surtout lors du remariage. En effet, les femmes épousent souvent des hommes provenant du même groupe et même parfois de la même profession comme dans le cas des deux boulangères, Marie-Anne Aubuchon et Marie-Louise Corbin.

Les femmes ayant déclaré une profession lors du recensement de 1744 ont aussi parfois quelques liens avec la notabilité alors que d'autres en ont beaucoup plus. Ces femmes forment alors un groupe hétérogène qui proviennent de différentes classes sociales. Les commerçantes sont celles qui ont les liens les plus grands avec la notabilité de même que le meilleur niveau de vie et des douaires et préciputs plus élevés, révélant la plus grande richesse de ce groupe socioprofessionnel. Les contrats de mariage révèlent cependant que certaines de ces femmes épousent des hommes ayant un plus haut niveau de richesse que d'autres. Elles ont néanmoins un niveau de vie très similaires et nettement au-dessus des autres catégories professionnelles. À l'autre bout du spectre, les femmes pratiquant un métier à la journée, très peu présentes dans les sources, sont sorties de la norme avec le contrat de mariage d'Angélique Palin dont les montants de douaire et de préciput sont très élevés pour son niveau social. Aucune autre source n'a pu nous donner plus de précision sur son niveau de richesse ni son niveau de vie. Aucun lien ne la démarque non plus en ce qui a trait à la notabilité.

Les artisanes semblent avoir un meilleur niveau de richesse et de vie que les cabaretières. Elles sont toutefois très peu présentes dans les réseaux de la notabilité, à l'exception de Marie-Geneviève Pelletier dont le parrain et la marraine de l'un de ses enfants sont Louis-Philippe de Rigaud de Vaudreuil et Charlotte de Ramezay. Les cabaretières composent le groupe le plus hétérogène en ce qui a trait à leur niveau de vie et leur niveau de richesse. Certaines ont des douaire et préciput alloués bien plus élevés

dans leur contrat de mariage alors que d'autres ont des montants assez bas, allant, par exemple, de 300 à 1500 livres de douaire. Il en est de même pour le niveau de vie qui passe de 23,88%, c'est-à-dire tout juste dans la catégorie de la « vie domestique » pour l'une alors qu'il est à 56,11%, tout près de la quatrième catégorie, « civilisation », pour une autre. Il faut tout de même prendre en compte certains autres facteurs qui peuvent influencer sur ces montants notamment l'autre profession pratiquée par l'époux, de même que la période de vie durant laquelle ces actes ont été réalisés. Certaines ont quelques liens avec la notabilité révélant possiblement une meilleure place au sein de la communauté. Finalement, les sages-femmes semblent toutes deux avoir un niveau de vie ainsi qu'un niveau de richesse très bas. Elles n'ont pas de lien avec la notabilité. Leur situation se rapproche de la paysannerie dont elles sont issues. Elles semblent être dans une situation économique plutôt défavorable, surtout après le décès de leur époux qui étaient des habitants. Il ne semble alors pas y avoir un lien entre le niveau de richesse, ou le niveau de vie, et le fait de déclarer une profession. Chacune de ces femmes vivent des situations différentes autant au niveau social qu'économique.

La famille se présente comme un point de départ pour connaître d'où provient la profession que ces femmes déclarent lors du recensement de Québec en 1744. Pour quelques femmes, il s'agit d'une transmission d'un parent alors que, pour la majorité, elle provient plutôt de leur époux. La transmission de la profession se fait donc très peu à travers les femmes, mais plutôt à travers les hommes. Les femmes entrent alors dans le métier par le mariage et le poursuivent après le décès de leur époux. Finalement, dans certains cas, elles ont des professions qui semblent tout à fait indépendantes de leur entourage. La pratique d'une profession peut être un acte de nécessité économique alors que, pour

d'autres, il s'agit plutôt d'une forme d'affirmation, d'agentivité en quelque sorte. Leur statut socioéconomique observé dans le présent chapitre peut contribuer à évaluer leur niveau de précarité économique ou à l'inverse, l'agentivité qu'il peut induire. La présence des femmes dans les actes de procuration, le fait qu'elles soient parfois représentées de même que leur présence devant la justice sont d'autres éléments pouvant servir à analyser leur autonomie durant leur vie, mais aussi dans leur profession.

Chapitre III – L'ENTREPRENARIAT ET L'AGENTIVITÉ DES FEMMES

La Coutume de Paris considère les femmes de la Nouvelle-France comme incapables juridiquement lorsqu'elles sont sous l'autorité de leur père, de leur mari ou d'un parent. Cela signifie, entre autres, que les femmes mariées, ou mineures, ne peuvent pas conclure de transactions commerciales ou financières sans autorisation préalable du père ou du mari¹. Les veuves et les femmes séparées offrent des exemples d'émancipation féminine. Par le décès du mari ou par l'utilisation de la justice pour se séparer de biens, ces femmes deviennent affranchies de la tutelle maritale². Les femmes majeures et célibataires sont également des exceptions à cette limitation des droits. Effectivement, lorsque les femmes atteignent l'âge de vingt-cinq et qu'elles ne sont pas mariées, celles-ci peuvent alors exercer pleinement leurs droits³.

Il existe aussi des exceptions pour lesquelles les femmes mariées obtiennent plus de droits que ce qui est prévu par la loi. La première est celle des marchandes publiques. Ce sont des épouses qui reçoivent, au préalable, l'autorisation de leur mari pour réaliser des transactions en lien avec leur propre commerce ou leur profession⁴. Ces cas sont cependant extrêmement rares en Nouvelle-France⁵. Une exception moins rare est celle qui

¹ France Parent et Geneviève Postolec, « Quand Thémis rencontre Clio : les femmes et le droit en Nouvelle-France », *Les Cahiers de droit*, vol. 36, n° 1 (1995), p. 295.

² France Parent, *Entre le juridique et le social : le pouvoir des femmes à Québec au XVIIe siècle*, Québec, Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaire féministe et Université Laval, 1991, coll. « Cahiers de recherche du GREMF », p. 39-40.

³ Jonathan Fortin, « Le célibat féminin à Québec et Montréal au XVIIIe siècle : travail, famille et sociabilité », Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 2016, p. 2.

⁴ Parent, *op. cit.*, p. 38.

⁵ Josette Brun, *Vie et mort du couple en Nouvelle-France : Québec et Louisbourg au XVIIIe siècle*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 17.

concerne les femmes qui obtiennent un document légal de leur époux, ou d'une autre personne, les autorisant à agir en son nom. Il s'agit ici des procurations.

En raison des nombreuses limites à leurs droits, l'entrepreneuriat des femmes de la Nouvelle-France est très peu visible dans les sources tout comme en France à la même époque⁶. Ce chapitre cherche à déceler ces quelques traces laissées par des femmes « ordinaires » concernant leur quotidien et leur activité professionnelle. Les procurations, celles qu'elles reçoivent, mais aussi qu'elles octroient, seront d'abord abordées. Puis, leur autonomie ainsi que leur précarité économique seront étudiées par leur présence devant la cour de justice ainsi que, parfois, par le recours à la renonciation. Finalement, nous nous attarderons à l'analyse de leur activité économique à travers les différentes sources à notre disposition, principalement les actes notariés.

1. Procureurs et procuratrices : entre la délégation de pouvoir et l'autonomie

Malgré les limites du pouvoir des femmes en Nouvelle-France, particulièrement pour les femmes mariées, celles-ci peuvent tout de même sortir des limitations prévues à leur statut et ce, grâce à un document très important, la procuration. Cet acte juridique « confère au détenteur ou à la détentrice des pouvoirs de gérer les affaires d'une autre personne ou de la représenter en justice dans l'exercice de ses droits⁷ ». Cette représentation s'étend selon les limites, et parfois l'absence de limites, précisées dans l'acte. Il arrive que les femmes reçoivent une procuration de leur mari, souvent lorsqu'il prévoit s'absenter, ou

⁶ Scarlett Beauvalet-Boutouyrie, *Les femmes à l'époque moderne*, Paris, Berlin, 2003, p. 99.

⁷ Parent, *op. cit.*, p. 163.

même d'un autre membre de sa famille⁸. Ce sont aussi parfois les femmes qui mandatent un membre de leur famille, ou un notaire, pour veiller à leurs affaires.

1.1 Les femmes procuratrices

À l'époque de la Nouvelle-France, les hommes s'absentaient souvent pour diverses raisons dont la plus fréquente était le travail, surtout pour le commerce. Dans ce cas, il était nécessaire pour le mari de déléguer son pouvoir. Effectivement, l'épouse ne pouvait pas se présenter devant la cour de justice ou signer d'actes sans l'autorisation préalable de son mari. Sans procuration, les actes signés par l'épouse étaient alors considérés comme nuls⁹. Les épouses devaient recevoir une substitution du pouvoir de leur mari par l'acte de procuration. Celui-ci est parfois signé devant notaire, mais il est aussi possible qu'elle soit « [rédigée] sous seing privé, ou même [consentie] verbalement¹⁰ ». Cela peut se voir, entre autres, par des situations où une procuratrice signe des actes notariés, mais dont la procuration est introuvable et donc, qui n'a probablement pas été notariée¹¹. Au contraire, ce ne sont pas toutes les procurations qui mènent à des actes notariés ou à des causes judiciaires. Du moins, il n'a pas été possible de trouver une trace prouvant l'utilisation de

⁸ Quelques travaux ont déjà abordé le cas des procuratrices, notamment : Maryse Cyr, « L'activité économique des femmes en Nouvelle-France : étude des procuratrices à Québec de 1740 à 1749 », dans Renée Corbeil, Amélie Hien et Ali Reguigui, *Sciences en devenir*, Sudbury, Association francophone pour le savoir, 2009, p. 89-108 ; Benoît Grenier et Catherine Ferland, « Quelque longue que soit l'absence : procurations et pouvoir féminin à Québec au XVIII^e siècle », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, no 37 (2013), p. 197-225 ; Benoît Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), « “Sans exceptions ni réserve quelconques”, Absence des hommes et pouvoir des femmes à Québec au XVIII^e siècle », dans Emmanuelle Charpentier et Benoît Grenier (dir.), *Femmes face à l'absence, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Québec, CIEQ, 2015, p. 29-37.

⁹ Marie-Ève Ouellet, « Un pouvoir de remplacement. Les enjeux féminins de la migration de retour au Canada sous le Régime français », dans Catherine Ferland et Benoît Grenier (dir.), *Femmes, culture et pouvoir. Relectures de l'histoire au féminin, XV^e-XX^e siècles*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, p. 152.

¹⁰ Grenier et Ferland, *loc. cit.*, p. 202.

¹¹ *Ibid.*

l'ensemble des procurations, lesquelles semblent souvent agir comme une forme de « police d'assurance »¹².

Ce ne sont que les procurations faites devant notaire qui nous sont accessibles. Qui plus est, il est nécessaire de noter que les procurations ont été jugées comme des actes moins importants par les notaires et pourraient alors avoir été moins bien conservées¹³. Les femmes reçoivent le plus souvent une procuration de leur époux, mais aussi parfois de d'autres membres de leur famille comme leur fils¹⁴. C'est le cas de la boulangère Marie-Anne Aubuchon qui devient procuratrice pour son fils Joseph Joly, capitaine de navire. Dans cet acte du 8 novembre 1753, celui-ci semble donner pouvoir à sa mère pour régler des situations en lien avec l'héritage de son père. Bien que difficile à lire, cet acte semble mentionner une rente à prendre concernant une maison de même que plusieurs autres mandats¹⁵. Joseph, n'étant pas marié, fait le choix logique de donner pouvoir à sa mère pour gérer ses affaires, probablement pour une de ses absences en lien avec sa profession. Contrairement à d'autres navigateurs qui mentionnent les raisons derrière la procuration¹⁶, il n'est pas fait mention de destination ni de départ imminent. Il a eu l'occasion de voir sa mère gérer les affaires familiales quand il grandissait, celle-ci devenue veuve alors qu'il n'avait que 16 ans et même lors du vivant de son père. Il peut donc aussi avoir choisi sa mère pour son sens de la gestion, mais aussi en raison de la confiance qu'il a en elle.

¹² Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), *loc. cit.*, p. 35.

¹³ Jean-Paul Poisson, « Introduction à une sociologie statistique des actes de procuration : les actes de confiance », dans Jean-Paul Poisson (dir.), *Notaires et société. Travaux d'histoire et de sociologie notariales*, Paris, Economica, 1985, p. 589-592.

¹⁴ Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), *loc. cit.*, p. 33.

¹⁵ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Antoine Saillant de Collégien, Procuration de Joseph Joly, capitaine de navire, de la ville de Québec, à Marie-Anne Aubuchon, veuve de Pierre Joly, marchand boulanger, de la ville de Québec, sa mère, 8 novembre 1753.

¹⁶ Grenier et Ferland, *loc. cit.*, p. 207-208.

Françoise Boucher de Boucherville (négociante) reçoit une procuration de son second époux, Joseph-Michel Legardeur de Croisil, le 29 avril 1755¹⁷. Il lui donne plein pouvoir alors qu'il quitte bientôt pour agir au service du roi en tant qu'officier du détachement des troupes de la marine. Elle peut signer tout acte nécessaire et le représenter devant la justice au besoin. Il précise aussi qu'elle peut signer tout acte en lien avec le poste à Mécatina qui est un poste de pêche que son défunt premier époux avait d'abord reçu de même que tous leurs autres biens. Cette procuration témoigne de la confiance que l'époux a envers son épouse et en ses capacités de gestion des affaires familiales et économiques. Puis, elle témoigne de la collaboration entre les deux époux puisque, bien que ce ne soit pas précisé, le mari ne laisserait pas une pleine liberté à sa femme si elle n'avait pas participé aux affaires professionnelles auparavant¹⁸. L'acte de procuration pourrait donc être considéré comme une preuve écrite du fonctionnement normal de leur couple.

Il n'a pas été possible de trouver une procuration entre Marie Guilbault (cabaretière) et son époux, François Dubois, mais elle est mentionnée comme sa femme et procureure (plutôt que procuratrice) et ce, à deux reprises pour la même cause devant la cour justice. Bien qu'elle le représente à plusieurs reprises devant la justice, son titre de procureure n'est mentionné que pour les deux derniers litiges. Dans les autres, il est seulement mentionné qu'il comparait par sa femme.

Les artisanes ne correspondent qu'à 17% des procuratrices étudiées par Benoît Grenier et Catherine Ferland¹⁹. Marie-Angélique Demers (tonnelière) semble être l'une de

¹⁷ BANQ-Q, Greffe du notaire Gilbert Boucault de Godefeus, Procuration de Joseph-Michel Legardeur de Croisil, écuyer, officier du détachement des troupes de la Marine, à Françoise Boucher, son épouse, de la ville de Québec, 29 avril 1755.

¹⁸ Grenier et Ferland, *loc. cit.*, p. 221.

¹⁹ *Ibid.*, p. 213.

ces femmes qui échappe du corpus des artisanes recevant une procuration notariée. Effectivement, aucune procuration notariée ne peut être trouvée en son nom alors qu'elle représente son fils pour un acte de quittance en lien avec la succession de la grand-mère de celui-ci. À la fin de cet acte de deux pages, nous pouvons cependant trouvé un petit document signé par François Desloriers, son fils, qui mentionne qu'il donne plein pouvoir à sa mère, la veuve Normandeau et Desloriers, pour gérer la succession de sa grand-mère. Il s'agit donc d'une procuration signée sous seing privé à Montréal quelques jours avant l'acte²⁰.

Les procurations signées devant notaire sont très peu nombreuses, mais le nombre d'actes est tout de même intéressant considérant la petitesse du groupe de femmes étudié. Parmi les vingt-trois femmes de cette étude, nous ne retrouvons la trace, ou la mention, d'une procuration que pour quatre d'entre elles. Elles sont deux à recevoir une procuration notariée, Françoise Boucher de Boucherville (négociante) et Marie-Anne Aubuchon (boulangère), et elles sont deux autres qui sont mentionnées comme procuratrices, ou « procureure » pour Marie Guilbault (cabaretière) et Marie-Angélique Demers (tonnelière). Les procurations que ces femmes octroient à une autre personne et les raisons menant à notarié celles-ci sont également des sources importantes pour nous permettre d'en apprendre plus sur leur vie.

1.2 Les femmes représentées

Françoise Boucher de Boucherville (négociante) est l'une des femmes les plus présentes dans les sources parmi les 23 femmes de cette étude et cela se manifeste

²⁰ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Claude Panet, Quittance de Angélique Demers, veuve de Augustin Normandeau dit Deslaurier, au nom et comme fondé de pouvoir de François Deslorier, à Ignace Delzenne, 22 juin 1765.

également en ce qui a trait à la procuration. Au cours de sa vie, celle-ci délègue son pouvoir au moins à quatre reprises. La première procuration qu'elle signe est pour son premier époux, Jean-Baptiste Pommereau, le 11 mars 1741²¹. Elle lui donne plein pouvoir en ce qui a trait à la succession de ses parents, Pierre Boucher de Boucherville et Marie-Charlotte Denis, tous deux décédés en 1740. Bien qu'elle soit son épouse et qu'il ait tout pouvoir sur la gestion de leur communauté, il est nécessaire que celui-ci ait l'autorisation de sa femme pour gérer ses biens et ses héritages. Effectivement, les femmes sont ainsi protégées par la Coutume de Paris qui prévoit que l'époux doit obtenir le consentement de son épouse pour que celui-ci puisse signer des actes en lien avec ses biens propres²². Quatorze ans plus tard, Françoise donne à nouveau pouvoir, mais cette fois-ci à son frère René Boucherville de La Bruère. Aucun acte n'a été retrouvé à ce sujet, mais il est précisé dans l'acte de concession d'une terre que celui-ci agit en tant que « fondé du pouvoir de dame Françoise Boucher, épouse de sieur de Montesson²³ ». Il est surprenant de voir qu'elle donne pouvoir à son frère plutôt qu'à son époux, mais nous pouvons supposer que celle-ci a donné une procuration, sous seing privé, à son frère pour que celui-ci gère ses parts dans le fief de Boucherville alors qu'elle habite à Québec tout comme son époux.

Elle est ensuite représentée par son fils, François Pommereau, en 1771 dans un acte où il agit en son nom et au nom de quelques autres membres de la famille, ses sœurs et beaux-frères. Encore une fois, aucun acte de procuration n'a été trouvé entre Françoise et

²¹ BANQ-MTL, Greffe du notaire Jean de Latour, Procuration de Françoise Boucher de Boucherville, à Jean-Baptiste Pommereau, écrivain employé aux magasins du Roi, son époux, 11 mars 1741.

²² Parent, *op. cit.*, p. 180-181.

²³ BANQ-MTL, Greffe du notaire Antoine Loiseau dit Châlons, Concession d'une terre située dans le fief de Dame de Montesson; par René Boucher de la Bruère, écuyer, du bourg de Boucherville, fondé du pouvoir de Françoise Boucher, épouse actuelle de de Montesson, sa sœur, à Louis Martimbeau, habitant, de Boucherville, 2 mars 1755.

son fils François. Elle a donc très probablement procédé sous seing privé également. Finalement, très âgée et habitant maintenant à l'hôpital général, Françoise signe à nouveau une procuration le 3 juillet 1781. Cette fois-ci, elle donne plein pouvoir à Jean-Baptiste Badeaux, écuyer et notaire, en ce qui a trait à la gestion des fiefs qu'elle possède. C'est le dernier acte qu'elle ratifie avant son décès quelques années plus tard, le 19 juin 1787. L'âge, combiné à la situation géographique, est certainement l'un des facteurs ayant porté Françoise à signer une procuration à ce notaire. C'est l'un des principaux motifs pour lesquels les veuves décident de déléguer leur pouvoir, comme le souligne France Parent : « La distance géographique peut constituer un des motifs du choix des veuves d'envoyer un procureur devant la justice en leur nom²⁴ ».

Marie-Anne Cheron est une autre négociante qui délègue son pouvoir. Il est possible de retrouver trois procurations signées de sa main. La première est une procuration octroyée par plusieurs personnes, dont Marie-Anne Cheron, à Pierre Poulin, son beau-frère, et à l'épouse de celui-ci, Louise Boulanger. Cet acte a été fait en 1747²⁵. Pratiquement illisible, il semble porter sur un certain héritage. Elle en signe une autre accompagnée d'autres personnes lors de la deuxième procuration le 18 juillet 1752²⁶. Il s'agit de sa sœur et de son beau-frère, Madeleine Cheron et Philippe D'Ailleboust de Cerry. Ils donnent alors pouvoir au frère de Madeleine et de Marie-Anne, Charles Cheron concernant la succession

²⁴ France Parent, *op. cit.*, p. 178.

²⁵ BANQ-Q, Greffe du notaire Christophe-Hilarion Dulaurent, Procuration de Pierre Leboullanger, curé, de la paroisse de Charlesbourg, Geneviève Leboullanger (majeure), de la paroisse de Charlesbourg, Philippe Dailleboust de Cerry, écuyer et Madeleine Cheron, son épouse, et Marie-Anne Cheron, veuve de Joseph Poulin de Nicolet, exempt de la Maréchaussée, à Pierre Poulin et Louise Boulenger, son épouse, leur beau-frère, 13 mars 1747.

²⁶ BANQ-Q, Greffe du notaire Claude Barolet, Procuration de Philippe Dailleboust de Cerry, écuyer et capitaine de port et Marie-Madeleine Cheron, son épouse, et Marie-Anne Cheron, veuve de Joseph Poulin dit Nicolet, exempt de la Maréchaussée, de la ville de Québec, à Charles Cheron, leur frère et beau-frère, 18 juillet 1752.

de leur autre frère, Étienne. Charles a déjà représenté ses sœurs dans un autre acte concernant cette succession avant la signature de la procuration²⁷. Les trois mêmes personnes, incluant toujours Marie-Anne, donnent à nouveau procuration en août 1753, mais cette fois-ci, à Jean-Baptiste Carrier, un autre négociant²⁸. Des sommes d'argent de même que le nom de Charles Cheron, leur frère et beau-frère, sont mentionnés dans l'acte dont l'écriture est pratiquement indéchiffrable. Celui-ci est décédé à la date de l'acte nous faisant penser qu'il porte probablement encore sur une succession, celle de Charles. Ce dernier était capitaine de navire alors que le procureur habite à Bordeaux. La procuration sert peut-être alors à gérer des affaires de leur défunt frère en France.

Bien que ce soit surtout des individus appartenant à la bourgeoisie marchande et seigneuriale qui signent ce type d'acte devant notaire²⁹, des femmes provenant d'autres catégories professionnelles signent aussi des procurations. Marie-Hélène Lemieux, cabaretière, a délégué son pouvoir au moins à une reprise. Marie-Hélène et René Paquet, son époux, ont donné plein pouvoir en ce qui a trait à la succession de l'oncle de celle-ci, Guillaume Leboeuf. Elle a donné pouvoir, avec sa sœur et au nom de son frère, à un certain François Lajoue pour faire des recherches en ce qui a trait à cette succession.

Ce sont ensuite les deux boulangères qui délèguent leur pouvoir. Marie-Anne Aubuchon semble avoir octroyé une procuration à Luc de Lacorne en ce qui a trait à la

²⁷ BANQ-BAC, Greffe du notaire J.-J. Hamard de Laborde, Dépôt d'une transaction entre Charles Cheron, de Québec, tant en son nom comme légataire particulier de feu Etienne Cheron, son frère, que comme faisant pour Marie-Josèphe Cheron, veuve de Pierre-André Carrerot, sa sœur, et encore pour ses trois autres sœurs aussi légataires particulières dudit défunt; et Pierre Abraham, capitaine de milice et habitant, légataire universel dudit défunt et son exécuteur testamentaire, 29 avril 1752 (ratifié le 15 juillet 1752).

²⁸ BANQ-Q, Greffe du notaire Claude Barolet, Procuration de Philippe Dailleboust de Cerry, écuyer, capitaine de port en la Nouvelle-France et Marie-Madeleine Cheron, son épouse, Marie-Anne Cheron, veuve de Joseph Poulin dit Nicolet, exempt de la Maréchaussée, à Jean-Baptiste Carrier, négociant, de la ville de Bordeaux, 6 août 1753.

²⁹ Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), *loc. cit.*, p. 35.

gestion de ses biens à Montréal. Celui-ci fait la vente de droits successifs mobiliers et immobiliers, en tant que procureur de Marie-Anne, au frère de cette dernière, Jacques Aubuchon, le 9 juin 1749³⁰. Elle donne ensuite procuration à un certain Panet pour gérer la succession de son défunt frère, Jacques, le 28 juin 1768³¹. Nous pouvons supposer qu'il s'agit de Jean-Claude Panet, le notaire qui a écrit l'acte de procuration, mais le prénom n'est pas écrit dans l'acte. Elle semble donner une autre procuration en 1768, mais sous seing privé cette fois-ci, puisque c'est un certain Jean-Baptiste Deseve qui la représente dans un acte portant sur le partage de biens entre plusieurs personnes dont ses frères et sœurs le 8 juillet 1768³².

Puis, Marie-Louise Corbin signe une procuration le 21 octobre 1751³³. Il n'a malheureusement pas été possible de déterminer les détails de cette procuration puisque cet acte était introuvable. Son titre indique cependant que ce sont plusieurs membres de la famille Laroche, les frères et sœurs du défunt époux de Marie-Louise Corbin, Augustin Laroche, de même que celle-ci et son deuxième époux, Nicolas Doyon, qui donnent

³⁰ BANQ-MTL, Greffe du notaire Jean-Baptiste Adhémar de Saint-Martin, Vente de droits successifs mobiliers et immobiliers; par Luc de Lacorne de Chap de St Luc, écuyer et lieutenant d'une compagnie des troupes du détachement de la Marine, de la ville de Montréal, au nom et comme procureur de Marie-Anne Aubuchon, veuve de Pierre Joly, maître boulanger, de la ville de Québec, à Jacques Aubuchon, habitant, de la Longue Pointe en l'île de Montréal, 9 juin 1749.

³¹ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Claude Panet, Procuration de Marie-Anne Aubuchon, veuve de Pierre Jolly, à ? Panet, notaire et avocat à Montréal, 28 juin 1768.

³² BANQ-MTL, Greffe du notaire Pierre Panet de Méru, Compte partant partage de biens entre Nicolas Brouillet, veuf de Marie Regné dit Brion, épouse antérieure de Jacques Aubuchon, Angélique Aubuchon, veuve de Pierre Truteau, de la Longue Pointe, tant en son nom que stipulant pour Joseph Aubuchon, demeurant aux Islinois, Pierre Aubuchon, demeurant aux Islinois, ses frères absents, Marie-Jeanne Aubuchon, veuve de Jean-Baptiste Quenel, de Lachine, et Jean-Baptiste Deseve, au nom et comme fondé de la procuration de Marie-Anne Aubuchon, veuve de Pierre Jolly, de Québec, 8 juillet 1768.

³³ BANQ-Q, Greffe du notaire Claude Barolet, Procuration de Michel Laroche, maître boulanger, Marie-Anne Laroche, veuve de Louis Cureux, Louise Corbin et Nicolas Doyon, maître boulanger, son époux, épouse antérieure de Augustin Laroche, au nom et comme tutrice de ses enfants mineurs Antoine Boissel et Marie-Madeleine Laroche (majeure), son épouse, Marie-Gabrielle Laroche, Pierre Denis, maître boulanger et Jeanne Laroche, son épouse, de la ville de Québec, à Jean-Michel Laroche, maître serrurier, de la ville de Québec, rue Couillard, leur neveu, 21 octobre 1751.

procuration à leur neveu, Jean-Michel Laroche. Il est possible que ce soit encore une question d'héritage puisque c'est ce qui lie souvent plusieurs membres d'une famille.

Quelques femmes délèguent leur pouvoir, particulièrement lorsqu'elles sont veuves, mais aussi quand elles sont mariées comme Françoise Boucher de Boucherville qui délègue son pouvoir à son époux. Un fait intéressant est que la plupart de ces procurations, qui sont signées par les femmes, sont aussi signées par plusieurs membres de leur famille. Il est possible que le choix de signer une procuration devant un notaire soit plus facile en raison de la séparation du coût de l'acte, acte qui peut être bien dispendieux³⁴. Puis, la signature de ces procurations entre des membres de leur famille porte principalement sur des questions de successions.

L'acte de procuration est un document très important pour analyser la présence des femmes dans la gestion de la communauté familiale. Effectivement, il permet de « percer, ne serait-ce que partiellement, le silence des archives relativement aux activités économiques des femmes mariées, incapables juridiquement en vertu de la Coutume de Paris³⁵ ». Révélateur en ce qui a trait à la confiance des époux envers leurs femmes (ou d'un enfant envers sa mère), mais aussi à la capacité des femmes à poursuivre les tâches de celui-ci en son absence, l'acte de procuration est une forme d'« émancipation » pour les femmes mariées³⁶. Cependant, celle-ci étant plutôt coûteuse, ce ne sont pas toutes les familles qui les réalisent devant notaire. Souvent faites sous seing privé, elles n'ont donc pas été conservées. Il n'y a donc aucune trace de celles-ci, sauf si elles sont utilisées devant un notaire ou un magistrat. Plusieurs actes sans procuration préalable témoignent de ce

³⁴ Cyr, *loc. cit.*, p. 97.

³⁵ Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), *loc. cit.*, p. 37.

³⁶ Ouellet, *loc. cit.*, p. 154-160.

type d'acte consentis de manière informelle. Il en est de même pour certaines causes devant la justice où ces femmes représentent leur mari. Que se passe-t-il lorsque ces femmes deviennent veuves? Libérées de leurs limites judiciaires, jouissent-elles d'une vie confortable ou sont-elles confrontées à une précarité économique?

2. L'agentivité ou la précarité économique?

Déclarer une profession lors du recensement de 1744 peut être vu comme un signe d'agentivité de ces femmes. Surtout veuves, mais parfois célibataires, elles sont émancipées du pouvoir des hommes, que ce soit de leur père ou de leur mari³⁷. Il n'y a qu'une seule exception, Charlotte Rancourt, qui est alors âgée de 16 ans et donc, toujours sous la tutelle de sa mère qui est veuve. Il est aussi possible que la pratique d'une profession, le plus souvent la poursuite de celle de leur mari, soit un signe de la précarité économique que peuvent vivre certaines veuves après le décès de leur époux³⁸. Par ailleurs, nous savons que d'autres femmes mènent des affaires sans la présence d'un homme et n'ont pas été mentionnées au recensement³⁹.

La présence des femmes devant la justice peut être une preuve de leur autonomie. Est-ce que ces femmes accompagnent leur époux lors de causes judiciaires en lien avec leur communauté conjugale? Se présentent-elles seules devant la cour de justice? Délèguent-elles leur pouvoir à une autre personne? Ce sont tous des éléments à prendre en compte pour analyser leur présence et ainsi, leur indépendance. Il est ensuite essentiel de

³⁷ Parent, *op. cit.*, p. 40.

³⁸ Brun, *op. cit.*, p. 66.

³⁹ Nous pouvons, entre autres, mentionner les marchandes Catherine Damien et Angélique Chesnay, étudiées par Jonathan Fortin dans son mémoire de maîtrise : Jonathan Fortin, *loc. cit.*, p. 66-69 ; ainsi que la « femme d'affaires » Marie-Anne Barbel : Lilianne Plamondon, « Une femme d'affaires en Nouvelle-France : Marie-Anne Barbel, veuve Fornel », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2, 1977, p. 165-185.

s'intéresser à un autre document très important et révélateur de la précarité économique que peuvent vivre certaines veuves : la renonciation à la communauté de biens.

2.1 La présence des femmes devant la justice

La présence des femmes devant la justice au cours de leur vie peut être un indice de leur indépendance. L'analyse porte sur les causes trouvées au nom des 23 femmes de l'étude ainsi qu'au nom de leur époux. Ces litiges proviennent de différentes cours de justice dont la Cour supérieure, la Cour des plaidoyers communs, la Juridiction Royale de Trois-Rivières, la Juridiction royale de Montréal et, principalement, la Prévôté de Québec.

Prenons d'abord le temps de déterminer les types de causes qui concernent ces femmes. Presque l'entièreté des litiges touchant les femmes de cette étude sont des causes civiles. Marie-Hélène Lavergne est la seule femme concernée par des causes criminelles. C'est cependant son époux, Jean-Baptiste Grenet, qui s'est présenté devant la cour pour cette affaire de voies de fait envers Marie-Hélène et sa fille. Les accusés sont même les parents et le frère d'une autre femme de groupe, la journaliste Angélique Palin⁴⁰. Elle est ensuite appelée à témoigner dans un procès concernant une servante accusée d'infanticide.

Toutes les autres causes qui concernent ces femmes, ou leur famille, relèvent du civil. Le tableau 3.1 permet d'analyser la présence des femmes durant les différentes périodes de leur vie. En ce qui concerne les célibataires, il est possible de voir que celles-ci ne sont pas souvent présentes devant la cour de justice. Sur les quatre femmes qui sont célibataires au moment du recensement de 1744, seules deux d'entre elles sont nommées

⁴⁰ BANQ-Q, TL5, Collections Pièces judiciaires et notariales, Procès de Jean-Baptiste Grenet, habitant de Québec, demeurant rue Champlain, contre de Mathurin Palin Dabonville, navigateur et sa femme Louise Renaud, pour voies de faits sur la femme et la fille de Grenet, 28 septembre 1721 au 9 mars 1722.

au moins une fois dans une cause. L'une d'entre elles, Charlotte Rancourt, célibataire au moment du recensement, n'est mentionnée que dans une affaire datant des 10 et 29 juillet 1753⁴¹. Cette dernière, âgée de vingt-quatre ans, et ses trois sœurs sont accusées d'avoir maltraité et injurié une autre jeune fille. C'est leur mère qui se présente devant la cour et elles sont finalement condamnées à payer, au total, 40 livres.

L'autre femme célibataire qui apparaît devant la cour de justice est Marguerite Cotton (couturière). Elle est nommée à trois reprises concernant deux litiges différents. Dans la première cause, Marguerite est accusée de ne pas avoir respecté le contrat d'engagement qu'elle a signé avec la jeune Marie-Madeleine Simiot. Elle est alors défenderesse. Cette affaire se déroule en 1744, année du recensement où elle déclare sa profession. Lors de cette cause, elle explique les raisons pour lesquelles elle a congédié la jeune apprentie. Cette dernière n'aurait pas respecté son devoir d'obéissance et ne voulait pas apprendre. Elle demande alors en retour un dédommagement pour le temps qu'elle lui a donné⁴². Il semble que l'affaire n'a pas été continuée puisqu'aucun autre acte judiciaire ne le suit. La deuxième cause qui la concerne l'oppose au sieur Pierre Rodrigue. Celui-ci doit une caisse de marchandises à Marguerite. Cette dernière est demanderesse dans l'affaire. Il est condamné à livrer la caisse ou à lui payer sa valeur⁴³. Le deuxième acte de

⁴¹ BANQ-Q, TL1, Fonds Prévôté de Québec, Cause entre Marguerite Lepage, veuve du feu Antoine Clopin, demanderesse, comparante par le sieur Guyard; et la veuve du nommé Rancourt, et Charlotte Rancourt, Jeanne Rancourt, Anne Rancourt et Louise Rancourt, filles dudit défunt Rancourt, défenderesses, comparantes par leur procureur, lesquelles filles Rancourt sont accusées d'avoir maltraité et injurié la fille de la demanderesse ; les défenderesses sont condamnées à payer à la demanderesse la somme de 40 livres, 29 juillet 1753.

⁴² BANQ-Q, TL5, Collection Pièces judiciaires et notariales, Réponses de Marguerite Cotton, couturière, dans le cadre du procès l'opposant au tuteur de Marie-Madeleine Simiot, son apprentie, qui l'accuse de l'avoir mis dehors et de n'avoir respecté leur contrat d'engagement passé le 7 février 1743, 7 septembre 1744.

⁴³ BANQ-Q, TL5, Collection Pièces judiciaires et notariales, Jugement rendu par Guillimin, lieutenant civil et criminel de l'Amirauté de Québec, en faveur de la dame Marguerite Coton, demanderesse, comparant par l'huissier Thibault, dans la cause l'opposant au sieur Pierre Rodrigue, défendeur, comparant par le sieur Decharnay, concernant une caisse de marchandises, lequel Rodrigue est condamné à livrer à la demanderesse

ce litige est une requête de Marguerite en ce qui concerne l'assignation des deux hommes qui seront nommés arbitres pour évaluer la marchandise. Elle est présente dans ce litige alors qu'elle est représentée par un huissier la première fois.

L'autonomie de Marguerite est perceptible à travers ces causes. Bien que représentée à une reprise, elle va à au moins à deux reprises devant la cour de justice pour se défendre contre des hommes. Elle se justifie elle-même concernant son choix de ne pas garder son apprentie au sein de sa maison quand elle a jugé qu'elle n'était pas apte à suivre ses enseignements. Puis, elle va aussi devant les tribunaux pour recevoir ce qui lui revient. Suzanne Gousse souligne dans son étude sur les couturières de Montréal que celles-ci devaient se créer un réseau de clientélisme dans leur domaine, surtout avec les marchands⁴⁴. Cependant, aucune des couturières étudiées par Gousse s'est présentées devant les Tribunaux pour une cause en lien avec leur profession⁴⁵, contrairement à Marguerite Cotton. Elle fait acte d'agentivité en étant demanderesse dans une telle affaire.

Le tableau 3.1 indique la présence des femmes devant la cour de justice. Il n'a pas été jugé nécessaire de séparer les femmes par catégories professionnelles puisqu'aucune grande disparité n'a été vu en ce qui concerne leur présence selon leur profession. Les plus grandes différences sont plutôt perceptibles selon leurs périodes de vie.

la caisse de marchandises en question ou à lui payer le montant de sa valeur suivant l'estimation qui sera faite par les sieurs Dubreuil et François Mounier, négociants en la ville de Québec, à titre d'arbitres, lesquels procéderont à ladite estimation et dresseront leur procès-verbal, 4 novembre 1755.

⁴⁴ Suzanne Gousse, *Les couturières de Montréal au XVIII^e siècle*, Québec, Septentrion, 2013, p. 222-223.

⁴⁵ *Ibid*, p. 230.

Tableau 3.1 : Présence des femmes devant la cour de justice

Statut civil	Total actes	Présence	Pourcentage de la présence en cour	Nombre de femmes
Célibataire	4	2	50%	4
Premier mariage	145	29	20%	19
Deuxième mariage	85	12	14%	6
Troisième mariage	3	0	0%	1
Premier veuvage	68	50	74%	19
Deuxième veuvage	12	9	78%	6

Source : Actes judiciaires des vingt-trois femmes trouvées sur Pistard

En ce qui concerne les épouses, il est possible de voir une divergence du pourcentage entre le moment où celles-ci sont mariées et ensuite, lorsqu'elles sont remariées. Il est à 20% pour le premier mariage alors que le pourcentage descend à 14% pour les femmes qui se remarient. Cela peut tout simplement s'expliquer par le type de relations entre les époux. Certaines sont plus actives alors que d'autres sont très effacées lorsqu'elles sont mariées. C'est le cas de Louise Douaire de Bondy qui est totalement absente des causes devant la cour de justice lorsqu'elle est mariée. Cependant, lors de son premier mariage, son mari n'a signé que quatre actes alors que durant son deuxième mariage, son nouvel époux a signé quarante-deux actes. Ces derniers représentent alors la moitié des actes comptabilisés à la ligne « Deuxième mariage » du tableau ci-dessus. Il est important de rappeler que les femmes ne peuvent ester en justice sans la présence de leur mari ou, au moins, sans leur autorisation⁴⁶. C'est la cabaretière Marie Guilbault qui se démarque le plus par sa présence devant la cour de justice durant ses années de vie conjugale. Effectivement, elle y est présente 16 fois sur 38, soit plus du double que la

⁴⁶ Parent, *op. cit.*, p. 129.

moyenne (42%). Elle y va même seule treize fois, comparante pour son mari. Signalons que la « couverture conjugale » persiste bien que ce soit elle qui représente son mari; en effet, le nom de Marie est absent de l'acte à huit reprises. Il est seulement inscrit le nom de son époux, François Dubois, « comparant par sa femme ». Nous pouvons certainement mentionner la confiance que celui-ci devait avoir envers son épouse pour qu'elle règle les causes seule. Elle y va pour divers litiges dont plusieurs contre un certain Pierre Renaud. Les affaires semblent être des conflits entre voisin dont notamment lorsqu'un cochon de François aurait été tué par Pierre⁴⁷ ou pour une affaire d'eaux que François aurait détournées⁴⁸. Marie Guilbault n'est pas un cas d'exception puisque, au XVII^e siècle, beaucoup de femmes représentaient déjà leur époux pour des causes judiciaires. Plus du tiers des femmes mariées qui se rendent devant la cour de justice à cette époque le font au nom de leur époux. Le contexte du XVII^e siècle était aussi plus propice à l'absence des hommes notamment pour la traite des fourrures⁴⁹.

Parmi les 18 autres femmes qui se sont mariées au moins une fois, très rares sont celles qui comparaissent devant la justice plus d'une fois durant leur premier mariage. Elles ne sont que trois autres femmes qui y sont à plus d'une reprise. Ce sont Marie-Louise Corbin, Marie-Hélène Lavergne et Geneviève Pelletier. Elles sont toutes de différentes professions : boulangère, cabaretière et couturière. Marie-Louise accompagne son époux

⁴⁷ BANQ-Q, TL5, Collection Pièces judiciaires et notariales, Renvoi hors cours des parties par le juge prévôt Guillaume Roger dans la cause opposant François Dubois, habitant du Gros-Pin, comparant par sa femme, à Pierre Renaud, aussi habitant dudit lieu, concernant un cochon appartenant audit François Dubois tué par ledit Pierre Renaud alors qu'il se trouvait dans les grains de ce dernier, et compte rendu à la suite de l'audition des témoins Philippe Beaudin et Anne Aumier, sa femme, 11 novembre 1700.

⁴⁸ BANQ-Q, Collection Pièces judiciaires et notariales, Cause opposant Pierre Renaud, habitant du Gros-Pin, à François Dubois, habitant de la seigneurie Notre-Dame-des-Anges, comparant par Marie Guilbault, sa femme, au sujet des eaux que ledit Dubois aurait détournées de la terre dudit Renaud, ce qui lui cause du tort, ainsi qu'à ses bestiaux, pendant l'été, 27 octobre 1718.

⁴⁹ Parent, *op. cit.*, p. 166-167.

de même que ses parents à deux reprises dans une cause les opposant au marchand Étienne Verron de Grandmesnil.

La cabaretière Marie-Hélène Lavergne va devant la cour de justice pour trois affaires dont une fois où elle agit au nom de son époux pour une sentence dans un procès entre ce dernier et son gendre. Celle-ci a probablement obtenu le pouvoir de représentation de son époux au préalable concernant cette affaire portant sur des comptes à régler, ce qu'aucune procuration ne vient cependant confirmer. Avant ces deux causes, Marie-Hélène et son mari se sont présentés devant la cour pour une requête afin de faire cesser les « injures et mauvais traitements⁵⁰ » d'une femme envers Marie-Hélène. Il aurait été possible de s'interroger sur l'influence de la profession de cabaretière sur ces différents litiges, bien que, selon l'acte du 16 septembre 1735, Marie-Hélène soit alors blanchisseuse⁵¹. Il est possible que son époux soit déjà cabaretier ou qu'il ait ouvert son établissement durant les neuf années qui séparent cette cause du recensement.

Geneviève Pelletier, couturière, va devant la cour de justice à quatre reprises dont au moins deux fois où elle comparait seule en son nom et au nom de son époux. Cette cause concerne un procès en lien avec l'héritage de Françoise Janson, la sœur de son époux, Pierre Janson dit Lapalme. Elle accompagne aussi son mari pour un litige concernant le vol de leur vache et une autre pour une garantie hypothécaire. Pierre Janson se présente la

⁵⁰ BANQ-Q, TL1, Requête de Jean-Baptiste Grenet et de sa femme Marie-Hélène Lavergne, demeurant à Québec, pour faire assigner Marie Poirier, femme d'un nommé Saint-Michel, afin qu'elle cesse ses injures et mauvais traitements contre les requérants et qu'elle paie une amende, 11 août 1723.

⁵¹ BANQ-Q, TL1, Fonds Prévôté de Québec, Requête de Jean-Baptiste Grenet, demeurant sur la rue Champlain à Québec, contre le nommé Saint-Michel, charpentier de navires, demeurant à Québec, et sa femme, laquelle est accusée d'avoir pris un prétexte pour entrer chez la femme du requérant et de l'avoir insultée et calomniée (la femme du nommé Saint-Michel accuse pour sa part la femme du suppliant, blanchisseuse, de voler les effets des officiers du Roi), ce pour quoi le requérant demande une réparation d'honneur et une amende, 16 septembre 1735.

majorité du temps seul, parfois avec d'autres personnes de son milieu professionnel ou de sa famille, pour les causes devant la justice, surtout que la majorité de celles-ci concernent principalement son métier d'architecte. Il a souvent été choisi comme expert dans son domaine pour différentes affaires, mais celles-ci n'ont pas été comptabilisées dans le total puisque cela ne concerne pas leur communauté familiale.

Les femmes qui se remarient sont très peu présentes devant la cour de justice non plus. Sur les six femmes, trois ont été présentes une fois ou plus. Marie-Anne Aubuchon (boulangère) n'y a été qu'une fois pendant son deuxième mariage et ce, sur un total de douze affaires. Cet acte concerne un procès où ils sont demandeurs en ce qui a trait au paiement d'un loyer. Marie-Hélène Lemieux (cabaretière) accompagne son mari pour trois litiges pendant son deuxième mariage. Ils se font, entre autres, assigner à comparaître puisqu'ils étaient opposés au choix d'épouse de l'un de leurs petits-enfants. L'oncle de la jeune femme réclame qu'ils demandent « pardon pour les calomnies et mensonges profanés à [son] endroit⁵² ». Puis, Marie-Louise Corbin (boulangère) accompagne son mari à huit reprises sur les vingt-cinq actes. Ils sont condamnés à plusieurs reprises aux dépens, parfois pour des sommes qu'ils doivent et ce, à plusieurs personnes. Son époux, Nicolas Doyon, est souvent devant la cour de justice seul pour des causes similaires où il doit de grandes sommes d'argent.

⁵² BANQ-Q, TL5, Collection Pièces judiciaires et notariales, Requête de Guillaume Nicolas, maître menuisier de la ville de Québec, demandant de faire assigner le nommé Robert Faucher de Saint-Aubin et Hélène Lemieux, grand-père et grand-mère d'Antoine Paquet, opposés au mariage prochain entre ledit Paquet et Louise Filiau, la nièce du suppliant; demandant la condamnation desdits Saint-Aubin à demander pardon pour les calomnies et mensonges profanés à l'endroit de Louise Filiau, et à faire toutes les réparations publiques qu'il conviendra, 4 septembre 1732.

Au troisième mariage, le pourcentage descend à zéro. Cette ligne ne concerne qu'une seule femme, Marie Rainville (cabaretière). Son mari se présente seul devant les tribunaux et elle n'est mentionnée qu'une seule fois sur les trois causes. Elle est aussi complètement absente lors des deux précédents mariages et n'est même pas mentionnée.

Il est possible de remarquer un lien entre les différentes causes où les femmes mariées accompagnent leur mari devant les tribunaux. Effectivement, elles comparaissent surtout pour des litiges à caractère familial. Ainsi, les femmes de cette étude ne se différencient pas de celles étudiées par France Parent au XVII^e siècle qui se rendaient devant la justice pour des affaires en lien avec leur famille, notamment des affaires de succession⁵³.

Comme on pouvait s'y attendre, les pourcentages augmentent considérablement pour les périodes où les femmes sont veuves. Affranchies de la tutelle de leur mari, elles peuvent maintenant jouir de leurs droits juridiques⁵⁴. Les femmes se représentent elles-mêmes devant la justice dans 74% des cas alors que le pourcentage augmente à 78% lorsqu'elles sont veuves pour une deuxième fois. Bien que celles-ci soient émancipées du pouvoir de leur mari, elles sont parfois représentées par un membre de la famille ou un procureur. Ce fait est tout de même très intéressant puisque France Parent a noté que les veuves, au XVII^e siècle, sont très rarement représentées. Il est tout de même possible que l'un des motifs pour que ces femmes soient représentées concerne leur localisation

⁵³ Parent, *op. cit.*, p. 130.

⁵⁴ *Ibid*, p. 124.

géographique⁵⁵. En effet, ce ne sont pas toutes les femmes qui ont toujours habité à Québec, tandis que d'autres ont parfois des biens à gérer dans d'autres régions.

Une grande partie des différends pour lesquels elles sont appelées devant la justice porte sur la tutelle de leurs enfants ou sur la succession de leur défunt époux, que ce soit après leur premier ou leur deuxième mariage. Les causes peuvent aussi porter sur la succession d'autres membres de leur famille dont leurs parents. Pour toutes ces causes, les femmes sont majoritairement défenderesses. Elles sont donc obligées de se présenter devant la justice pour régler leurs problèmes. Il faut noter que malgré les nouveaux droits que les veuves obtiennent, elles sont tout de même limitées notamment en ce qui a trait à l'héritage de leurs enfants. Effectivement, celles-ci doivent avoir l'accord du conseil de famille pour prendre des décisions concernant la communauté qu'elles avaient avec leur défunt époux⁵⁶. L'un des cas représentatifs de cette obligation est celui de la tonnelière Marie-Angélique Demers. Elle obtient d'abord le droit de vendre son emplacement au sein de l'assemblée pour ses enfants mineurs pour ensuite faire procéder à son enchère⁵⁷.

Marie-Anne Denis (négociante) doit, quant à elle, se présenter devant la justice puisque son fils Gilles-Antoine, âgé alors de vingt ans, fait une demande d'émancipation qui sera ultérieurement acceptée. Bien qu'elle compareisse pour cette affaire, elle est l'une des femmes qui se fait le plus représenter devant les tribunaux pendant son veuvage. En effet, sur les dix-sept actes en justice qui la concernent durant cette période, elle est

⁵⁵ *Ibid*, p. 177

⁵⁶ *Ibid*, p. 40.

⁵⁷ BANQ-Q, TL1, Fonds Prévôté de Québec, Vente d'un emplacement sis rue Saint-François à la Haute-Ville de Québec, suite à l'acte d'assemblée des mineurs du feu sieur Augustin Normandeau Deslauriers, et de Marie-Angélique Demers, sa veuve, ledit acte en date du 6 avril 1752, lequel autorise ladite Demers, mère et tutrice des mineurs, à procéder à ladite vente, ordre de procéder à la réception des dernières enchères, ledit emplacement est adjudgé à Pierre Gauvin, pour la somme de 825 livres, 9 mai 1752.

représentée pour cinq litiges. Ces représentants sont deux notaires différents, maître Panet trois fois et maître Saillant à deux reprises. Certains actes portent sur la succession de sa mère alors que d'autres semblent porter sur d'autres héritages. Bien qu'elle soit représentée, Marie-Anne Denis fait tout de même un acte d'agentivité puisqu'elle est demanderesse pour cinq causes, dont deux portant sur une hypothèque et une maison hypothéquée.

Marie-Louise Corbin, boulangère, se présente très peu devant la justice durant les deux périodes où elle est veuve. Cependant, il y a un cas qui ressort du lot. Représentée par son père, Marie-Louise est « condamnée à boucher son écurie [...] et à enterrer les fumiers et vidanges qu'elle a jetés dans la cour dudit demandeur⁵⁸ ». Il nous ait malheureusement impossible de connaître les intentions derrière les gestes de Marie-Louise. Il est possible que ce soit par négligence, mais nous pouvons aussi penser à une possible vengeance entre voisins. Si tel est le cas, ce litige semble évoquer une femme de caractère qui n'hésite pas à rétorquer à son voisin, Jacques Charly un négociant de Montréal.

Les actes judiciaires sont très importants pour nous aider à en apprendre davantage sur la vie des femmes qui déclarent un métier dans le recensement de 1744. La présence des femmes devant la justice ainsi que leur absence, peuvent être très révélatrice. Certaines causes semblent prouver l'autonomie de quelques-unes de ces femmes alors que d'autres restent malheureusement toujours aussi invisibles dans les sources. La force de caractère

⁵⁸ BANQ-Q, TL1, Fonds Prévôté de Québec, Cause entre Charles Turpin, au nom et comme fondé de la procuration du Sieur Besançon, marchand de Québec, lequel est fondé de pouvoir du sieur Jacques Charly, négociant de Montréal, demandeur, et Louise Corbin, veuve du nommé LaRoche, boulanger, défenderesse, comparant par André Corbin, son père, porteur de son pouvoir; la défenderesse est déboutée de l'opposition faite contre elle, le demandeur est autorisé à replacer la porte qui clos son terrain dont il est question, la défenderesse est condamnée à boucher son écurie qui donne sur ledit terrain et à enterrer les fumiers et vidanges qu'elle a jetés dans la cour dudit demandeur, et elle est condamnée aux dépens liquidés à 14 livres et 18 sols, 23 novembre 1743.

de quelques femmes est perceptible dans les litiges qui les concernent, principalement Marguerite Cotton et Marie-Louise Corbin. La première prend d'abord une apprentie pour ensuite mettre fin au contrat qu'elle a signé quand elle juge que celle-ci n'apprend pas correctement. Elle va même jusqu'à leur demander une compensation. La seconde, quant à elle, réplique de façon caractérielle à son voisin, entre autres, en envoyant du fumier sur son terrain. Ce sont, en quelque sorte, des formes d'affirmation, d'agentivité. Nous pouvons également imaginer que, dû à leur fort caractère, ces femmes ont une certaine notoriété en tant que couturière et boulangère au sein de leur communauté. Malgré cette « notoriété », certaines font face à des difficultés économiques et doivent procéder à la renonciation de leur communauté.

2.2 L'acte de renonciation : une preuve des difficultés économiques de certaines veuves

Malgré la nouvelle liberté des veuves, elles sont aussi confrontées à un avenir où elles sont seules pour gérer les affaires familiales autant sur le plan économique qu'en matière d'éducation des enfants. Face à une nécessité économique, certaines femmes sont tout simplement dans l'obligation de poursuivre la profession de leur époux⁵⁹. Il en est de même pour les veuves de la période postérieure comme l'a montré Bettina Bradbury⁶⁰. La précarité économique étant parfois trop grande, quelques femmes sont dans l'obligation de renoncer à leur communauté conjugale. Effectivement, les veuves, protégées par la Coutume de Paris, peuvent faire le choix de renoncer à leur communauté et ainsi, aux dettes contractées par leur époux si elles sont trop élevées. Cette disposition de la coutume leur

⁵⁹ Ouellet, *loc. cit.*, p. 158.

⁶⁰ Bettina Bradbury, « Surviving as a Widow in 19th-century Montreal », *Urban History Review*, vol. 17, n° 3, Février 1989, p. 148–160.

permet alors de faire un choix qu'elles ne pouvaient faire durant leur mariage, leur mari n'ayant pas besoin de leur consentement pour la gestion de leur communauté⁶¹. Les femmes peuvent ensuite faire la demande de leur part légitime, c'est-à-dire au moins leurs biens propres ainsi qu'une somme d'argent équivalent au douaire promis par le mari dans le contrat de mariage⁶².

Parmi les femmes de cette étude, peu nombreuses sont celles qui ont eu recours à la renonciation à la suite du décès de leur mari. Nous retrouvons cependant trois cas où les femmes renoncent à la succession de leurs parents ou de leurs beaux-parents. C'est le cas pour Marie-Anne Denis qui renonce à la communauté de sa mère et Marie-Hélène Lemieux qui renonce à la communauté de ses deux parents. Marie-Louise Raiche renonce, quant à elle, à la communauté de ses beaux-parents, Marie-Anne Fortin et Jean Lepicard après que le sieur Leclerc l'ait poursuivie en tant que tutrice des héritiers de cette succession, ses enfants mineurs⁶³.

Marie-Louise Raiche est l'une des deux femmes qui se voit dans l'obligation de renoncer à la communauté familiale après le décès de son époux, mais elle ne le fait que plusieurs années plus tard. Effectivement, Jean-Joseph Lepicard décède le 27 juillet 1727 alors que l'acte en question a été notarié le 28 septembre 1735. Ce long intervalle s'explique dans l'acte en question qui consiste en une déclaration suivie d'une renonciation. Dans celle-ci, Marie-Louise déclare qu'elle avait été obligée d'aller vivre

⁶¹ Brun, *op. cit.*, p. 59.

⁶² Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France, les Français en Amérique du nord, XVI^e-XVIII^e siècle*, Québec, Presses de l'université Laval, 2001, p. 207-208.

⁶³ BANQ-Q, Greffe du notaire Jacques-Nicolas Pinguet de Vaucour, Renonciation par Marie-Louise Resche, veuve de Joseph Lepicard, 20 décembre 1734.

chez sa mère « afin de pouvoir louer la maison dépendante de la succession⁶⁴ ». Le subrogé tuteur de ses enfants, Pierre-Simon Channazart, ajoute que Marie-Louise n'a pas pu faire un inventaire après le décès de son mari en raison du peu de meubles qu'elle possédait, n'ayant pratiquement que les hardes et linges à son usage et celui de ses enfants. Elle n'aurait pas pu absorber les coûts de cet acte⁶⁵. Ces déclarations démontrent la grande difficulté dans laquelle les veuves peuvent être lorsqu'elles se retrouvent seules, souvent avec de jeunes enfants, mais elles révèlent aussi les difficultés qu'elles peuvent rencontrer lorsqu'elles désirent renoncer à la communauté. Ce ne sont donc pas toutes les femmes qui peuvent se permettre de le faire.

La boulangère Marie-Louise Corbin est la seconde femme qui a dû renoncer à sa communauté familiale. Elle l'a fait après le décès de son second époux, Nicolas Doyon. Dans la précédente partie, nous avons développé sur leurs difficultés monétaires qui étaient perceptibles à travers les nombreuses causes en justice où Nicolas Doyon était condamné à payer des amendes ou à rembourser d'importantes sommes d'argent. Leur maison, logeant aussi leur boulangerie, est également saisie peu de temps avant que Nicolas ne décède⁶⁶. Tous ces événements semblent avoir mené Marie-Louise à devoir renoncer à sa communauté pour ainsi éviter de payer les nombreuses dettes contractées durant son deuxième mariage. Rappelons aussi que tous ces événements ont lieu dans le contexte de la Guerre de la Conquête où il devait être très difficile d'avoir en leur possession tous les ingrédients nécessaires à la production de pains et donc d'opérer efficacement leur

⁶⁴ BANQ-Q, Greffe du notaire Jacques-Nicolas Pinguet de Vaucour, Déclaration par Louise Resche, veuve de Jean-Joseph Lepicard, de la ville de Québec, 28 septembre 1735.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Claude Panet, Saisie réelle de la maison de Nicolas Doyon, maître boulanger et Louise Corbin, son épouse, de la ville de Québec, 11 août 1758.

boulangerie. Effectivement, ce n'est qu'au commencement de la guerre que leurs problèmes économiques ont vraiment débutés. Cet acte de renonciation a été notarié le 15 novembre 1762⁶⁷ alors que son mari est décédé deux ans plus tôt, le 18 mars 1760. Étant dans l'obligation de faire un inventaire avant de renoncer à la communauté⁶⁸, il est possible que Marie-Louise Corbin ait dû attendre, à l'instar de Marie-Louise Raiche, avant de pouvoir formaliser cette renonciation.

La présence des femmes devant la cour de justice de même que le choix de procéder à certains actes comme une renonciation peuvent être très révélateurs de la condition des femmes à ces périodes. Renonçant à leur communauté, les veuves échappent à des dettes probablement plus élevées que la valeur de leurs biens. La renonciation est alors un signe important de la précarité économique à laquelle peuvent faire face les veuves. Toutes ne travaillent pas seulement parce qu'elles le peuvent, mais parce qu'elles le doivent. Le cas de ces deux femmes rappelle que les femmes de la Nouvelle-France ne sont pas favorisées comme cela a déjà été avancé auparavant⁶⁹.

Les causes judiciaires lors desquelles les femmes comparaissent peuvent néanmoins révéler une certaine autonomie, surtout pour celles qui y vont seules, parfois même pour représenter leur époux. Bien que peu de sources révèlent des éléments sur le travail, sauf pour un cas où nous apprenons que Marie-Hélène Lavergne, cabaretière, a également été blanchisseuse quelques années auparavant, elles peuvent en révéler un peu plus sur leur histoire. Cette dernière semble avoir un fort caractère tout comme Marie-

⁶⁷ BANQ-Q, Greffe du notaire François-Emmanuel Moreau, Renonciation par Marie-Louise Corbin, veuve de Nicolas Doyon, maître boulanger, de la ville de Québec, 15 novembre 1762.

⁶⁸ Parent et Postolec, *loc. cit.*, p. 313.

⁶⁹ Jan Noel, « New France : Les femmes favorisées », *Atlantis*, vol. 6, n° 2 (1981), p. 80-98 ; Jan Noel, *Along a River : the First French-Canadian Women*, Toronto, University of Toronto Press, 2013, p. 145.

Louise Corbin qui n'hésite pas à envoyer du fumier et des vidanges chez son voisin avec qui elle semble être en querelle. Par contre, il est difficile de déterminer si leurs actions dépendent de leur caractère ou, plutôt, de leur situation en tant que femmes dans une société patriarcale⁷⁰. Pour en apprendre davantage sur ces femmes et sur leur vie, il est aussi nécessaire de s'intéresser à leur activité économique dans une perspective micro analytique.

3. Les traces de l'activité économique : études de cas

En Nouvelle-France, le lieu de travail est majoritairement situé à la maison familiale favorisant ainsi la participation de l'épouse aux tâches professionnelles. Il est toutefois très difficile d'évaluer cette participation qui est parfois même une association entre les époux. La contribution des femmes est très souvent non officielle dans les sources, sauf à quelques exceptions⁷¹. Effectivement, dans le recensement, ce sont les hommes qui déclarent leur profession. Puis, les autres documents ne permettent pas vraiment d'évaluer le partage des tâches⁷². Josette Brun indique que le mari se présente souvent seul devant le notaire pour gérer les affaires familiales, dans 75% des cas. Le couple s'y présente ensemble pour 20% des actes alors que l'épouse n'est envoyée seule que dans de rares cas pour régler des transactions devant notaire (4%)⁷³. Bien qu'une partie des femmes de cette étude soit très peu impliquée dans la gestion de leur communauté familiale, une majorité d'entre elles le sont beaucoup plus que le pourcentage évalué par Josette Brun dans son étude. Effectivement, plusieurs des femmes de ce groupe accompagnent leur époux dans plus de

⁷⁰ Benoît Grenier, *Marie-Catherine Peuvret, 1667-1739 : veuve et seigneuresse en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, 2005, p. 192.

⁷¹ Cyr, *loc. cit.*, p. 92.

⁷² Brun, *op. cit.*, p. 14

⁷³ *Ibid.*, p. 20-21.

50% des actes de leur communauté familiale⁷⁴, étant alors deux fois plus présente que le 20% que Brun avait calculé. Malgré cela, le nom de l'épouse est souvent associé à celui de leur époux, leur rôle est donc dissimulé⁷⁵. Leur participation dans les affaires familiales suppose qu'elles étaient aussi très présentes dans les affaires professionnelles au quotidien. Il est donc nécessaire d'analyser les traces de l'activité économique des femmes à travers les actes qu'elles ont passés devant notaire. Que ce soit en lien avec leur travail, ce qui est très rare, ou avec leur communauté conjugale, nous tentons ici d'analyser la présence de quatre des femmes de cette étude dans la gestion de leurs affaires familiales. La sélection de ces femmes s'est faite par le désir de développer au sujet de femmes provenant de différentes catégories professionnelles, mais aussi par le nombre d'actes les concernant. C'est pour cette raison que nous avons porté une attention plus particulière sur la tonnelière Marie-Angélique Demers, la boulangère Marie-Anne Aubuchon, la négociante Françoise Boucher de Boucherville et la cabaretière Marie-Hélène Lemieux.

3.1 Marie-Angélique Demers : tonnelière

Marie-Angélique Demers épouse Augustin Normandeau le 5 septembre 1725⁷⁶ à l'âge de 23 ans. Pendant leur union de 18 ans, Marie-Angélique est complètement absente de la gestion de la communauté familiale, n'apparaissant que lors de leur contrat de mariage. Augustin est le seul présent pour tous les autres actes que ce soit pour l'achat d'emplacements ou pour l'engagement d'apprentis tonneliers. Cette situation confirme l'absence des femmes mariées dans les sources.

⁷⁴ Des tableaux de la participation des femmes à la gestion de leur communauté familiale sont présentées à l'Annexe E.

⁷⁵ Parent et Postolec, *loc. cit.*, p. 300.

⁷⁶ PRDH, Acte de mariage d'Augustin Normandeau Deslauriers et Angélique Demers, 5 septembre 1725, Québec, #68461.

Cependant, quand Augustin décède en 1743⁷⁷, Marie-Angélique prend la relève du commerce familial. Il semble que la boutique de tonnellerie était l'une des plus actives de l'époque et qu'il « laissa un atelier bien équipé, une provision considérable de matériaux, [...] ainsi que plusieurs produits finis⁷⁸ ». Elle est très présente dans les années qui suivent notamment par la signature de plusieurs engagements. Elle signe d'abord l'engagement en tant que compagnon tonnelier de Pierre Audy le 27 mars 1744, quelques mois à peine après le décès de son époux. Dans cet acte, il est mentionné que ce dernier « s'est volontairement engagé en qualité de compagnon tonnelier pour travailler en la dite boutique de tonnellerie de la dame Angélique Normandeau⁷⁹ ». Le compagnon tonnelier signait souvent un contrat pour perfectionner son apprentissage et devait continuer de travailler auprès d'un maître. Les contrats pour les compagnons tonneliers étaient cependant très rares puisque seulement huit ont été retrouvés pour la période de la Nouvelle-France⁸⁰.

Elle engage ensuite un apprenti tonnelier en mars 1745, Didace Jérémie. Il est alors précisé que celui-ci travaillera pour Marie-Angélique, mais aussi pour Pierre Audy puisqu'il est le tonnelier qui s'occupe de la boutique⁸¹. Ces deux hommes sont mentionnés présents dans la maisonnée d'Angélique Demers lors du recensement de 1744 en plus du frère de Pierre Audy, Jean. Il est intéressant de noter que Marie-Angélique fait notarié de nouveaux engagements après le décès de son époux, surtout pour un métier reconnu comme

⁷⁷ PRDH, Acte de sépulture d'Augustin Normandeau Deslauriers, 3 août 1743, Québec, #167610.

⁷⁸ Eileen Reid Marcil, *Les tonneliers au Québec du XVIIe au XXe siècle*, Québec, Les éditions GID, 2003, p. 76.

⁷⁹ BANQ-Q, Greffe du notaire Claude Barolet, Engagement en qualité de compagnon tonnelier de Pierre Audy, compagnon tonnelier, de la ville de Québec, rue du Sault au Matelot, à Angélique Demers, veuve de Augustin Normandeau, maître tonnelier, 27 mars 1744.

⁸⁰ Eileen Reid Marcil, *op. cit.*, p. 30-31.

⁸¹ BANQ-Q, Greffe du notaire Claude Barolet, Engagement en qualité de apprenti tonnelier de Didace Jeremie (19 ans), par Joseph Hupé dit Lagrois, de Montreal, son tuteur, à Marie-Angélique Demers, veuve de Augustin Normandeaus dit Deslorier, maître tonnelier, de la ville de Québec, 8 mars 1745.

masculin puisque très physique. Nous pouvons supposer que Marie-Angélique continue son rôle de gestionnaire de la boutique alors qu'elle a engagé des hommes pour s'occuper des tâches plus physiques du travail, surtout en attendant que ses enfants soient plus en âge de l'aider.



Planche représentant l'importance de la famille dans le métier de tonnelier où un garçon travaille en compagnie de deux hommes⁸².

Lorsqu'elle devient veuve, Marie-Angélique a sept enfants âgés entre trois et seize ans dont cinq fils âgés entre trois et quatorze ans. La collaboration des enfants dans les tâches professionnelles était habituelle pour les veuves⁸³. Ces fils, les trois plus âgés, travaillent probablement avec les ouvriers puisque son fils aîné, Augustin Normandeau, est lui-même engagé en tant que compagnon tonnelier, sous l'autorisation de sa mère, auprès d'un négociant en 1749⁸⁴. Son autre fils, Antoine Normandeau, est ensuite engagé quelques

⁸² Jean-Frédéric Wentzel, « Le tonnelier = Der Kaefer », Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg/Bibliothèque nationale de France, 1847 [en Ligne], <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41916564f> Consulté le 10 mai 2019.

⁸³ Josette Brun, « Les femmes d'affaires en Nouvelle-France au 18^e siècle : le cas de l'Île Royale », *Acadiensis*, vol. 27, n° 1 (1997), p. 62.

⁸⁴ BANQ-Q, Greffe du notaire Jean-Claude Panet, Engagement en qualité de compagnon tonnelier de Augustin Normandeau (mineur), garçon tonnelier, autorisé de Marie-Angélique Demers, veuve de

mois plus tard lui aussi en tant qu'apprenti tonnelier auprès d'un maître tonnelier de Québec, Pierre Fortier⁸⁵. Ce sont donc trois de ses cinq fils qui poursuivent la trace de leurs parents. Ils ont probablement été initiés au métier par leurs deux parents en travaillant auprès d'eux ainsi qu'auprès des ouvriers après le décès de leur père en 1743. En effet, ce sont les trois plus vieux garçons de la famille, âgés entre dix et quatorze ans en 1744, qui travailleront ensuite comme tonneliers. Les deux autres demeurent probablement dans le secteur professionnel de l'artisanat. Nous n'avons la confirmation que de l'un des deux qui est forgeron. La transmission familiale n'est pas rare, particulièrement en ce qui a trait aux artisans. L'apprentissage privé, notamment auprès de la famille, était la principale source des artisans en Nouvelle-France⁸⁶. Les engagements et le recensement sont les dernières mentions du travail de tonnelière d'Angélique.

Il est malheureusement impossible de savoir à quel moment celle-ci a cessé ces activités, mais nous pouvons supposer qu'elle est restée dans le domaine au moins quelques années. Rappelons que le travail des veuves est effectivement un indice d'agentivité, mais aussi une preuve de la précarité économique de certaines d'entre elles. Ayant plusieurs enfants en bas âge, Marie-Angélique doit s'occuper de ceux-ci, mais également subvenir à leurs besoins. Elle est présente dans plusieurs autres actes dont de nombreuses quittances. La dernière quittance est au nom d'un certain François Desloriers. Il s'agit de son fils qui lui a donné procuration. C'est le dernier acte que nous retrouvons concernant Marie-

Normandeau, sa mère, à Durocher, négociant, de Montréal, ce acceptant pour lui Nicolas Doyon, 17 mars 1749.

⁸⁵ BANQ-Q, Greffe du notaire Claude Barolet, Engagement en qualité de apprenti tonnelier de Antoine Normandeau, par Marie-Angélique Demers, veuve de Augustin Normandeau, maître tonnelier, de la ville de Québec, sa mère, à Pierre Fortier, maître tonnelier, de la ville de Québec, 17 juin 1749.

⁸⁶ Peter N. Moogk, « Apprenticeship Indures : A Key to Artisan Life in New France », *Historical Papers*, vol. 6, n° 1, 1971, p. 77.

Angélique Demers avant son décès en 1786, soit plus de vingt ans après. Comme l'a constaté Josette Brun, il est certainement « difficile d'évaluer la durée de l'activité économique des veuves en affaires⁸⁷ ». Les sources ne nous permettent pas de connaître le moment où elles ont débuté leur profession ni quand elles y ont mis un terme. Il est certain que la capacité des enfants à prendre la relève est un indice probant de cette étape où la veuve laisse le commerce entre les mains de son ou ses enfants⁸⁸.

Marie-Angélique a laissé une grande quantité d'actes nous permettant d'en apprendre plus sur une tonnelière à l'époque de la Nouvelle-France. Ces femmes faisant parties de la catégorie professionnelle des artisanes sont souvent sous-observées, entre autres, par la rareté des sources nous permettant de les étudier. Une autre artisane qui est plutôt présente dans les sources est Marie-Anne Aubuchon qui déclare la profession de boulangère en 1744.

3.2 Marie-Anne Aubuchon : boulangère

Marie-Anne Aubuchon se marie pour la première fois à l'âge de 19 ans au boulanger Jean-Baptiste Tessier dit Lavigne, le 7 février 1712⁸⁹. Le couple demeure alors à Montréal. La relation de ce couple et la nature de leur collaboration est difficile à évaluer en raison de la courte durée de leur union. En effet, Jean-Baptiste est décédé à peine un an après leur mariage à Montréal⁹⁰. Malgré la courte durée de l'union, le couple a tout de

⁸⁷ Brun, *loc. cit.*, p. 59.

⁸⁸ André Lespagnol a étudié le cas des veuves de négociants qui reprenaient la profession de leur mari et de la collaboration qu'elles avaient avec leurs fils dans : André Lespagnol, « Femmes négociantes sous Louis XIV. Les conditions complexes d'une promotion provisoire », *Populations et cultures. Études réunies en l'honneur de François Lebrun*, Rennes, AFL, 1989, p. 463-470.

⁸⁹ PRDH, Acte de mariage de Jean-Baptiste Tessier et Marie-Anne Aubuchon, 7 février 1712, Montréal, #48057.

⁹⁰ PRDH, Acte de sépulture de Jean-Baptiste Tessier, 13 février 1713, Montréal, #50806.

même eu une enfant, Marie-Anne. Il est probable que celle-ci n'ait pas survécu puisqu'aucune autre source la concernant n'a été trouvée. Marie-Anne n'est pas beaucoup présente au vu des archives, mais Jean-Baptiste ne l'est pas non plus autant en matière de gestion des affaires familiales que professionnelles.

La première période où Marie-Anne est veuve est d'une durée de cinq ans. Son cas est remarquable puisqu'elle est veuve, mais elle est également mineure. Cette situation est paradoxale puisque dans la société patriarcale de la Nouvelle-France, les femmes mineures restent sous la tutelle de leur père jusqu'à leur mariage⁹¹. Puis, au décès de leur époux, les veuves obtiennent plus d'autonomie et de droits, entre autres, en ce qui a trait à la gestion de leur communauté. Cependant, dans le cas de Marie-Anne, en devenant veuve alors qu'elle est mineure, elle retourne sous la tutelle de son père; ce dernier demande une assemblée le lendemain du décès de Jean-Baptiste pour nommer un tuteur à sa fille, de même qu'à son enfant à naître⁹². Cette situation paradoxale d'une veuve mineure a déjà été étudiée par David Gilles par le cas de Marie-Françoise Gosselin qui veut faire annuler une vente de terre qu'elle aurait signée alors qu'elle était veuve et mineure. Les notaires qui se présentent devant la justice expliquent que la vente serait nulle puisqu'elle n'avait pas l'autorisation de signer le document⁹³. Cela présente bien la complexité juridique des veuves mineures.

⁹¹ Parent et Postolec, *loc. cit.*, p. 303.

⁹² BANQ-MTL, CC601, Fonds Tutelles et curatelles, Tutelle de Marie-Anne Aubuchon, épouse mineure de feu Jean-Baptiste Tessier, et de leur enfant à naître, 15-16 février 1713.

⁹³ David Gilles, « L'affaire Marie-Françoise Gosselin ou la capacité juridique des femmes mariées en question. Absences et errances normatives après la Conquête », dans Emmanuelle Charpentier et Benoît Grenier (dir.), *Femmes face à l'absence, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Québec, CIEQ, 2015, p. 35.

Marie-Anne Aubuchon s'est remariée le 10 février 1718⁹⁴, à l'âge de 25 ans, avec Pierre Joly, boulanger demeurant dans la ville de Québec. Aucun lien n'a pu être décelé entre ses deux époux. Elle habitait toujours Montréal avant de l'épouser et change donc de ville au moment du mariage. Cette union a duré vingt-cinq ans. Le couple a eu dix enfants dont au moins quatre sont parvenus à l'âge adulte. La mortalité infantile est présente dans cette famille où au moins trois des enfants sont décédés avant l'âge d'un an. Marie-Anne semble peu impliquée dans la gestion des affaires familiales lors de ce deuxième mariage où Pierre Joly paraît tout prendre en main, du moins selon les archives. Néanmoins, elle gère tout de même ses biens immobiliers à Montréal pendant cette période. Cela représente une certaine autonomie de la part de l'épouse puisqu'elle administre seule des biens provenant probablement de sa première communauté. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons pour lesquelles les femmes rencontrent seules le notaire, comme le soulignait France Parent⁹⁵.

Marie-Anne devient veuve à nouveau le 22 mai 1743 âgée de 50 ans. Elle semble alors acquérir plus d'autonomie. Elle demeure veuve jusqu'à son décès, c'est-à-dire près de trente et un ans. Sa profession de boulangère est aussi mentionnée dans une cause l'opposant aux sieurs Jacques Nouette et Vincelot de Grandmesnil, le 14 octobre 1743. Notons qu'il est fort probable qu'elle reçoive de l'aide dans la boulangerie. En effet, le métier de boulanger est très demandant puisqu'il exécute toutes les étapes de la confection du pain ainsi que la vente de celui-ci⁹⁶. Au moment du recensement qui survient l'année suivante, quatre enfants âgés entre dix et vingt-trois ans habitent toujours chez leur mère.

⁹⁴ PRDH, Acte de mariage de Pierre Joly et Marie-Anne Aubuchon, 10 février 1718, Neuville, #55324.

⁹⁵ Parent, *op. cit.*, p. 134.

⁹⁶ André Lachance, *Vivre à la ville en Nouvelle-France*, Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 2011, p. 271.

Les deux plus vieux sont des garçons tandis que les deux plus jeunes sont des filles. Elle a donc des enfants en âge de l'aider dans les différentes tâches et étapes de la confection du pain ainsi que de la vente de celui-ci. De plus, un ouvrier, Jacques Lesieur, apparemment lui-même boulanger⁹⁷, est présent dans la maisonnée. Nous pouvons supposer qu'il travaillait chez Marie-Anne bien qu'il n'y ait pas de contrat entre ces deux personnes qui ait subsisté. Nous ne savons pas combien de temps elle a pratiqué sa profession puisqu'aucune source ne témoigne de sa profession après le recensement de 1744.

En 1753, elle reçoit une procuration de son fils, Joseph. Bien que celui-ci ne pratique pas le métier de boulanger (il est capitaine de navire), un tel acte démontre la confiance du fils envers sa mère, probablement par sa gestion des affaires familiales qu'il a pu observer dès un jeune âge⁹⁸. En conséquence, même si elle n'était pas beaucoup présente dans les actes notariés du vivant de ses maris, cela ne reflète pas nécessairement le quotidien de cette femme à propos de qui les sources sont silencieuses. Marie-Anne a également donné une procuration à un notaire de Montréal en 1768, possiblement pour gérer ses biens mobiliers et immobiliers dans cette ville. En effet, elle semble détenir encore des propriétés dans cette ville puisqu'elle signe des baux au fil des années pour des emplacements à Montréal. La possession de biens immobiliers à Montréal, après autant d'années passées à Québec, témoigne de la situation économique aisée de la famille.

Marie-Anne est une veuve qui jouit de ses droits et qui s'en sort très bien avec l'aide de son entourage. Sa vie atteste du fait que le rôle continu des femmes dans l'économie familiale n'est pas bien reflété dans les sources. Il est crucial de porter une attention aux

⁹⁷ André Lafontaine, *Recensements annotés de la ville de Québec, 1716 et 1744*, Sherbrooke, 1983, p. 196.

⁹⁸ Grenier (avec la collaboration de Catherine Ferland), *loc. cit.*, p. 32.

femmes « ordinaires » de l'époque comme les artisanes. Les sources sont souvent plus révélatrices pour certaines autres catégories socioprofessionnelles dont les femmes faisant le commerce. Celles-ci ont aussi été beaucoup plus étudiées⁹⁹. Certaines femmes n'ont cependant jamais été étudiées malgré leur présence dans les sources. C'est le cas pour Françoise Boucher de Boucherville.

3.3 Françoise Boucher de Boucherville : négociante

Françoise Boucher de Boucherville, fille du noble et seigneur Pierre Boucher de Boucherville, est un cas intéressant. Bien que cette famille noble ait été analysée dans plusieurs recherches¹⁰⁰, Françoise est à peine mentionnée. Ses deux époux se sont aussi mérités une biographie dans le DBC alors qu'aucune n'a été faite pour Françoise Boucher de Boucherville¹⁰¹.

Le premier acte où elle est présente est une concession de deux terres que son père lui donne au sein de sa seigneurie de Boucherville¹⁰². Il fait cette concession plus de quatre

⁹⁹ Nous pouvons mentionner, entre autres, Brun, *loc. cit.*; Kathryn Young, *Kin, Commerce, Community : Merchants in the Port of Québec, 1717-1745*, New York, Peter Lang, 1995, 220 p. ; ainsi que le classique : Plamondon, *loc. cit.*

¹⁰⁰ La famille Boucher de Boucherville a surtout été étudiée dans des recherches sur les familles nobles, mais une étude d'Isabelle Tanguay s'est concentrée sur cette famille: Isabelle Tanguay, *Destin social d'une famille noble canadienne : les Boucher et leurs alliés (1667-1863)*, Mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2000, 206 p. ; voir aussi Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 409 p.

¹⁰¹ James S. Pritchard, « POMMEREAU, JEAN-BAPTISTE », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 3, Université Laval/University of Toronto, 1974, consulté le 24 avril 2019, http://www.biographi.ca/fr/bio/pommereau_jean_baptiste_3F.html ; Malcom Macleod, « LEGARDEUR DE CROISILLE (Croizille) ET DE MONTESSON, JOSEPH-MICHEL », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 2, Université Laval/University of Toronto, 2003, consulté le 14 octobre 2018, http://www.biographi.ca/fr/bio/legardeur_de_croisille_et_de_montesson_joseph_michel_4E.html;

Micheline Dumont a déjà mentionné la faible présence des femmes dans le DBC. Effectivement, en date de son article, en 1975, il n'y avait que 90 biographies de femmes sur un total de 2 296. Elles représentaient alors seulement 3,9% des biographies, voir : Micheline Dumont-Johnson, « Peut-on faire l'histoire de la femme ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, no 3, décembre 1975, p. 421.

¹⁰² BANQ-MTL, Greffe du notaire Antoine Loiseau dit Châlons, Concession de deux terres situées en la censive de la seigneurie de Boucherville; par Pierre Boucher de Boucherville, chevalier, écuyer et seigneur

ans avant son premier mariage. Elle épouse Jean-Baptiste Pommereau, négociant de Québec, le 11 mars 1736¹⁰³. Françoise Boucher de Boucherville semble plus absente dans la gestion de sa communauté familiale lors de son premier mariage que lors du deuxième. Cette absence dans les actes de son époux s'explique surtout par les actes en eux-mêmes. En effet, elle n'est pas mentionnée dans les actes en lien avec un emplacement pour lequel Jean-Baptiste a reçu une concession pour dix ans pour la pêche au loup marin¹⁰⁴. Elle signe tout de même une procuration à son époux concernant la succession de ses parents et l'accompagne ensuite pour le règlement et le partage de celle-ci. Elle ne signe que cinq actes durant les trois années où elle est veuve. C'est durant cette petite période qu'elle déclare sa profession de négociante, poursuivant le travail de son défunt époux. Au moins quatre de leurs enfants se rendent à l'âge adulte, la plus jeune n'ayant que quelques mois quand son père décède alors que le plus vieux a cinq ans. Le deuxième de la famille a quatre ans. Il perd la vie plus de vingt ans avant sa mère, à l'âge de 28 ans. La troisième et la quatrième ont deux ans et trois ans. Leur date de décès est inconnue, ne nous permettant pas de déterminer si elles sont décédées jeunes. Cependant, l'une des deux, Catherine Élisabeth, se marie en 1764, nous permettant de déterminer qu'elle a vécu jusqu'à, au moins, l'âge de 24 ans.

Françoise se remarie le 25 octobre 1745 avec Joseph-Michel Legardeur de Croisil de Montesson¹⁰⁵. Ils ont eu deux enfants, mais ils sont décédés avant d'atteindre la majorité.

principal de Boucherville et de Montarville, du bourg de Boucherville, à Françoise Boucher, sa fille, 5 mai 1732.

¹⁰³ PRDH. Acte de mariage de Jean-Baptiste Pommereau et Françoise Boucher de Boucherville, 11 mars 1736, Boucherville, #105180.

¹⁰⁴ Pritchard, *loc. cit.*

¹⁰⁵ PRDH, Acte de mariage de Joseph-Michel Legardeur de Croisil de Montesson et Françoise Boucher de Boucherville, 25 octobre 1745, Québec, #165229.

Celui-ci est écuyer et enseigne d'une compagnie des troupes de la Marine au moment du mariage. Il deviendra seigneur de Bécancour au décès de son père en 1755. Françoise est plus active durant ce mariage, surtout en ce qui concerne des ventes de terre de la seigneurie de Boucherville où son père était seigneur et où elle possède des terres concédées par ce dernier. Son mari administre seul la seigneurie de Bécancour.

Après le décès de son mari, elle ne signe que trois actes sur une période de quatre ans. Dans l'un, nous retrouvons la mention de son titre de « seigneuresse d'une moitié du fief de Bécancour¹⁰⁶ ». Il est possible qu'elle ne soit plus négociante à cette période puisque cela fait déjà plus de trente ans qu'elle a déclaré sa profession, mais elle a toujours un titre important qui demande des compétences de gestion. En 1781, près de six ans avant son décès à l'Hôpital Général de Québec, elle donne une procuration à Jean-Baptiste Badeaux écuyer et notaire pour qu'il administre pour elle les fiefs seigneuriaux qu'elles possèdent¹⁰⁷. Elle demeure déjà à l'hôpital lorsqu'elle signe cette procuration. Il est intéressant qu'elle ne laisse pas la gestion à ses deux enfants, mais il est possible qu'ils n'habitent pas la région à cette époque.

Françoise Boucher de Boucherville est parmi les quelques femmes à être présente dans les sources. Il est même fait mention de ses occupations, de négociante dans le recensement de 1744, et de seigneuresse dans un acte de concession de terre de 1777. Il est

¹⁰⁶ BANQ-TR, Greffe du notaire Jean-Baptiste Badeau, Concession d'une terre située au fief Bécancour; par Françoise Boucherville, seigneuresse d'une moitié du fief Bécancour, veuve de Michel Legardeur de Montesson, écuyer et chevalier de l'Ordre royal et militaire de St-Louis, demeurant en la ville des Trois-Rivières, à Reine Pommereau, ce acceptant pour elle, Jean-Baptiste Badeaux, l'un des notaires soussignés, 14 juin 1777.

¹⁰⁷ BANQ-Q, Greffe du notaire Michel-Amable Berthelot-Dartigny, Procuration de Françoise Boucher de Boucherville, veuve de Michel Legardeur de Montesson, propriétaire des fiefs de Robineau et de Bécancour, demeurant à l'hôpital près de Québec, à Jean-Baptiste, écuyer et notaire, de la ville de Trois-Rivières, 3 juillet 1781.

possible qu'elle n'ait pratiqué sa profession de négociante que durant la période précédant son remariage puisqu'aucune autre mention n'est faite de celle-ci après 1744. Ses connaissances de gestionnaire sont tout de même utilisées après le décès de son second époux quand elle devient seigneuresse. Les cabaretières sont un autre groupe de commerçante pour lequel il est nécessaire de porter davantage d'intérêt en raison du peu d'études faites sur ce groupe. Marie-Hélène Lemieux est l'une des six cabaretières ayant déclaré leur profession lors du recensement.

3.4 Marie-Hélène Lemieux : cabaretière

Les cabaretières sont un groupe socioprofessionnel très intéressant à étudier en raison de leur hétérogénéité. Peu mentionnées dans les sources, souvent en raison de leur statut marital, les femmes gèrent pourtant souvent le cabaret pendant que leur époux pratique un deuxième métier. Quand ils décèdent, elles continuent leur profession. Effectivement, les veuves peuvent représenter de 10 à 15% des gens de ce métier à Québec et à Montréal au XVIII^e siècle. Il est cependant mal vu qu'une femme concilie ses tâches avec une telle profession. Certaines sont même condamnées en justice¹⁰⁸, mais aucune des cabaretières de cette étude n'ont été condamnée en lien avec leur profession. Marie-Hélène Lemieux compte parmi les six cabaretières qui déclarent leur profession en 1744. Sans ce recensement, il est très probable que la vie de cette femme n'aurait jamais été étudiée, non pas pour la simplicité de sa vie, mais plutôt par l'absence des traces de l'activité économique des femmes « normales ».

¹⁰⁸ Catherine Ferland mentionne que le milieu des cabarets est souvent suspecté par les autorités d'activités illégales. Elle affirme que plusieurs cabaretières sont condamnées pour « désordre et ivrogneries », « grands excès de débauches » et plus : Catherine Ferland, *Bacchus en Canada. Boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, 2010, p. 157-158.

Marie-Hélène Lemieux épouse René Paquet le 16 octobre 1679¹⁰⁹. Leur union mène à la naissance de six enfants dont trois parviennent à l'âge adulte. Celle-ci semble avoir une belle collaboration avec son époux en ce qui a trait à la gestion de la communauté familiale. Il est parfois seul lors des transactions, mais ce sont le plus souvent des actes en lien avec sa profession de menuisier ou pour des baux. Les actes qui la concernent après le décès de son époux portent sur sa succession ainsi que sur celle de ses parents. Entre autres, elle renonce à l'héritage de ses parents puis, elle demande l'inventaire des biens de sa communauté avec son défunt époux. Elle fait aussi notarié deux obligations dont une à un marchand de même qu'une avec son futur époux, Robert Foucher, qu'elle épouse moins d'un an plus tard, le 23 novembre 1705¹¹⁰.

Durant ce mariage, ils n'ont pas eu d'enfant. En ce qui a trait à la gestion de la communauté familiale, elle n'est absente qu'à deux reprises pour les actes que son mari fait notarié, pour la vente d'une maison ainsi que pour l'engagement de son fils, Louis. Après le décès de son deuxième époux, elle est très peu active, ne demandant qu'un inventaire après-décès¹¹¹. C'est seulement près de dix ans plus tard qu'elle déclare sa profession de cabaretière au recensement de 1744. Bien qu'elle soit peu visible dans les sources, il est certain qu'elle a pratiqué sa profession pendant toute cette période où elle était veuve, mais également auparavant, travaillant auprès de son époux. Le métier de cabaretière nécessite sans doute moins souvent de recourir au notaire que celui de marchande. Elle n'est pas vraiment plus présente devant les tribunaux, ses maris s'occupant

¹⁰⁹ PRDH, Acte de mariage de René Paquet et Marie-Hélène Lemieux, 16 octobre 1679, Québec, #67209.

¹¹⁰ PRDH, Acte de mariage de Robert Foucher et Marie-Hélène Lemieux, 23 novembre 1705, Québec, #67780.

¹¹¹ BANQ-Q, Greffe du notaire Jacques-Nicolas Pinguet de Vaucour, Inventaire des biens de la communauté de Hélène Lemieux, veuve de Robert Fouché dit St Aubin, de la ville de Québec, 30 avril 1735.

principalement des causes, surtout son premier époux. Elle accompagne à deux reprises Robert Foucher. Quand elle est veuve pour la première fois, les seules causes qui la concernent porte sur l'élection d'un tuteur pour ses enfants mineurs alors qu'elle ne fait qu'une requête lorsqu'elle est veuve pour une deuxième fois, demandant à un charpentier de Québec, Jacques Morin, de lui rembourser ce qu'il lui doit¹¹².

Les liens entre les femmes de cette étude peuvent être révélateurs de l'influence qu'elles peuvent avoir entre elles. Marie-Hélène Lemieux, l'une des femmes les plus âgées du corpus de l'étude, a 83 ans au moment du recensement, est liée à une autre cabaretière de cette étude, Marie-Hélène Lavergne, à qui elle n'a peut-être pas seulement transmis le nom, mais aussi la profession. Sans archives privées, il est malheureusement impossible d'analyser l'influence d'une marraine sur sa filleule, mais il est tout de même fascinant de voir que ces deux femmes déclarent la même profession.

Il est difficile de trouver des traces de l'activité économique des femmes dans les sources. Il est alors nécessaire d'analyser tous les types d'actes que nous pouvons trouver pour nous aider à étudier leur vie. Bien que nous n'ayons pas de traces claires de la profession de la majorité des femmes de cette étude puisque les actes notariés ne mentionnent pratiquement jamais la profession des femmes, et portent encore moins sur celles-ci¹¹³, il nous a été possible d'en trouver une petite quantité. Les couturières sont celles qui ont le plus grand nombre d'actes en lien avec leur profession bien que certaines autres femmes produisent aussi de tels actes dont la tonnelière, Marie-Angélique Demers.

¹¹² BANQ-Q, TL1, Fonds Prévôté de Québec, À la requête d'Hélène Lemieux, veuve de Saint-Aubin, aubergiste de Québec, assignation de Jacques Morin, charpentier de Québec, afin qu'il paie à la requérante les 12 livres qu'il lui doit pour de l'argent prêté et des fournitures, 24 avril 1744.

¹¹³ Gousse, *op. cit.*, p. 185.

L'approche microanalytique qui a été privilégiée ici a permis d'étudier les femmes le mieux possible, malgré l'absence de tout écrit privé, laissant une grande partie de leur vie dans l'ombre. Les intentions sont alors impossibles à déterminer. Cependant, en étudiant leur famille ainsi que les différentes situations où elles sont apparues dans les sources, nous avons pu déterminer que certaines femmes collaborent plus que d'autres à la gestion de leur communauté familiale, comme les deux sages-femmes, Catherine Bonhomme et Anne Labbé de même que la couturière Marie-Geneviève Pelletier, toutes des femmes pratiquant un métier indépendant de leur époux. D'autres sont plus présentes lorsqu'elles sont veuves dont Marie-Angélique Demers. Ainsi, malgré l'absence des femmes dans les sources¹¹⁴, il est parfois possible de trouver quelques traces et ainsi, d'en apprendre un peu plus sur la vie qu'elles ont vécue.

Conclusion

Les circonstances conduisant les vingt-trois femmes observées dans cette étude à déclarer une profession demeurent difficiles à déterminer. Sans archives privées, il est impossible de connaître leurs motivations. Il était alors plus pertinent de s'intéresser à tous les documents accessibles sur ces femmes pour en faire un portrait ainsi que pour tenter d'évaluer leur autonomie, mais aussi leur précarité économique¹¹⁵. Les procurations que reçoivent certaines sont une preuve de la confiance que l'époux leur portait en ce qui concerne leur capacité à administrer les affaires familiales, professionnelles et parfois

¹¹⁴ Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 2001 (1998), p. iii.

¹¹⁵ Emmanuelle Charpentier, *Le peuple du rivage : le littoral nord de la Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 236-248.

même, judiciaires. Une procuration d'un fils à sa mère témoigne tout autant de la confiance en ses compétences.

Leur présence devant la justice est un facteur important pour attester de leur indépendance, particulièrement quand certaines épouses règlent des litiges toutes seules. Leur caractère peut également être observé dans certaines causes les touchant, dont celle opposant Marie-Louise Corbin à son voisin. Bien que deux femmes de cette étude décident de renoncer à leur communauté de biens après le décès de leur époux, preuve de leur précarité économique dans le cas de ces deux femmes, nous ne pouvons pas affirmer que ce soit toujours la raison pour laquelle une femme décide de renoncer à leur communauté. Il est possible que d'autres désirent seulement éviter de gérer les dettes de leur défunt époux. Elles ne sont probablement pas les seules veuves du recensement à avoir renoncé à leur communauté. Il s'agit néanmoins d'une avenue à explorer.

La présence des femmes dans la gestion de leur communauté familiale peut être révélatrice de leur rôle au sein de leur famille bien qu'il soit parfois occulté par leur mari du vivant de celui-ci. En effet, bien que quelques femmes soient très peu présentes dans les archives, autant notariales que judiciaires, quand elles sont mariées, un grand nombre d'entre elles sont très impliquées dans les affaires familiales, bien plus que les femmes étudiées par Josette Brun. C'est certainement un indice que ces femmes jouissent d'une certaine autonomie au sein de leur couple, surtout qu'elles continuent la profession de leur mari après leur décès, dont parfois une profession à priori très peu féminine, comme la tonnelière Marie-Angélique Demers. Cette dernière, n'étant pas entravée par une corporation professionnelle, peut s'entourer des membres de sa famille, mais aussi d'ouvriers pour poursuivre la profession de son défunt époux et ainsi garder la boutique

ouverte. Est-ce que déclarer une profession au recensement était alors un signe de l'agentivité de ces femmes? Il pourrait être judicieux de porter une attention aux autres veuves et célibataires du recensement pour étudier celles qui ne déclarent pas de métier à ce moment-là, mais dont les archives peuvent présenter des traces d'activités économiques. Cela permettrait de mieux évaluer la singularité des femmes que nous avons étudiées dans ce mémoire.

CONCLUSION

Parmi les nombreuses femmes habitant la ville de Québec lors du recensement de 1744, seulement 23 déclarent une profession. En étudiant de plus près les caractéristiques de cette poignée de femmes par rapport aux autres veuves et célibataires du recensement, rien ne semble vraiment les différencier. La seule différence observable est l'âge moyen des célibataires qui déclarent un métier par rapport à l'ensemble des célibataires recensées. Effectivement, les célibataires déclarant une profession sont plus jeunes de près de huit ans. En étudiant leur situation selon le recensement, les femmes de cette étude ont toutes des situations familiales très différentes. Certaines sont très âgées dont Marie-Hélène Lemieux qui a plus de 80 ans alors que la plus jeune de l'étude est une jeune célibataire de 16 ans, Charlotte Rancourt. Certaines sont de jeunes veuves avec plusieurs enfants à leur charge alors que d'autres sont des célibataires avec une autre jeune femme habitant avec elle.

Quant à la provenance des professions, nous n'avons pas pu observer une grande transmission familiale du métier. En effet, elles sont peu nombreuses à poursuivre la trace professionnelle de leurs parents. Il n'y a que Marguerite Cotton qui demeure dans le même domaine de la confection de vêtements ainsi que Louise Lefebvre qui collabore probablement au métier de couturière de sa mère. Les deux sages-femmes, Catherine Bonhomme et Anne Labbé, sont en quelque sorte l'exception à la règle puisqu'elles continuent la profession de leur mère et la transmettent même à leurs enfants. Leurs enfants ne sont pas non plus nombreux à continuer le travail de leur mère. Nous pouvons tout de même mentionner le cas des trois jeunes Normandeau, trois des cinq fils de Marie-

Angélique Demers et d'Augustin Normandeau, qui seront tonneliers comme l'étaient leurs parents.

La profession des veuves provient surtout de leur époux, soit en premières ou secondes noces. L'homogamie socioprofessionnelle est même observable chez certaines femmes qui se remarient dans le même cercle socioprofessionnel et, pour les deux boulangères, dans le même métier. Il est possible que les connaissances qu'elles ont acquises auprès de leur premier époux, mais peut-être aussi les possessions dont elles ont héritées sont d'un grand intérêt pour leur deuxième époux. Étant certainement présentes auprès de leur époux, ces veuves qui reprennent ensuite la profession de leur époux ont alors les capacités de continuer.

Les liens entre les femmes de cette étude peuvent possiblement expliquer leur choix de déclarer leur profession. Elles s'encouragent peut-être entre elles ou elles partagent des caractéristiques similaires dont une certaine autonomie. Certaines sont cousines alors que d'autres sont voisines, parfois même les deux à la fois. C'est le cas de Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis. Deux autres sont liées par le compérage, l'une étant la marraine de l'autre. D'autres liens de compérage, moins directs, sont aussi observables entre elles nous permettant de déterminer qu'au moins quelques-unes se connaissent et partagent peut-être le même réseau social. Il faut toutefois relativiser ce point en considérant la petitesse de la population de Québec à cette époque. Parmi ces femmes, il y a encore une fois les deux cousines Françoise Boucher de Boucherville et Marie-Anne Denis ainsi que Marie-Anne Cheron et Louise Douaire de Bondy. Ce sont principalement les commerçantes qui sont liées à des notables, confirmant le prestige social des négociantes et marchandes.

Les procurations que certaines femmes ont reçues prouvent la confiance que leur mari, ou leur fils, ont envers elles. Pour qu'ils décident de donner pouvoir à celles-ci, il est certain qu'ils savent qu'elles pourront gérer leurs biens sans difficulté. Puis, les procurations que ces femmes octroient à leur mari ainsi qu'à d'autres membres de la famille et, parfois, à des notaires, démontrent les biens qu'elles possèdent. Nous pouvons mentionner, entre autres, Françoise Boucher de Boucherville, qui donne une procuration à un notaire pour qu'il gère ses fiefs. Elle les a administrés elle-même jusqu'à un certain moment, mais elle doit déléguer son pouvoir alors qu'elle habite l'Hôpital Général.

La présence des femmes devant la justice est un indice de leur participation à la gestion de la communauté familiale. Effectivement, le fait qu'elles accompagnent leur époux lors de litiges et surtout, lorsqu'elles se présentent seules pour des causes en lien avec la communauté conjugale, est une preuve de leur autonomie. C'est le cas notamment de Marie Guilbault qui va seule devant les tribunaux à plus de dix reprises. Elle n'est pas la seule : Marie-Geneviève Pelletier et Marie-Hélène Lavergne vont aussi devant la cour de justice au moins une fois à la place de leur mari. Bien qu'elles se présentent peu devant la justice durant leur vie maritale, elles sont ensuite plus présentes quand elles deviennent veuves.

Qui plus est, certaines causes témoignent de leur fort caractère. Nous pouvons nommer ici Marie-Louise Corbin qui semble répliquer à son voisin, Marie-Hélène Lavergne qui semble avoir des relations tumultueuses avec d'autres personnes dans la ville par les causes qui la concernent ainsi que Marguerite Cotton qui va devant les tribunaux pour répondre et expliquer les raisons pour lesquelles elle a décidé de mettre fin au contrat qu'elle a signé avec le tuteur de son apprentie. Elle va même jusqu'à lui demander un

dédommagement. Cette dernière se présente aussi devant la cour de justice pour demander ce qu'un homme lui doit. Ces femmes, vivant dans une société profondément patriarcale, ne semblent pas hésiter à faire face aux hommes de leur entourage lorsque leurs intérêts sont en jeu. Ces femmes ont aussi probablement une certaine notoriété au sein de leur communauté en raison de leur force de caractère et de leur métier.

La présence des femmes devant le notaire, lors de leur mariage, peut être un indicateur de leur participation aux activités professionnelles. Bien que cela ne puisse permettre d'évaluer entièrement leur degré de responsabilités, certaines femmes sont très présentes dans la gestion de leur communauté familiale, nous laissant imaginer une belle collaboration entre les époux si ce n'est une association. Les cabaretières sont parmi celles qui accompagnent le plus fréquemment leur mari chez le notaire. Plusieurs sont présentes pour au moins 50% des documents signés devant le notaire en ce qui a trait à leur communauté. Il est possible que ce soit en raison de la très grande présence des cabaretières dans la gestion de ce type de commerce. Nous pouvons mentionner notamment Marie Guilbault, Marie-Hélène Lavergne et Marie-Hélène Lemieux. C'est également le cas pour les deux sages-femmes, Catherine Bonhomme et Anne Labbé, qui sont présentes pour pratiquement tous les documents notariés, surtout la première des deux.

Malheureusement, certaines femmes sont complètement absentes des archives ne nous permettant pas d'en apprendre sur leur vie ni sur leur participation à la gestion aux activités professionnelles. C'est le cas des deux femmes pratiquant un métier à la journée, Angélique Palin et Charlotte Rancourt, de même que de la célibataire Marie-Anne Girard qui produit très peu d'actes notariés et ne se présente pas devant les tribunaux. Il sera alors malheureusement impossible d'imaginer les raisons qui les ont conduites à déclarer leur

profession au recenseur en 1744. Elles témoignent du silence des sources relatif aux femmes ainsi qu'à leur travail. Sans écrits privés, il est malheureusement impossible de connaître avec certitude l'ampleur de leur participation aux activités professionnelles. Nous ne pouvons pas vraiment déterminer si elles sont plutôt des collaboratrices ou des associées de leur mari. Par contre, le fait qu'elles reprennent la profession de leur défunt époux témoigne des connaissances qu'elles ont acquises auprès de celui-ci. Puis, certaines célibataires sont plus présentes dans les sources dont les deux couturières, Marguerite Cotton et Louise Lefebvre qui signent des actes en lien avec leur profession. L'efficacité de leur travail se voit par le fait qu'elles aient été sélectionnées pour enseigner et transmettre leurs connaissances à des apprenties. Quelques veuves sont aussi présentes dans les sources concernant leur profession bien que ce soit très rare. Citons Marie-Hélène Lavergne dont une cause judiciaire nous informe qu'elle a été blanchisseuse avant d'être cabaretière. Puis, Marie-Angélique signe des engagements de tonnelier après le décès de son époux pour ainsi conserver sa boutique de tonnellerie.

Plusieurs indices indiquent que ces femmes sont autonomes dans leur vie bien qu'elles font parfois face à des difficultés, notamment une précarité économique pour celles qui doivent renoncer à la communauté conjugale après le décès de leur époux. Bien que ce ne soit pas toujours une raison pour renoncer à la communauté, la situation économique des deux femmes de ce groupe qui font ce choix semble difficile. Le fait qu'elles déclarent leur profession au recenseur en 1744 semble un acte d'affirmation, d'agentivité bien que nous ne puissions confirmer cette hypothèse.

Cette étude a permis d'en apprendre davantage sur un petit groupe de femmes hétérogènes habitant la ville de Québec au même moment. En étudiant leur vie dans une

approche micro historique, il a été possible d'étudier la transmission des professions, soit par les parents ou par le mariage, mais également la présence des femmes dans les archives. Bien que ces dernières soient parfois très silencieuses en ce qui a trait aux femmes, il est possible de trouver quelques exceptions et ainsi, en apprendre plus sur leur vie. Nous avons tenté de trouver toutes ces exceptions avec l'ensemble des archives à notre disposition que ce soit les archives notariées, les registres paroissiaux ainsi que les archives judiciaires. Celles-ci ont permis de tracer un portrait, quoique partiel, de ces femmes et de leur vie. Des questions demeurent sans réponse nous laissant plusieurs pistes pour de futures recherches. Une étude plus en profondeur portant sur toutes les femmes du recensement ou, du moins, sur toutes les veuves et les célibataires pourrait permettre de peut-être mieux mesurer la spécificité des femmes de la présente étude. Ce travail substantiel pourrait, entre autres, aider à évaluer si les femmes de cette étude sont plus présentes dans les sources que les autres femmes, en amont et en aval du recensement.

Ce mémoire a tout de même permis de dévoiler un petit groupe de femmes dont les vies, peut-être un peu trop « normales », n'auraient pas été étudiées autrement. Il confirme la présence des femmes dans la gestion de la communauté familiale ainsi que leur participation aux activités économiques de la famille ainsi que de la colonie. Il confirme aussi l'utilité de mettre en opposition agentivité et précarité lorsqu'il s'agit de comprendre le travail féminin à l'ère préindustrielle.

Le jésuite et historien Pierre-François-Xavier de Charlevoix avait bien observé la présence des femmes dans les différentes sphères économiques de la Nouvelle-France lors de sa visite dans la colonie : « [les Canadiens français] ont beaucoup d'esprit, surtout les personnes du sexe, qui l'ont fort brillant, aisé, ferme, fécond en ressources, courageux et

capable de conduire les plus grandes affaires. [...] Je puis vous assurer qu'elles font ici le plus grand nombre et qu'on les trouve telles dans toutes les conditions¹ ». Notre étude invite, comme celle de Josette Brun et de plusieurs autres historiens, à nuancer la situation supposée favorisée des femmes de la Nouvelle-France. Elles ont effectivement des opportunités, mais le fait que celles-ci pratiquent des professions ne doit pas nécessairement être associé à un indice d'agentivité, mais aussi peut-être à une trace de leur précarité économique.

¹ Pierre-François-Xavier de Charlevoix, *Histoire et description de la Nouvelle-France avec le journal historique d'un voyage fait par ordre du roi dans l'Amérique septentrionale*, vol. 5, Paris, Chez Rolin fils, 1744, p. 254.

ANNEXE A : LISTE ALPHABÉTIQUE DES FEMMES DÉCLARANT UNE PROFESSION AU RECENSEMENT DE 1744

Nom	Prénom	Profession	Date de naissance	Date de décès
Aubuchon	Marie-Anne	Boulangère	14/10/1692	19/01/1774
Bonhomme	Catherine	Sage-femme	08/02/1685	28/01/1749
Boucher de Boucherville	Françoise	Négociante	13/04/1705	19/06/1787
Cheron	Marie-Anne	Négociante	05/08/1710	13/08/1774
Corbin	Marie-Louise	Boulangère	31/05/1706	14/06/1789
Cotton	Marguerite	Couturière	19/10/1696	25/09/1762
Delaunay	Madeleine	Cabaretière	20/04/1694	16/10/1773
Demers	Marie- Angélique	Tonnelière	07/12/1701	15/01/1786
Denis	Marie-Anne	Négociante	27/08/1698	Indéterminé
Douaire de Bondy	Louise	Marchande	14/12/1663	28/07/1746
Girard	Marie-Anne	Couturière	24/06/1716	07/1761
Guilbault	Marie	Cabaretière	11/09/1668	02/01/1747
Labbé	Anne	Sage-femme	16/07/1679	19/08/1758
Lavergne	Marie-Hélène	Cabaretière	03/09/1681	01/04/1759
Lefebvre	Louise	Couturière	16/04/1703	25/02/1788
Lemieux	Marie-Hélène	Cabaretière	c. 1661	18/11/1746
Maufait	Marie-Agnès	Couturière	20/03/1674	08/08/1754
Palin	Angélique	Journalière	06/11/1703	16/06/1772

Pelletier	Marie-Geneviève	Couturière	13/06/1682	20/01/1763
Raiche	Marie-Louise	Négociante	11/11/1696	26/02/1754
Rainville	Marie	Cabaretière	02/11/1690	04/11/1759
Vergeat	Charlotte	Cabaretière	12/05/1689	08/06/1755

Source : Actes de baptême et de sépulture des 23 femmes

ANNEXE B : EXTRAITS DE DEUX VERSIONS DU RECENSEMENT DE 1744

01 PIERRE/BERTHIAUME	23 ANS	M P F
02 MARIE JOSEPH/GAIGNE		M P F
01 MARIE ANNE/AUBUCHON	1744 MENAGE 698	
02 /JOLY	p.BOULANGERE 48 ANS	V P F
03 JOSEPH/JOLY	EPOUX DE 01	M D M
04 JOSEPH PIERRE/JOLY	27 ANS FILS DE 01	C P M
05 CATHERINE/JOLY	13 ANS FILS DE 01	C P M
06 LOUISE/JOLY	15 ANS FILLE DE 01	C P F
	12 ANS FILLE DE 01	C P F
07 THERESE/GRANDMENIL	32 ANS	P F
08 JACQUES/LESIEUR	p.OUVRIER 24 ANS	P M
09 CHARLOTTE/GUILLOT	p.DOMESTIQUE 22 ANS	P F
01 VINCENT/DESMARETS	1744 MENAGE 699	
02 MARIE ANNE/MEZANET	p.NAVIGATEUR 54 ANS	M P M
03 ANNE JUDITH/DESMARETS	40 ANS	M P F
04 MARIE RENEE/DESMARETS	21 ANS FILLE DE 01	C P F
05 MARIE CHARLOTTE/DESMARETS	19 ANS FILLE DE 01	C P F
	17 ANS FILLE DE 01	C P F
06 ANTOINE/LEROY	p.DOMESTIQUE 36 ANS	P M
07 THOMAS/DIERCE	p.DOMESTIQUE 8 ANS	C P M
01 JEAN/LEUSSAC	1744 MENAGE 700	
02 MARIE MADELEINE/JOLI	p.NAVIGATEUR 33 ANS	M P M
	19 ANS	M P F
01 MARIE ANGELIQUE/DEMERS	1744 MENAGE 701	
02 /NORMANDEAU	p.TONNELIERE 39 ANS	V P F
03 AUGUSTIN/NORMANDEAU	EPOUX DE 01	M D M
04 ANTOINE/NORMANDEAU	14 ANS FILS DE 01	C P M
05 ANDRE/NORMANDEAU	12 ANS FILS DE 01	C P M
06 PIERRE/NORMANDEAU	11 ANS FILS DE 01	C P M
07 FRANCOIS/NORMANDEAU	6 ANS FILS DE 01	C P M
08 MARIE ANGELIQUE/NORMANDEAU	4 ANS FILS DE 01	C P M
09 LOUISE/NORMANDEAU	17 ANS FILLE DE 01	C P F
	8 ANS FILLE DE 01	C P F
10 JEAN/ODY	p.OUVRIER 25 ANS	P M
11 PIERRE/ODY	p.OUVRIER 23 ANS	P M
12 DIDACE/DOUVILLE	p.OUVRIER 20 ANS	P M
01 JOSEPH BARTHELEMY/ROSE	1744 MENAGE 702	
	p.OUVRIER 25 ANS	M P M
	22 ANS	M P F

Recensement du PRDH¹

196	Rue du Sault-au-Matelot
(1) M.-Anne Aubuchon, veuve Joly, boulanger, 48 ans	
enfants: Joseph, 17; Joseph-Pierre, 13; Catherine, 15; Louise, 12.	
pensionnaire: Thérèse Grandmenil, 32 ans(a).	
ouvrier: Jacques Le Scieur, 24 ans(b).	
domestique: Charlotte Guillot, 22 ans(c).	
(2) Vincent Desmarets, navigateur, 54 ans	M.-Anne Mezanat, sa fe, 40 ans
enfants: Anne-Judith, 21; M.-Renée, 19; M.-Charlotte, 17;	
domestiques: Antonio Laroy, 36 ans; Thomas Dierce, 8 ans.	
(3) Jean Leussac, navigateur, absent, 33 ans	
M.-Magdeleine Joli, sa fe, 19 ans	
(4) M.-Angélique Demers, veuve Normandeau, tonnelier, 39 ans	
enfants: Augustin, 14; Antoine, 12; André, 11; Pierre, 6; François, 4;	
M.-Angélique, 17; Louise, 8.	
ouvriers: Jean Ody, 25 ans(a); Pierre Ody, 23 ans(b); Didace Douville, 20 ans(c).	
(5) Joseph Barthélemy Rose, voilier, 25 ans	Marguerite Racet, sa fe, 22 ans.
(6) François Cadet, boucher, 40 ans	Charlotte Lepage, sa fe, 30 ans.
(1) M.-Anne Aubuchon, veuve; 1 ^e m. à Montréal le 7 février 1712, à J.-Bapt. Tessier,	
(inventaire, gr. Ant. Adhémar, 16 février 1713); 2 ^e m. à Pointe-aux-Trembles de Q. le	
10 février 1718 (cm. Dubreuil, 26 janvier) à Pierre Joly († 23 mai 1743), veuf d'Anne	
Lecomte. Voir recens. 1716, n° 220, pour détails sur ce dernier couple. Inventaire,	
gr. B. deCodefus, 4 juillet 1743.	
a) Thérèse Veron de Grandmesnil (DGFC-VII-445).	
b) Jacques LeScieur, fils de Clément. Il fut boulanger. On retrouve son père à la p. 158.	
c) Charlotte Guillot, sans doute fille de Vincent (DGFC-IV-422).	
(2) Vincent Desmarets, capitaine de navire (IJDSC-V-127). A une date inconnue il épouse	
M.-Anne Mezanat. Tous deux d'origine inconnue.	
(3) Jean Lussac, de St-Project de Bordeaux (Guyenne). A Québec le 3 novembre 1742 (cm. 3	
deCodefus, 2 nov.) il épouse M.-Madeleine Joly.	
(4) M.-Angélique Demers, veuve d'Augustin Normandeau, mariage à Québec le 5 septembre 1735	
(cm. Dubreuil, 2 sept.). Ce dernier est veuf de Françoise Binet, mariage à Québec le	
4 juin 1721 (cm. Dubreuil, 3 juin).	
a) Jean Roy dit Audy, fils de Jean (DGFC-VII-75).	
b) Pierre Roy dit Audy, fils de Jean. En 1746, il épouse Angélique Normandeau qui demeure	
sous le même toit.	
c) Didace Jérémie dit Douville, fils de Joseph (DGFC-IV-601).	
(5) Joseph Rosa dit Barthélemy, à Québec le 2 septembre 1743 (cm. Barolet, 1er sept.)	
il épouse Marguerite Rasset. Inventaire, gr. J.C. Panet, 1er juillet 1754.	
(6) François Cadet, à une date inconnue il épouse Charlotte Lepage. Donation mutuelle, gr.	
Barolet, 20 avril 1755. Ce couple est d'origine inconnue.	

Recensement annoté²

¹ Hubert Charbonneau et Jacques Légaré (dir.), *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures du Québec ancien*, vol. XVIII, Montréal, Université de Montréal, 1980, vol. 18, p. 757-800.

² André Lafontaine, *Recensements annotés de la ville de Québec, 1716 et 1744*, Sherbrooke, 1983, 426 p.

ANNEXE C : EXEMPLE DE FICHE DE FAMILLE

NOM de l'époux/prénom(s)				JOLY / Pierre		Fils de <u>OU</u> veuf de		Marie Anne/LECOMPTE LAFUY		Mentions de profession			Maître boulanger, Boulangère	
NOM de l'épouse/prénom(s)				AUBUCHON / Marie Anne		Fille de <u>OU</u> veuve de		Jean Baptiste/ TESSIER LAVIGNE L'ATESONNIÈRE		Contrat de mariage (référence)				
Date du mariage				10/02/1718		Fin d'observation		22/05/1743		Prénoms/NOM nouveau conjoint				
Lieu du mariage				Neuville		Durée du mariage		25 ans						
		Lieu de naissance		Résidence au mariage		Statut matrimonial		Âge au mariage	Date de naissance	Date de décès	Âge au décès	Lieu du décès	Durée du veuvage	Date du remariage
H		Québec		Québec		V		35 / -	n. et b. 20/05/ 1682	d. 22 s. 23/05/ 1743	61 / -	Québec		
F		Montréal		Pointe-aux-trembles		V		26 / -	b. 14/ 10/ 1692	d. 19 s. 20/0 1/ 1774	81 / -	Hôp. Gén. QC	30 ans	
		Sexe	Rang	Lieu de naissance	Date de naissance	Lieu du décès	Date du décès	Âge au décès	Lieu du mariage		Date du mariage	Âge au mariage	Prénom(s) enfant	Prénom(s)/NOM conjoint
8		M	1	Québec	n. 29 b. 30/10/1718	Québec	d. et s. 12/06/1719	8m./8m.					Pierre	
17		M	2	Québec	n. 29 b. 30/03/1720	Québec	d. 07 s. 08/08/1747	27/30	Québec		07/09/1744	24/-	Pierre	Angelique/MARCHAND
32		M	3	Québec	n. 23 b. 25/11/1722	Indéterminé	Indéterminé						Francois	
20		F	4	Québec	n. et b. 04/07/1724	Québec	d. 14 s. 15/11/1747	23/24	Québec		03/11/1742	18/-	Marie Madeleine Anne	Jean Baptiste/LUSSAC
19		M	5	Indéterminé (Qc)	C. 02/1726	Québec	s. 18/12/1726	10m./10m.					Francois	
18		M	6	Québec	n. et b. 29/08/1727	Montréal	d. 13 s. 14/12/1759	32/38					Joseph	
20		F	7	Québec	n. 24 b. 25/04/1729	Québec	d. 26 s. 27/11/1749	20/24	Québec		24/06/1748	19/-	Marie Catherine	Louis/CARREROT
12		F	8	Québec	n. 08 b. 09/04/1730	St-Augustin	d. 25 s. 26/08/1730	4m./4m.					Marie Louise	
12		M	9	Québec	n. et b. 20/04/1731	Indéterminé	Indéterminé						Jean Baptiste	
22		F	10	Québec	n. 23 b. 24/02/1733	Québec	d. 15 s. 16/03/1762	29/33	Québec		19/02/1754	21/-	Marie Louise	Joseph/LEMIEUX
			11											
			12											
			13											
			14											
			15											
			16											

ANNEXE D : GRILLE D'ÉVALUATION DU NIVEAU DE VIE¹

Nécessaire

Lit
Linges de lit
Table
Chaise
Meuble de rangement
Conservation nourriture
Cuisson – Bouillir
Autres types de cuisson
Vaisselle
Ustensiles de cuisine
Éclairage

Vie domestique

Crémaillère
Pelle à feu
Chenets
Fer à repasser/à flasquer
Fanal ou lampe
Chandelier
Marmite
Poêle à frire
Saloir
Seau
Coffre
Huche
Drap
Nappe
Bassin

Vie domestique (suite)

Rideau de fenêtre
Bassinoire
Soufflet
Fontaine
Poêle de chauffage ou en fer

Civilisation

Couteau de table
Fourchette
Verre à boire
Épices
Condiments
Boisson excitante (thé/café)
Tabac
Lecture
Écriture
Mesure
Mesure du temps
Décoration intérieure
Musique
Ouverture sur le monde
Jeu

Luxe

Trois chambres et plus
Tapisserie
Bureau de travail
Montre
Tournebroche
Poissonnière
Calèche
Porcelaine
Cristal
Acajou
Argenterie

¹ Christian Dessureault et John A. Dickinson, « Culture matérielle et niveau de vie dans l'Amérique du Nord coloniale », dans Christian Dessureault, *Le monde rural québécois aux XVIIIe et XIXe siècles : culture, hiérarchies, pouvoirs*, Montréal, Fides, 2018, p. 231-264.

**ANNEXE E : TABLEAUX PRÉSENCE DES FEMMES DANS LA
GESTION DE LEUR COMMUNAUTÉ FAMILIALE (PAR CATÉGORIES
PROFESSIONNELLES)**

Commerçantes :

Noms de la femme	Nombre d'actes de la 1^{ère} communa uté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombres d'actes pendant son veuvage	Nombre d'actes de la 2^e communauté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombre d'actes pendant son 2^e veuvage
Françoise Boucher de Boucherville	26	3	5	28	14	4
Marie-Anne Cheron	16	4	17			
Marie-Anne Denis	20	2	10			
Louise Douaire de Bondy	11	1	5	74	5	6
Marie-Louise Raiche	2	1	6			

Source : Actes notariés des cinq commerçantes

Cabaretières

Noms de la femme	Nombre d'actes de la 1 ^{ère} communauté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombre d'actes pendant son veuvage	Nombre d'actes de la 2 ^e communauté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombre d'actes pendant son 2 ^e veuvage
Madeleine Delaunay	24	5	16			
Marie Guilbaut	23	12	1			
Marie-Hélène Lavergne	11	9	3			
Marie-Hélène Lemieux	14	7	5	14	12	3
Marie Rainville	5	2	2	2	2	1
Charlotte Vergeat	10	6	7			

Source : Actes notariés des six cabaretières de l'étude

Artisanes

Noms de la femme	Nombre d'actes de la 1 ^{ère} communauté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombre d'actes pendant son veuvage	Nombre d'actes de la 2 ^e communauté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombre d'actes pendant son 2 ^e veuvage
Marie-Anne Aubuchon	4	2	5	22	7	14
Marie-Louise Corbin	7	3	0	17	15	3
Marguerite Cotton ²		7				
Marie-Angélique Demers	15	1	18			
Marie-Anne Girard ³		5				
Louise Lefebvre ⁴		4				
Marie-Agnès Maufait	1	1	11			
Marie-Geneviève Pelletier	41	14	2			

Source : Actes notariés des huit artisanes de l'étude

² Marguerite Cotton demeure célibataire toute sa vie.

³ Idem

⁴ Idem

Sages-femmes

Noms de la femme	Nombre d'actes de la 1 ^{ère} communauté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombre d'actes pendant son veuvage
Catherine Bonhomme	11	10	3
Anne Labbé	9	5	10

Source : Actes notariés des deux sages-femmes

Métiers à la journée

Noms de la femme	Nombre d'actes de la 1 ^{ère} communauté	Nombre d'actes où elle est présente	Nombre d'actes pendant son veuvage
Angélique Palin	1	1	0
Charlotte Rancourt	1	1	0

Source : Actes notariés des deux femmes pratiquant un métier à la journée

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

a. *Sources manuscrites*

Bibliothèque et Archives nationales du Québec – Centre de Québec, Greffes de notaire :

ADHÉMAR, Antoine (Montréal), 1668-1714.

ADHÉMAR DE SAINT-MARTIN, Jean-Baptiste (Montréal), 1714-1754.

BADEAUX, Jean-Baptiste (Trois-Rivières), 1767-1796.

BAROLET, Claude (Québec), 1728-1761.

BERTHELOT-DARTIGNY, Michel-Amable (Québec), 1773-1786.

BOUCAULT DE GODEFEUS, Gilbert (Québec), 1736-1756.

DUBREUIL, Jean-Étienne (Québec), 1708-1734.

DULAURENT, Christophe-Hilarion (Québec), 1734-1759.

GENAPLES DE BELLEFONDS, François (Québec), 1682-1709.

GENEST, André (Québec), 1738-1783.

LATOURE, Jean de (Québec), 1736-1741.

LEPROUST, Jean (Trois-Rivières), 1746-1761.

LOISEAU DIT CHÂLONS, Antoine (Montréal), 1730-1760.

LOUET, Jean-Claude (Québec), 1718-1737.

MOREAU, François-Emmanuel (Québec), 1750-1765.

PANET, Jean-Antoine (Québec), 1772-1786.

PANET, Jean-Claude (Québec), 1744-1775.

PANET DE MÉRU, Pierre (Montréal), 1755-1778.

PINGUET DE VAUCOUR, Jacques-Nicolas (Québec), 1726-1748.

RAGEOT DE BEAURIVAGE, François (Québec), 1709-1753.

SAILLANT DE COLLÉGIEN, Jean-Antoine (Québec), 1750-1776.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec - Centre de Québec, différents fonds

(disponibles pour la plupart sur la *Base de données* PISTARD).

Collection Pièces judiciaires et notariales (TL5)

Fonds Prévôté de Québec (TL1)

b. Outils de recherche et sources imprimées

Adhémar. *Base de données du Groupe de recherche sur Montréal. Propriété, bâti et population, 1642-1805*, Montréal, Centre Canadien d'Architecture, 1991-1997.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *Pistard. Banque de données*, [en ligne], http://pistard.banq.qc.ca/unite_chercheurs/recherche_simple?p_anqid=201905062055443591&p_nouv_rech=N (page consultée le 12 avril 2019).

Bibliothèque et Archives nationales du Québec. *Recensements paroissiaux de Notre-Dame-de-Québec* [site Web]. Consulté le 23 novembre 2016. http://www.banq.qc.ca/archives/genealogie_histoire_familiale/ressources/bd/instr_recensement/recensement/.

CHARBONNEAU, Hubert et Jacques LÉGARÉ (dir.). *Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures du Québec ancien*. Montréal, Université de Montréal, 1980, 47 vol.

CHARLEVOIX, Pierre-François-Xavier de. *Histoire et description de la Nouvelle-France avec le journal historique d'un voyage fait par ordre du roi dans l'Amérique septentrionale*. Paris, Chez Rolin fils, 1744, 6 vol.

LAFONTAINE, André. *Recensements annotés de la ville de Québec, 1716 et 1744*. Sherbrooke, 1983, 426 p.

LAFORTUNE, Hélène et Normand ROBERT (dir.). *Parchemin. Banque de données notariales, 1626-1794*, sur le site Société de recherche historique Archiv-Histo. Consulté le 20 novembre 2016. <https://www.prdh-igd.com/fr/les-actes>.

Le dictionnaire de l'Académie française, article « Manouvriers ». Quatrième édition, Tome 2, Paris, Brunet, 1762, 967 p.

PERRIER, Hector. *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec pour 1939-40*. Québec, Rédempti Paradis, 1940, 484 p.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL. *Programme de recherche en démographie historique*, sur le site PRDH-IGD [Banque de données]. Page consultée le 20 novembre 2016. <http://www.genealogie.umontreal.ca/fr>.

UNIVERSITÉ DE TORONTO ET UNIVERSITÉ LAVAL. *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*. [en ligne], <http://www.biographi.ca/index-f.html>.

II. Ouvrages généraux

BEAUVALET-BOUTOUYRIE, Scarlett. *Les femmes à l'époque moderne*. Paris, Belin, 2003, 271 p.

COLLECTIF CLIO. *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Le Jour, 1992 (1982), 646 p.

HARE, John, LAFRANCE, Marc et David-Thierry RUDDÉL. *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*. Montréal, Boréal, 1987, 400 p.

MATHIEU, Jacques. *La Nouvelle-France, les français en Amérique du nord, XVI^e-XVIII^e siècle*. Québec, Presses de l'université Laval, 2001, 284 p.

MINVIELLE, Stéphane. *La famille en France à l'époque moderne : XVI^e-XVIII^e siècle*. Paris, Colin, 2010, 299 p.

NOEL, Jan. *Along a River : The First French-Canadian Women*. Toronto, University of Toronto Press, 2013, 337 p.

III. Études

a. Monographies

BEAUVALET-BOUTOUYRIE, Scarlett. *Être veuve sous l'Ancien Régime*. Paris, Belin, 2001, 415 p.

BOUCHER, Jacques et André MOREL. *Le droit dans la vie familiale*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1970, coll. « Livre du centenaire du code civil », 302 p.

BRUN, Josette. *Vie et mort du couple en Nouvelle-France : Québec et Louisbourg au XVIII^e siècle*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, 185 p.

CHARPENTIER, Emmanuelle. *Le peuple du rivage : le littoral nord de la Bretagne au XVIII^e siècle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 404 p.

CHARPENTIER, Emmanuelle et Benoît GRENIER (dir). *Femmes face à l'absence, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles)*. Québec, CIEQ, 2015, 68 p.

CLARK, Alice. *Working Life of Women in the Seventeenth Century*. Londres/New-York, Routledge, 1992, 328 p.

DECHÊNE, Louise. *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 1988, 532 p.

DEROY-PINEAU, Françoise. *Marie de l'Incarnation : Marie Guyart, femmes d'affaires, mystique, mère de la Nouvelle-France, 1599-1672*. Paris, Éditions R. Laffont, 1989, 309 p.

DESLOGES, Yvon Desloges. *Une ville de locataires : Québec au XVIII^e siècle*. Ottawa, Environnement Canada, 1991, 313 p.

DEXTER, Elisabeth Williams. *Colonial Women of Affairs : Women in Business and the Professions in America Before 1776*. New York, A.M. Kelley, 1931, 223 p.

DUMONT, Micheline. *Découvrir la mémoire des femmes : une historienne face à l'histoire des femmes*. Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2002, 159 p.

FERLAND, Catherine. *Bacchus en Canada. Boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-France*. Québec, Septentrion, 2010, 413 p.

FINE, Agnès. *Parrains et marraines. La parenté spirituelle en Europe*. Paris, Fayard, 1994, 389 p.

FORTIN, Réal. *Louise de Ramezay et son moulin à scie : mythe et réalité*. Québec, Septentrion, 2009, 211 p.

FOURNIER, Philippe. *La Nouvelle-France au fil des édits : Chronologie reconstituée d'après les principaux édits, ordonnances, arrêts, lois et règlements émis sous le Régime français*. Québec, Septentrion, 2011, 607 p.

GADOURY, Lorraine. *La noblesse de la Nouvelle-France. Familles et alliances*. Montréal, Hurtubise HMH, 1992, 208 p.

GAUVREAU, Danielle. *Québec, une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, 232 p.

GOUSSE, Suzanne. *Les couturières de Montréal au XVIII^e siècle*. Québec, Septentrion, 2013, 280 p.

GRENIER, Benoît. *Marie-Catherine Peuvret, 1667-1739 : veuve et seigneuresse en Nouvelle-France*. Québec, Septentrion, 2005, 257 p.

GRENIER, Benoît. *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 409 p.

GROULX, Lionel. *Jeanne Mance*. Montréal, Comité des fondateurs, 1957, 30 p.

HAFTER, Daryl M. *Women at Work in Preindustrial France*. University Park, Pennsylvania State University, 2007, 328 p.

HAFTER, Daryl M. et Nina KUSHNER (dir.). *Women and Work in Eighteenth-Century France*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2015, 250 p.

HARTIGAN-O'CONNOR, Ellen. *The Ties That Buy : Women and Commerce in Revolutionary America*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2012 (2009), 260 p.

KESSLER-HARRIS, Alice. *Out to Work : A History of Wage-Earning Women in the United States*. Oxford/New York, Oxford University Press, 2003 (1982), 414 p.

LACHANCE, André. *Vivre, aimer et mourir. Juper et punir en Nouvelle-France : la vie quotidienne aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Montréal, Libre expression, 2004, 405 p.

LACHANCE, André. *Séduction, amour et mariages en Nouvelle-France*. Montréal, Éditions Libre Expression, 2007, 187 p.

LACHANCE, André. *Vivre à la ville en Nouvelle-France*. Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 2011, 307 p.

LAFORCE, Hélène. *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*. Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1985, 237 p.

LEBEL, Jean-Marie. *La paroisse Notre-Dame-de-Québec. Ses curés et leurs époques*. Québec, Septentrion, 2014, 352 p.

LÉTOURNEAU, Lorraine. *Jeanne Mance*. Montréal, Lidec, 1990, 63 p.

LÉTOURNEAU, Lorraine. *Marguerite Bourgeoys*. Montréal, Lidec, 1990, 64 p.

LITALIEN, Raymonde. *Québec, capitale de la Nouvelle-France, 1608-1760*. Paris, Belles lettres, 2008, 236 p.

LOCKLIN, Nancy. *Women's Work and Identity in Eighteenth-Century Brittany*. Londres, Routledge, 2016, 170 p.

LUTHER VIRET, Jérôme. *Le sol et le sang. La famille et la reproduction sociale en France du Moyen Âge au XIX^e siècle*. Paris, CNRS Éditions, 2014, 491 p.

MARCIL, Eileen Reid. *Les tonneliers au Québec du XVII^e au XX^e siècle*. Québec, Les éditions GID, 2003, 192 p.

MATHIEU, Jacques Mathieu. *Le commerce entre la Nouvelle-France et les Antilles aux XVIII^e siècle*. Montréal, Éditions Fides, 1981, 276 p.

OURY, Guy Marie. *Marie de l'Incarnation, 1599-1672*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, 607 p.

PARENT, France. *Entre le juridique et le social : le pouvoir des femmes à Québec au XVII^e siècle*. Québec, Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaire féministe, Université Laval, 1991, coll. « Cahiers de recherche du GREMF », 211 p.

PERROT, Michelle. *Les femmes ou les silences de l'histoire*. Paris, Flammarion, 2001 (1998), 491 p.

PRONOVOST, Claude. *La bourgeoisie marchande en milieu rural (1720-1840)*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1998, 230 p.

RIBORDY, Geneviève. *Les prénoms de nos ancêtres : étude d'histoire sociale*. Québec, Septentrion, 1995, 181 p.

ROSEN, Deborah A. *Courts and Commerce : Gender, Law, and the Market Economy in Colonial New York*. Columbus, Ohio State University Press, 1997, 232 p.

RUGGIU, François-Joseph. *L'individu et la famille dans les sociétés urbaines anglaises et française au XVIII^e siècle*. Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2007, 541 p.

SIMPSON, Patricia. *Marguerite Bourgeoys et Montréal, 1640-1665*. Montréal et Kingston, McGill/Queen's University Press, 1999, 269 p.

STURTZ, Linda L. *Within Her Power : Propertied Women in Colonial Virginia*. New York, Routledge, 2013 (2002), 304 p.

THATCHER ULRICH, Laurel. *Good Wives : Image and Reality in the Lives of Women in Northern New England, 1650-1750*. New York, Vintage Books, 1991 (1982), 296 p.

TILLY, Louise et Joan Wallach SCOTT. *Les femmes, le travail et la famille*. Paris, Édition Rivages, 1987, 268 p.

TRUDEL, Marcel. *Histoire de la Nouvelle-France X, le régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France*. Montréal, Éditions Fides, 1999, 612 p.

YOUNG, Kathryn. *Kin, Commerce, Community : Merchants in the Port of Québec, 1717-1745*. New York, Peter Lang, 1995, 220 p.

ZUCCA MICHELETTO, Beatrice. *Travail et propriété des femmes en temps de crise : Turin, 18e siècle*. Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2014, 249 p.

b. Articles ou contributions à des ouvrages collectifs

« Travail », *Le Petit Robert* [en ligne], <http://pr.bvdep.com.ezproxy.usherbrooke.ca/robert.asp>. (Page consultée le 20 novembre 2016).

BAULANT, Micheline. « L'appréciation du niveau de vie. Un problème, une solution ». *Histoire et mesure*, vol. IV, n° 3-4 (1989), p. 267-302.

BARRY, Francine. « Familles et domesticité féminine au milieu du 18e siècle ». Dans Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid. *Maîtresses de maison, maîtresses d'école : femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*. Montréal, Boréal Express, 1983, p. 223-235.

BESSIÈRE, Arnaud. « L'emploi d'une main-d'œuvre domestique dans les campagnes canadiennes à la fin du XVIIe siècle ». *Histoire et sociétés rurales*, n° 36 (2^e semestre 2011), p. 59-77.

BESSIÈRE, Arnaud. « Les domestiques canadiens, ces oublié(e)s de l'histoire de la Nouvelle-France ». *Études canadiennes / Canadian Studies*, n° 82 (2017), p. 27-45.

BESSIÈRE, Arnaud. « " Faire une bonne et fidèle servante " au Canada sous le régime français ». *Histoire sociale*, vol. I, n° 102 (novembre 2017), p. 233-257.

BONNAIN, Rolande. « Transmission du métier et du patrimoine en milieu urbain (1800-1860) ». Dans Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation*, Chicoutimi/Paris, Centre interuniversitaire SOREP, 1990, 338 p.

BOUCHARD, Dominique. « La culture matérielle des canadiens aux XVIII^e siècle : analyse du niveau de vie des artisans du fer ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 4 (printemps 1994), p. 479-498.

BOURDIEU, Pierre. « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 4-5 (1972), p. 1105-1127.

BOYLE, Suzanne C. « Did She Generally Decide? Women in Ste. Genevieve, 1750-1805 ». *The William and Mary Quarterly*, vol. 44, n° 4 (1987), p. 775-789.

BRADBURY, Bettina. « Surviving as a Widow in 19th-century Montreal ». *Urban History Review*, vol. 17, n° 3 (Février 1989), p. 148-160.

BRADBURY, Bettina et Allan STEWART. « Marriage Contracts as a Source for Historians ». Dans FYSON, Donald, Colin M. COATES et Kathryn HARVEY (dir.). *Class, Gender and the Law in Eighteenth and Nineteenth-Century Quebec : Sources and Perspectives*. Montréal, Montreal History Group, 1993, cahier 1, p. 29-53.

BRUN, Josette. « Les femmes d'affaires en Nouvelle-France au 18^e siècle : le cas de l'Île Royale ». *Acadiensis*, vol. 27, n° 1 (1997), p. 44-66.

CANAPARI, Eleonora et Beatrice ZUCCA MICHELETTO (2011). « Le travail comme ressource : parcours individuels, mobilité et stratégies économiques dans les villes d'Ancien Régime ». *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*. no 123, sur le site *OpenEdition*. Consulté le 20 novembre 2016. <http://mefrim.revues.org.ezproxy.usherbrooke.ca/588>

CARTIER, Gwenaél. « Québec 1608-2008 : 400 ans de statistiques démographiques tirées des recensements », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 37, n° 1 (2008), p. 131-161.

CYR, Maryse. « L'activité économique des femmes en Nouvelle-France : étude des procuratrices à Québec de 1740 à 1749 ». Dans CORBEIL, Amélie HIEN et Ali REGUIGUI. *Sciences en devenir*. Sudbury, Association francophone pour le savoir, 2009, p. 89-108

DECHÊNE, Louise. « La croissance de Montréal au XVIII^e siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 2 (1973), p. 163-179.

DECHÊNE, Louise. « Quelques aspects de la ville de Québec au XVIII^e siècle d'après les dénombrements paroissiaux ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 75 (1984), p. 485-505.

DELPY, Pierre-Marie. « La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale ». *Hypothèses*, vol. 18, n° 1 (2015), p. 263-274.

DESLOGES, Yvon et Marc LAFRANCE. « Dynamique de croissance et société urbaine : Québec au XVIII^e siècle, 1690-1759 ». *Histoire sociale*, Vol. XXI, n° 42 (novembre 1988), p. 251-267.

DESSUREAULT, Christian. « Niveau de vie dans le Richelieu-Yamaska, 1800-1840. Étude préliminaire pour une comparaison France-Québec ». Dans BOUCHARD, Gérard Bouchard et Joseph GOY (dir.). *Famille, économie et société rurale et contexte*

d'urbanisation (17^e-20^e siècle). Chicoutimi/Paris, Centre interuniversitaire SOREP, 1990, p. 185-198.

DESSUREAULT, Christian et John A. DICKINSON. « Niveau de vie et reproduction sociale dans la plaine de Montréal, 1740-1804 ». Dans BONNAIN, Rolande, Gérard BOUCHARD et Joseph GOY. *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural, France-Québec, XVIII^e-XX^e siècles*. Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992, p. 153-167.

DESSUREAULT, Christian Dessureault, John A. DICKINSON et Thomas WIEN. « Living Standards of Norman and Canadian Peasants, 1690-1835 ». Dans SCHUURMAN, Anton J. et Lorena S. WALSH (dir.). *Proceeding of the Eleventh International Economic History Conference, Session B4, Material Culture : Consumption, Life-style, Standard of Living, 1500-1900*. Milan, Università Bocconi, 1994, p. 95-112.

DESSUREAULT, Christian et John A. DICKINSON. « Culture matérielle et niveau de vie dans l'Amérique du Nord coloniale ». Dans DESSUREAULT, Christian. *Le monde rural québécois aux XVIII^e et XIX^e siècles : culture, hiérarchies, pouvoirs*. Montréal, Fides, 2018, p. 231-264.

DICKINSON, John A. « Niveaux de vie des paysans normands et québécois au 18^e siècle ». Dans BOUCHARD, Gérard Bouchard et Joseph GOY (dir.). *Famille, économie et société rurale et contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècle)*. Chicoutimi/Paris, Centre interuniversitaire SOREP, 1990, p. 213-224

DROUAULT, Célia. « La Condition des ouvrières en soie à Tours au XVIII^e siècle ». Dans Jean-Paul Barrière et Philippe Guignet (dir.). *Les femmes au travail dans les villes en France et en Belgique du XVIII^e au XX^e siècle*. Paris, l'Harmattan, 2009, p. 127-139.

DUMONT-JOHNSON, Micheline. « Peut-on faire l'histoire de la femme ? ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 3 (1975), p. 421-428.

DUMONT, Micheline. « Les femmes de la Nouvelle-France étaient-elles favorisées ? ». *Atlantis*, vol. 8, n° 1 (1982), p. 118-124.

FONTENEAU, Yannick (2009). « Penser le travail à l'époque moderne (XVII^e-XIX^e siècles) : introduction et perspectives ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. no 110, sur le site *OpenEdition*. Consulté le 20 novembre 2016. <http://chrhc.revues.org.ezproxy.usherbrooke.ca/1970>

GAUVREAU, Danielle. « Nuptialité et catégories professionnelles à Québec pendant le régime français », *Sociologie des phénomènes démographiques*, vol. 19, n° 1 (avril 1987), p. 25-36.

GILLES, David. « L'affaire Marie-Françoise Gosselin ou la capacité juridique des femmes mariées en question. Absences et errances normatives après la Conquête ». Dans CHARPENTIER, Emmanuelle et Benoît GRENIER (dir.). *Femmes face à l'absence, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles)*. Québec, CIEQ, 2015, p. 15-28.

GINZBURG, Carlo. « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n° 6 (1980), p. 1-31.

GREER, Allan. « Women of New France ». Dans NOEL, Janet (dir.). *Race and gender in the northern colonies*. Toronto, Canadian Scholars Press, 2000, p. 87-100.

GRENIER, Benoît et Catherine FERLAND. « Quelque longue que soit l'absence : procurations et pouvoir féminin à Québec au XVIII^e siècle ». *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 37 (2013), p. 197-225.

GRENIER, Benoît (avec la collaboration de Catherine FERLAND). « “Sans exceptions ni réserve quelconques” , Absence des hommes et pouvoir des femmes à Québec au XVIII^e siècle ». Dans CHARPENTIER, Emmanuelle Charpentier et Benoît GRENIER (dir.). *Femmes face à l'absence*, Bretagne et Québec (XVII^e-XVIII^e siècles). Québec, CIEQ, 2015, p. 29-37.

GUILHAUMOU, Jacques. « Autour du concept d'agentivité », *Rives méditerranéennes*, vol. 41, no 1 (2012), p. 25-34.

HORGUELIN, Christophe. « Le XVIII^e siècle des Canadiens : discours public et identité ». Dans JOUTARD, Philippe et Thomas WIEN (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France. De France en Nouvelle-France*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 209-219.

HUFTON, Olwen. « Les femmes et le travail dans la France traditionnelle ». Dans VIENNOT, Eliane et Danielle HAASE DUBOSC (dir.). *Femmes et pouvoirs sous l'ancien régime*. Paris, Rivages, 1991, p. 259-275.

JURATIC, Sabine et Nicole PELLEGRIN. « Femmes, villes et travail en France dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle ». *Histoire, économie et société*, vol. 13, n° 3 (1994), p. 477-500.

LAVALLÉE, Louis Lavallée. « Les archives notariales et l'histoire sociale de la Nouvelle-France ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, n° 3 (décembre 1974) p. 323-475.

MAIN, Gloria L. « Gender, Work, and Wages in Colonial New England ». *The William and Mary Quarterly*, vol. 51, n° 1 (1994), p. 39-66.

MOOGK, Peter N. « Apprenticeship Indures : A Key to Artisan Life in New France ». *Historical Papers*, vol. 6, n° 1 (1971), p. 65-83.

MOORE, Lindsay R. « Women, Property, and the Law in the Anglo-American World, 1630-1700 ». *Early American Studies : An Interdisciplinary Journal*, vol. 14, n° 3 (2016), p. 537-567.

NOEL, Jan. « New France : Les femmes favorisées ». *Atlantis*, vol. 6, n° 2 (1981), p. 80-98.

NOEL, Jan. « “Nagging Wife” Revisited: Women and the Fur Trade in New France ». *French Colonial History*, vol. 7 (2006), p. 45-60.

NOEL, Jan. « N'être plus la déléguée de personne : une réévaluation du rôle des femmes dans le commerce en Nouvelle-France ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3 (2009-2010), p. 209-241.

NORTON, Mary Beth. « The Myth of the Golden Age ». Dans Carol Ruth Berkin et Mary Beth Norton (dir.). *Women of America : A History*. Boston, Houghton Mifflin Co., 1979, p. 37-47.

OUELLET, Marie-Ève. « Un pouvoir de remplacement. Les enjeux féminins de la migration de retour au Canada sous le Régime français ». Dans FERLAND, Catherine et Benoît GRENIER (dir.). *Femmes, culture et pouvoir. Relectures de l'histoire au féminin, XV^e-XX^e siècles*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, p. 145-168.

PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT. « Les inventaires après décès à Montréal au tournant du XIX^e siècle : préliminaires à une analyse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, n° 2 (septembre 1976), p. 163-221.

PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT. « Les inventaires après-décès : source riche pour l'étude de la culture matérielle et des genres de vie dans le Bas-Canada ». *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 95, n° 4 (1988), p. 389-400.

PARENT, France et Geneviève POSTOLEC. « Quand Thémis rencontre Clio : les femmes et le droit en Nouvelle-France ». *Les Cahiers de droit*, vol. 36, n° 1 (1995), p. 293-318.

PLAMONDON, Lilianne. « Une femme d'affaires en Nouvelle-France : Marie-Anne Barbel, veuve Fornel ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 31, n° 2 (1977), p. 165-185.

POISSON, Jean-Paul. « Introduction à une sociologie statistique des actes de procuration : les actes de confiance ». Dans POISSON, Jean-Paul (dir.). *Notaires et société. Travaux d'histoire et de sociologie notariales*. Paris, Economica, 1985, p. 589-592.

SARAZIN, Jean-Yves, « L'historien et le notaire : acquis et perspectives de l'étude des actes privés de la France moderne ». *Bibliothèque de l'école des chartes*, tome 160, n° 1 (2002), p. 229-270.

TRUANT, Cynthia. « La maîtrise d'une identité? Corporations féminines à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècle s ». *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, no 3 (1996), consulté le 10 mars 2016, [<http://clio.revues.org/462>].

ZOLTVANY, Yves F. « Esquisse de la Coutume de Paris ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, n° 3 (1971), p. 365-384.

c. Mémoires et thèses

BESSIÈRE, Arnaud. « La domesticité dans la colonie laurentienne au XVII^e et au début du XVIII^e siècle (1640-1710) ». Thèse de doctorat (histoire), UQAM et Université Paris IV – Sorbonne, 2007, 571 p.

DARAÎCHE-LEBLANC, Miguel Daraîche-Leblanc. « Les marguilliers de la fabrique Notre-Dame de Montréal, 1760-1810 ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2008, 127 p.

FORTIN, Jonathan. « Le célibat féminin à Québec et Montréal au XVIII^e siècle : travail, famille et sociabilité ». Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Sherbrooke, 2016, 176 p.,

GRENIER, Benoît. « Devenir seigneur en Nouvelle-France : mobilité sociale et propriété seigneuriale dans le gouvernement de Québec sous le régime français ». Mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2000, 135 p.

JETTÉ, Marie-Ève. *Du billet au procès : le crédit et le recouvrement des dettes par Jacques Leber et Charles de Couagne, marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015, 107 p.

PILON, Nathalie. « Le destin des veuves et des veufs de la région de Montréal au milieu du XVIII^e siècle : pour mieux comprendre la monoparentalité dans le Québec préindustriel ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2000, 136 p.

ROBERT, Dhyana. « La contrebande à Montréal, 1729-1752 : passages, pratiques et protagonistes ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2016, 126 p.

SAVOIE, Sylvie. « Difficultés et contraintes dans le choix du conjoint, Trois-Rivières, 1634-1760 ». Thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 1994, 312 p.

TANGUAY, Isabelle. *Destin social d'une famille noble canadienne : les Boucher et leurs alliés (1667-1863)*. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 2000, 205 p.